



**ALIMENTATION
COUCHE-TARD**

RAPPORT ANNUEL

2021





PRÊTS
POUR
L'AVENIR



Table des matières

p.2	Portrait de l'entreprise et faits saillants
p.4	Message du fondateur et président exécutif du conseil
p.6	Lettre du président et chef de la direction
p.8	Prêts pour l'avenir : une assise financière solide
p.10	Prêts pour l'avenir : l'accommodation
p.14	Prêts pour l'avenir : la mobilité
p.18	Prêts pour l'avenir : la croissance du réseau
p.20	Prêts pour l'avenir : grandir ensemble
p.22	Prêts pour l'avenir : l'engagement envers le développement durable
p.27	Résultats financiers

Portrait de l'entreprise

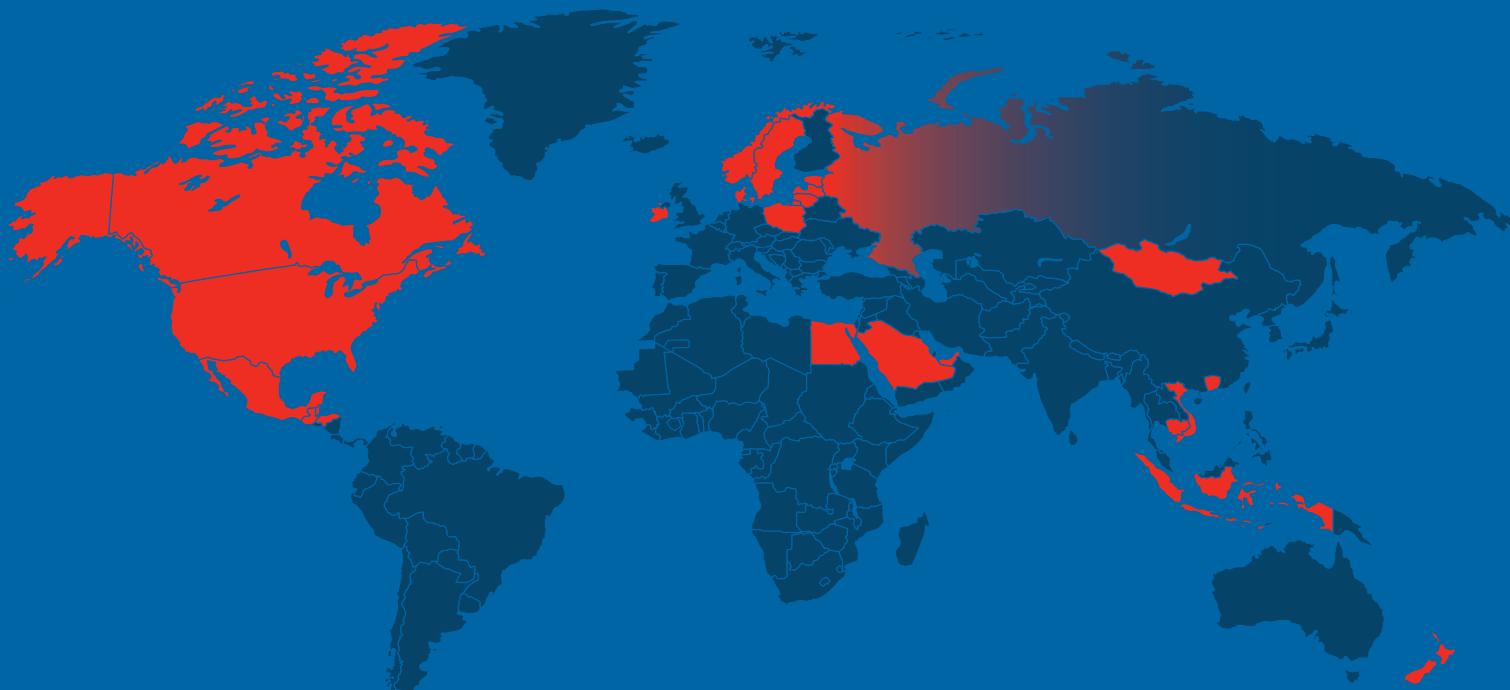
Nos gens

Autour du monde, nos gens travaillent sans relâche pour faciliter la vie de nos clients un peu plus chaque jour.



Nos sites

Notre empreinte internationale s'étend sur cinq continents. Nous continuons de grandir grâce à des acquisitions et à une croissance interne, toujours selon notre vision de devenir la destination préférée pour l'achat de marchandises et de carburant à travers le monde.



7 150
ÉTATS-UNIS

2 111
CANADA

3 067
EUROPE ET
AUTRES RÉGIONS

1 894
EMPREINTE
INTERNATIONALE

Faits saillants

2021	ÉTATS-UNIS	EUROPE ET AUTRES RÉGIONS	CANADA
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable	5,6 %	6,1 %	9,5 %
Diminution du volume de carburant par magasin comparable	(12,9 %)	(6,4 %)	(14,9 %)

Toutes les données financières sont en millions de dollars américains à l'exception des montants par action, qui sont en dollars américains.

*Les notes de bas de page sont à la page 26.



Rendement des capitaux investis ¹	Rendement des capitaux propres ¹	Ratio d'endettement ¹
2020 15,0 % / 2021 15,9 %	2020 24,8 % / 2021 24,3 %	2020 1,54 / 2021 1,32

ALAIN BOUCHARD



Message du fondateur et président exécutif du conseil

L'année dernière, alors que je vous écrivais à propos du 40^e anniversaire d'Alimentation Couche-Tard, j'avais bon espoir que la pandémie serait bientôt derrière nous. Un an plus tard, notre entreprise et notre monde continuent plutôt de faire face à l'incertitude que laisse planer le virus et à la façon dont il a modifié nos vies et nos activités professionnelles.

Pourtant, je suis rempli de fierté et d'optimisme à l'idée qu'il y a de la lumière au bout du tunnel et que Couche-Tard est prête pour l'avenir, un avenir où nos clients seront de retour sur la route, où notre entreprise continuera d'innover et de chercher sans cesse de nouvelles façons de faciliter la vie de nos clients, et où les membres de nos équipes travailleront sans relâche pour protéger leurs communautés et la planète.

Comment nous sommes-nous préparés pour cet avenir, en dépit des défis qui se sont présentés à nous dans la dernière année ? En restant résolus dans notre engagement et notre responsabilité envers nos gens et nos clients. Nous sommes restés déterminés à garder nos magasins ouverts et à ne jamais baisser la garde face à

la COVID-19. Au cours de l'année, notre famille d'environ 124 000 collègues est devenue encore meilleure et plus forte et est prête à poursuivre sa croissance. En fait, je suis extrêmement fier de vous annoncer que nous avons obtenu nos meilleurs résultats jusqu'à présent dans le cadre de notre sondage annuel sur l'engagement et que nous nous sommes classés parmi les meilleurs dans l'industrie du commerce au détail.

Nous avons pris des risques importants en matière de croissance cette année et, même si les conditions liées à la pandémie nous ont parfois obligés à reculer, je suis impressionné par notre prévoyance et notre confiance. Nous avons maintenu notre discipline financière habituelle et nous avons clairement indiqué que nous étions prêts, tant sur le plan financier qu'opérationnel, à devenir la destination préférée pour l'achat de marchandises et de carburant à travers le monde.



Cette année, fidèles à notre culture entrepreneuriale, nous avons accueilli l'avenir par l'innovation. Nous nous sommes lancés à fond dans l'analyse de données et la ludification et avons ouvert notre premier magasin sans friction à Montréal, tout en préparant le terrain pour le déploiement d'une technologie de caisses autonomes dans certains de nos magasins en Arizona, en partenariat avec un fournisseur de premier plan. En Scandinavie, nous avons étendu le paiement par la reconnaissance des plaques d'immatriculation et sommes fiers d'être restés l'un des chefs de file à l'échelle mondiale en matière de solutions de recharge pour les véhicules électriques, jetant ainsi les bases de l'avenir de la mobilité en Amérique du Nord.



Bien agir est important pour moi, pour notre équipe de direction et pour toutes nos parties prenantes, et nous nous sommes engagés à construire un avenir meilleur. Nous avons fait d'énormes progrès pour devenir un milieu de travail plus diversifié et plus inclusif. Nous avons intensifié nos efforts pour nous diriger vers un monde plus propre et plus sécuritaire en réduisant notre empreinte énergétique et en plaçant le développement durable au cœur de notre entreprise. Récemment, nous avons même émis des Obligations Vertes qui nous aideront à financer des projets de développement durable dans de nombreux secteurs de nos activités. Nous avons également continué à prendre soin de nos communautés, en nous assurant de faire partie de la solution dans les quartiers que nous desservons.

Enfin, au cours de la prochaine année, les droits de vote spéciaux des fondateurs de Couche-Tard arriveront à échéance. J'aimerais profiter de cette occasion pour exprimer à nos actionnaires que cela ne changera rien à mon engagement envers la mission de l'entreprise. Comme toujours, je resterai engagé dans sa réussite stratégique et serai un bon intendant de la fiducie de nos actionnaires. Je suis persuadé que notre taille, notre culture et notre stratégie gagnantes ainsi que les structures que nous avons mises en place, tant du point de vue de la direction que de celui de la gouvernance, continueront de servir l'entreprise dans son parcours vers un avenir toujours plus prometteur.

BRIAN HANNASCH



Lettre du président et chef de la direction

Lorsque je fais le bilan de cette année, un mot me vient immédiatement à l'esprit et ce mot est « gratitude ». Ma gratitude envers tous les membres de nos équipes pour leur engagement continu les uns envers les autres et envers l'entreprise au cours de cette année difficile. C'est uniquement grâce à leur travail acharné, à leur engagement et à leur courage que notre culture d'entreprise et notre bilan sont plus solides que jamais et que nous sommes prêts pour l'avenir, un avenir au-delà de la pandémie où nous pourrons continuer à faciliter la vie de nos clients un peu plus chaque jour !

Cette année n'a certainement pas été des plus faciles. Il y a un an, lorsque j'écrivais ma lettre pour le rapport annuel, nous n'en étions qu'au troisième mois de la pandémie et celle-ci avait déjà fait de nous une entreprise meilleure et plus forte. Aujourd'hui, douze mois plus tard, le virus est non seulement encore présent, mais a pris de l'ampleur dans de nombreuses régions et s'est répercuté sur nos vies, nos quartiers et nos activités professionnelles. Étonnamment, il nous a également préparés pour l'avenir, car nous sommes devenus, tous ensemble, plus forts. Nous avons cherché plus énergiquement et plus

rapidement des solutions et avons pris notre essor en Asie pour desservir de nouvelles régions et de nouveaux clients. En cours de route, nous avons renforcé notre assise financière, nous permettant ainsi d'assurer notre croissance future.

J'éprouve de la gratitude pour nos remarquables équipes des opérations qui ont assuré la sécurité des membres de nos équipes et de nos clients pendant que nos magasins restaient ouverts et qui ont veillé à ce que nous fussions partie de la solution dans les communautés où nous vivons et travaillons. Ensemble, avec le soutien de nos équipes globales, nous avons fait plus que maintenir le statu quo, nous avons innové pour l'avenir. Nous avons élargi notre offre d'aliments frais, nos options de paiement sans friction, nos capacités de tarification localisée ainsi que nos capacités d'approvisionnement et de livraison en carburant. Nous avons également réinventé nos marques en les rendant de plus en plus modernes et reconnaissables à chaque étape du parcours client.



Je tiens également à exprimer ma gratitude envers notre équipe des ressources humaines qui, cette année, s'est surpassée en veillant à ce que les membres de nos équipes ne baissent pas la garde face à la COVID 19, à ce qu'ils obtiennent un meilleur accès et de meilleurs outils de formation pour assurer leur réussite future et à ce qu'ils restent engagés envers l'entreprise. Ainsi, cette année, nous avons pulvérisé nos précédents résultats dans le cadre de notre sondage annuel sur l'engagement des employés. Nous nous sommes également engagés à être à l'écoute, à apprendre et à prendre des mesures concrètes pour rendre notre milieu de travail plus diversifié et plus inclusif.

Quant à l'avenir, je suis reconnaissant envers la promesse d'un vaccin contre le virus de la COVID 19. Aucun d'entre nous ne veut perdre un autre membre de sa famille ou de son équipe à cause du virus et nous avons déployé beaucoup d'efforts pour faciliter la vaccination pour tous les membres de nos équipes. Comme nous le constatons déjà dans notre marché américain, avec le taux de vaccination qui augmente dans toutes nos communautés, nous avons de bonnes raisons d'être optimistes et de croire que les activités reviendront bientôt à la normale dans l'ensemble de notre réseau à l'échelle mondiale.



Ayant relevé brillamment les défis de cette année, je dois dire qu'en près de sept années à titre de président et chef de la direction, c'est ce dont je suis le plus fier ! Alors que nous entamons un nouvel exercice financier, je veux que tous les membres de nos équipes, nos clients et nos actionnaires sachent que je suis rempli de gratitude, car je sais qu'avec vous à nos côtés, nous sommes prêts pour l'avenir.



Prêts pour l'avenir : UNE ASSISE FINANCIÈRE SOLIDE

L'année qui vient de s'écouler a certainement été l'une des plus difficiles auxquelles nous ayons eu à faire face en tant qu'entreprise, avec beaucoup d'incertitude et un avenir plutôt flou, mais, malgré cela, nous avons tous été bien servis par notre discipline financière habituelle et notre solide bilan.

Encore une fois, nous avons géré notre entreprise avec soin, nous nous sommes préparés à affronter le pire et nous avons fait preuve d'ingéniosité avec le capital de nos actionnaires. Nous avons trouvé le juste équilibre entre le report des dépenses non critiques et les investissements dans nos principales initiatives stratégiques pour nous permettre de sortir de la pandémie dans les meilleures conditions. Et surtout, en grande partie grâce à notre solide santé financière, nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour protéger les membres de nos équipes et nos clients, et pour nous assurer que notre réseau reste en activité pour répondre aux besoins essentiels.



**Notre discipline
financière
nous a apporté une
stabilité durant une année
marquée par la volatilité**



Ce ne fut pas chose facile, car nous avons dû nous adapter aux différentes réalités économiques de chacun de nos marchés. Cela dit, notre performance a été remarquable tant sur le plan opérationnel que financier et, par conséquent, nous sommes bien positionnés pour faire face à la croissance à venir. Avec le retour de l'achalandage dans nos magasins, nous sommes prêts à réinvestir dans nos nombreuses initiatives internes, à rechercher de nouvelles occasions d'acquisition et à continuer d'entretenir la culture de la discipline et de l'esprit d'entrepreneuriat qui nous distingue et qui nous a si bien servis au fil du temps.

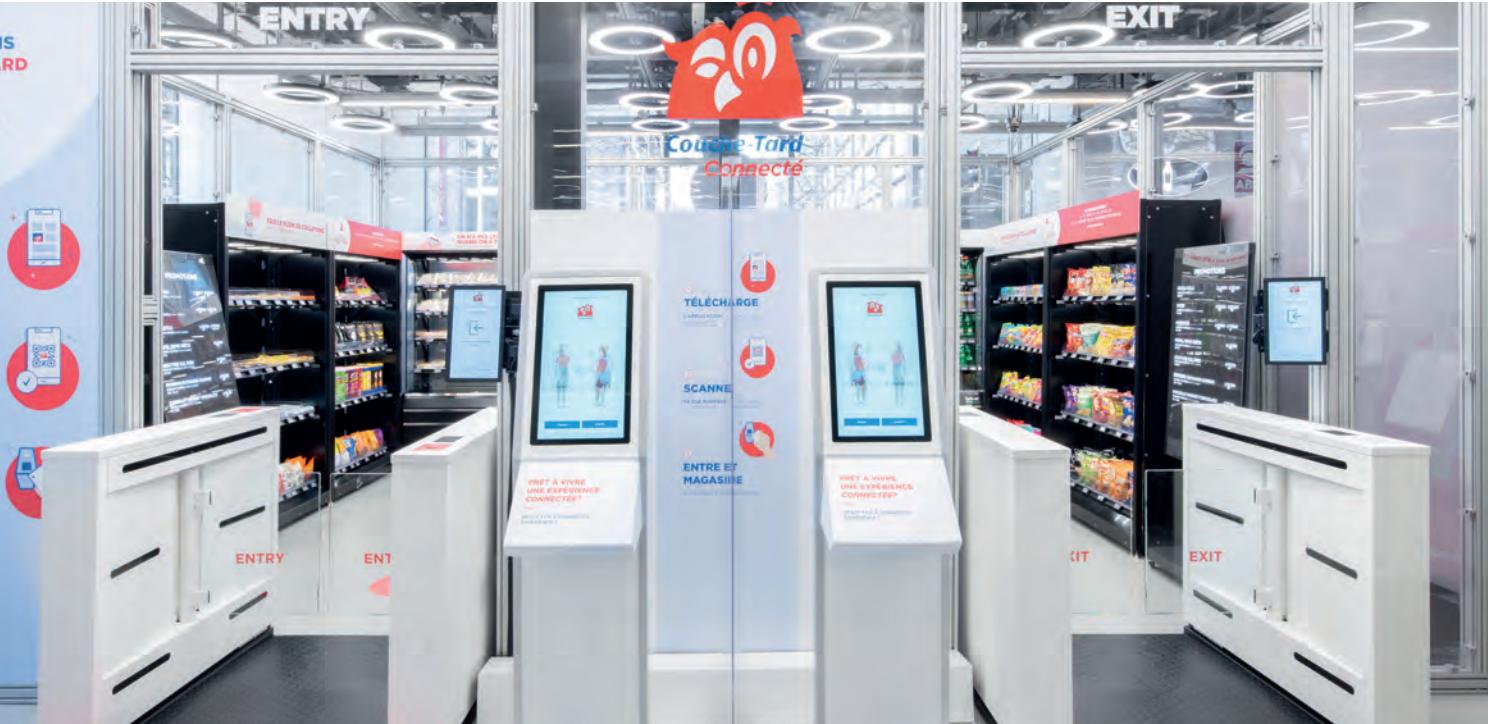
À cet égard, nous tenons à souligner et à remercier nos équipes à travers l'organisation pour le travail qu'elles ont accompli tout au long de la dernière année, en veillant à ce que nous sortions de la pandémie avec une situation financière solide et prêts à accélérer le déploiement de capitaux vers nos initiatives stratégiques, tout en demeurant toujours concentrés sur la création de valeur pour nos employés, nos clients et nos actionnaires.



La discipline financière a toujours été une caractéristique particulière de l'approche de Couche-Tard dans la gestion de ses activités et nous savons que c'est quelque chose que nos actionnaires tiennent en haute estime. La solidité de notre bilan et l'attention particulière que nous portons aux flux de trésorerie nous ont donné la flexibilité nécessaire pour résister au contexte difficile de l'année dernière, consolider nos gains et investir pour l'avenir ainsi qu'assurer la santé et la sécurité des membres de nos équipes.



Claude Tessier
chef de la direction financière



Prêts pour l'avenir : L'ACCOMMODATION

Cette année, nous nous sommes particulièrement concentrés sur l'amélioration de l'expérience client en développant notre offre d'aliments frais, en adoptant une approche localisée pour notre tarification, notre assortiment et nos promotions, et en ajoutant des options de paiement et de livraison simplifiées à l'intérieur de nos magasins et aux aires de distribution d'essence. Nous captions également l'attention de nos clients grâce à une nouvelle image de marque plus moderne, à un aménagement mieux pensé des magasins et à des initiatives de ludification pour stimuler l'achalandage. Notre objectif est simple : en facilitant la vie de nos clients un peu plus chaque jour, nous sommes prêts pour l'avenir du commerce de l'accompagnement.

TOUT SIMPLEMENT FRAIS, TOUJOURS PRÊT

L'expansion de notre nouvelle initiative alimentaire, *Tout Simplement Frais, Toujours prêt* demeure notre priorité absolue : offrir à nos clients en déplacement les meilleurs et les plus savoureux aliments est la clé



**12,9 millions
de sandwiches chauds
vendus en une année**

de notre avenir en tant que détaillant qui innove et se différencie. En Amérique du Nord, nous avons achevé la première étape de l'ouverture de 1 500 magasins d'aliments frais et nous étendrons le programme à 2 600 magasins supplémentaires au cours de l'exercice 2022. Nous continuons à travailler et à peaufiner l'aspect



<<

Au fur et à mesure de notre évolution, nous resterons fidèles à notre activité principale et ferons ce que nous faisons le mieux pour faciliter la vie de nos clients un peu plus chaque jour. Cela signifie améliorer l'expérience client à partir de notre offre d'aliments et de boissons, élargir la modulation de nos prix et de nos capacités promotionnelles et devenir l'une des marques les plus fiables de notre industrie. Nous sommes déterminés à satisfaire nos clients partout et en tout temps, à mesure que le commerce de l'accommodation se redéfinit.

>>

**Kevin Lewis**

chef de la direction du marketing

opérationnel, tout en gardant notre attention sur la qualité et la simplicité de l'offre, tant pour le client que pour les membres de l'équipe en magasin. Dans les mêmes marchés, les magasins offrant le programme *Tout Simplement Frais, Toujours Prêt* continuent de surpasser ceux dans lesquels il n'est pas offert.

En Europe, nous avons continué à perfectionner le nouveau concept *Tout Simplement Frais, Toujours Prêt* à titre de plateforme pour la croissance future et nous ajouterons le programme à 500 magasins au cours de l'exercice 2022. Nous facilitons la vie de nos clients en leur proposant une option de libre-service et en ajoutant des produits prêts à emporter aux offres de produits frais que nous proposons déjà dans nos magasins.

TARIFICATION LOCALISÉE

Être une entreprise plus axée sur les données est l'un de nos plus grands objectifs stratégiques, car nous pensons qu'il y a beaucoup d'avantages à optimiser localement en matière de prix, d'assortiment et de promotions. Après avoir piloté la tarification localisée dans nos unités d'affaires de la Suède et du Grand Canyon, en commençant par un nombre limité de magasins et d'UGS pour nous assurer que nous faisions bien les choses et en procédant constamment à des analyses comparatives, nous avons déployé ce modèle à neuf autres divisions cette année. Nous sommes particulièrement satisfaits de l'amélioration de la marge brute, exprimée en dollars,

qui dépasse nos prévisions. Au cours du prochain exercice, nous étendrons l'initiative au reste du réseau et commencerons à utiliser les données propres à chaque magasin pour améliorer l'assortiment de produits et les activités promotionnelles.



10 000+ UGS
optimisées grâce à une
modulation régionale des prix



INNOVER L'EXPÉRIENCE CLIENT

Dans l'ensemble du réseau, nous nous sommes préparés pour l'avenir en innovant dans nos options de paiement et de livraison. En réponse à la pandémie et à l'évolution des comportements d'achat, nous avons acquis des informations précieuses sur ce que nos clients souhaitent obtenir en matière de commerces d'acmodation, notamment des options de collecte à l'auto et de livraison à domicile. Nous évaluons actuellement ces modèles pour mieux les comprendre et les déployer.

Nous avons également réalisé des avancées notables en ce qui a trait au paiement sans friction à l'intérieur de nos magasins et aux aires de distribution d'essence. En janvier, en partenariat avec l'Université McGill, nous avons ouvert à Montréal notre premier magasin sans friction, Couche-Tard Connecté, qui est un laboratoire de vente au détail unique en son genre. Nous sommes impressionnés par les résultats et par la façon dont nous offrons une expérience entièrement sans friction, rapide et d'une grande précision. Les membres de l'équipe en magasin ont été des ambassadeurs exceptionnels, jouant un rôle déterminant dans le succès du magasin-laboratoire. Au cours des prochains mois, nous prévoyons inaugurer en Arizona nos premiers magasins qui utiliseront la technologie d'un fournisseur de premier plan de caisses autonomes, une autre étape importante dans notre parcours en innovation.

En Norvège, après avoir piloté notre système novateur de paiement par reconnaissance des plaques d'immatriculation dans les stations-service et avoir obtenu de bons résultats, nous avons lancé cette initiative dans l'ensemble de notre unité d'affaires suédoise et prévoyons l'étendre à l'ensemble de notre réseau. Nous sommes enthousiasmés par les premières réactions positives et fiers d'être parmi les premiers à faire découvrir cette technologie à nos clients.

Au cours des prochains mois, nous continuerons à chercher des moyens pour différencier notre offre et rendre l'expérience d'achat plus facile et prête pour l'avenir.



Afin de répondre aux changements manifestes que nous constatons dans les besoins de nos clients, nous nous engageons à innover pour l'avenir du commerce de l'acmodation. Cette année, nous avons réalisé des percées remarquables en matière d'options de paiement et de livraison, de ludification et de paiement sans friction. Notre ambition nous exige de développer et tester les connaissances acquises, et de rapidement transposer dans tous nos magasins les idées qui simplifient et améliorent l'expérience des membres de nos équipes en magasin et celle de nos clients.



Deb Hall Lefevre
chef de la direction technologique



PICK UP POINT
boutiqueclick&collect



PIZZA MARGHERITA

PIZZA QUADRUPLO
PIZZA QUADRUPLO
PIZZA QUADRUPLO
PIZZA QUADRUPLO
PIZZA QUADRUPLO





Prêts pour l'avenir : LA MOBILITÉ

Il ne fait aucun doute que la dernière année a posé un défi pour la mobilité à l'échelle mondiale, car les mesures de sécurité et le télétravail ont limité les déplacements quotidiens et les projets de voyages. Malgré ces difficultés, nous sommes convaincus qu'au fur et à mesure qu'ils retrouveront progressivement leurs routines habituelles, nos clients continueront à compter sur notre réseau pour répondre à leurs besoins énergétiques. En tant qu'entreprise, nous ne sommes pas restés inactifs et avons pris de nombreuses mesures pour renforcer le volet carburant de nos activités, tout en nous tournant vers l'avenir en investissant dans l'électrification de notre réseau.





Bien que le trafic et les volumes de carburant aient diminué cette année, cela ne nous a pas empêchés de réaliser de réels progrès dans notre secteur des carburants. Cette année, plus que jamais, nous avons accru les opportunités en lien avec le carburant Circle K, du déploiement de la marque sur un plus grand nombre de sites en Amérique du Nord à l'expansion de nos capacités en matière d'approvisionnement en carburant et par rapport à la logistique. Maintenant, dans l'ensemble de notre réseau mondial, le carburant Circle K est de plus en plus présent et reconnaissable pour nos clients.



Louise Warner

vice-présidente principale, Carburants globaux

CARBURANT

Cette année, nous avons continué à faire progresser notre initiative visant à changer la marque de nos stations-service pour celle de Circle K, en convertissant 450 sites et en ajoutant 71 nouveaux établissements Circle K, pour un total de près de 2 800 stations-service aux couleurs de Circle K en Amérique du Nord. Au cours de la prochaine année, nous prévoyons accélérer le rythme à mesure que nous rehausserons la notoriété de la marque dans l'esprit des consommateurs. Tout en poursuivant ce travail de repositionnement de marque, nous faisons également avancer notre proposition de valeur en élaborant un programme de fidélisation qui sera à la fois attrayant et facile d'utilisation pour nos clients et qui permettra à notre réseau nord-américain de tirer parti d'une plus grande quantité de données, comme nous le faisons déjà en Europe.

Dans notre secteur des carburants, l'un des plus importants développements de l'année a été les avancées réalisées pour devenir une chaîne d'approvisionnement de calibre mondial en nous associant avec Musket afin de tirer parti des synergies d'approvisionnement en volume groupé et de devenir de plus en plus actifs sur les marchés du carburant. Nous avons également inauguré une tour de logistique à Riga, en Lettonie, depuis laquelle toute notre logistique à l'échelle mondiale relative au



**2 800 stations-service
de marque Circle K
en Amérique du Nord**

carburant est surveillée 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, car nous visons à générer des gains d'efficacité dans notre chaîne d'approvisionnement au fur et à mesure que nous la développons.



4 500
points de recharge
Circle K
à domicile
ou au bureau



VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Au cours de la dernière année, nous avons continué à tirer parti des retombées et de l'expérience inestimables de notre laboratoire situé en Norvège, consolidant ainsi notre position de chef de file mondial pour ce qui est de l'avenir des solutions de recharge pour véhicules électriques (VE). En Norvège, nous comptons maintenant près de 500 bornes de recharge dans nos stations-service et avons acquis une connaissance approfondie des comportements de recharge et d'achat de nos clients possédant un VE. Avec une fréquence de recharge en déplacement plus élevée qu'anticipée, nous sommes convaincus du fort potentiel d'utilisation de notre réseau de commerces d'accommodation et de vente de carburant dans un monde qui tend à s'électrifier. En plus de nos bornes de recharge sur nos sites, nous avons élargi nos solutions pour VE à domicile et en milieu de travail à plus de 4 500 points de recharge. Grâce à Circle K Pro, notre nouvelle plateforme commerciale de cartes de recharge et de carburant, nous nous intéressons également à notre clientèle B2B en pleine croissance et apprenons à la servir au mieux à mesure que nous développons notre offre de mobilité.

Dans le cadre de notre parcours en matière de VE, nous avons réussi à mettre sur pied avec succès des « magasins de destination » qui offrent une expérience client plus personnelle, une offre alimentaire améliorée offrant une connexion Wi-Fi gratuite, ainsi qu'un concept de places assises. D'ailleurs, notre nouvel établissement de Bamble, en Norvège, a été reconnu par la NACS comme

le gagnant dans la catégorie « Magasin le plus important de 2020 ». Nous sommes particulièrement fiers de ce prix puisqu'il présente cette incroyable destination comme l'un des plus grands carrefours de véhicules électriques de la Norvège, avec 32 bornes de recharge pour VE.

À l'extérieur de la Norvège, nous avons étendu nos capacités de recharge en Europe en nous associant à Ionity et avons déployé nos premières bornes de recharge Circle K en Irlande, en Suède et au Danemark. Au cours de la prochaine année, nous mettrons à profit tous nos apprentissages acquis en Europe alors que nous commencerons à déployer des points de recharge en Amérique du Nord grâce à des partenariats avec Tesla, Electrify America et Circuit Électrique, en commençant par des marchés ciblés au Québec et en Californie.



500 bornes de recharge
en Norvège

<<

Pour mon équipe et l'entreprise dans son ensemble, l'élargissement de nos activités liées à la mobilité des véhicules électriques en Norvège et la planification de leur expansion dans notre réseau européen et nord-américain sont une priorité stratégique. Nous sommes déterminés à explorer davantage le potentiel croissant de l'électrification et à mettre à profit nos connaissances approfondies partout où nous sommes présents. Je tiens à remercier nos équipes qui ont travaillé sans relâche afin de nous y préparer et de faire preuve d'innovation en vue de cet avenir.

>>



Hans-Olav Høidalh

premier vice-président,
Opérations, Europe





Prêts pour l'avenir : LA CROISSANCE DU RÉSEAU

La croissance interne du réseau continue d'être un élément essentiel de notre stratégie de croissance. Qu'il s'agisse de construire de nouveaux sites dans des endroits clés, de rénover ou de réinventer des magasins existants ou, encore, d'acquérir des réseaux complémentaires, notre objectif en tant que vendeur d'économies de temps et d'accommodation est de toujours être en contact étroit avec nos clients, d'interagir avec eux de manière significative grâce à notre marque et de répondre à leurs besoins quotidiens.

PROJET DE NOUVEAUX MAGASINS

Dans le cadre de notre plan quinquennal visant à doubler notre chiffre d'affaires, nous nous sommes engagés à faire passer le nombre de nouvelles constructions de magasins de 100 à 200 par année approximativement. Bien que la pandémie et l'accent que nous avons, par conséquent, mis sur la préservation du capital aient temporairement ralenti notre rythme, nous ne perdons pas de vue nos objectifs à long terme.

Au cours de la dernière année, nous avons renforcé notre équipe responsable de l'expansion de notre réseau, procédé à un examen complet de notre portefeuille mondial et développé notre bassin de futurs magasins. Pour la prochaine année, nous disposons de capitaux importants pour accélérer le déploiement de nouveaux magasins et recherchons activement des occasions dans certaines villes métropolitaines et zones urbaines denses pour profiter des espaces commerciaux laissés vacants en raison des pressions malheureuses exercées par la pandémie.

De plus, nous continuons à déployer nos nouveaux magasins en lien avec le Projet Horizon. Grâce à leur aménagement amélioré, ces établissements plus grands nous permettent de présenter l'ensemble de nos programmes commerciaux et de marque, notamment notre nouvelle initiative *Tout Simplement Frais, Toujours Prêt*, les combinant avec des allées plus larges, à plus d'espace pour les produits réfrigérés et à une plus grande variété de produits dans l'allée centrale.



ACQUISITIONS CIBLÉES EN ASIE ET AUX ÉTATS-UNIS

En ce qui a trait aux acquisitions, nous avons franchi une étape importante et stimulante en accédant au marché asiatique avec l'achat de Circle K Hong Kong, un réseau de plus de 370 magasins à Hong Kong et à Macao qui était exploité par l'un de nos franchisés. Notre entreprise dispose dorénavant d'une plateforme lui permettant de prendre de l'expansion dans la région, une situation qui présente de nombreuses similitudes avec notre entrée aux États-Unis il y a vingt ans lorsque nous avons acquis Bigfoot et avons tiré parti de notre présence pour acheter Circle K peu de temps après. Dans le marché américain, nous avons profité de la taille de l'entreprise pour densifier certains de nos marchés en acquérant trois réseaux régionaux complémentaires.

CANNABIS

Nous sommes fiers de notre rôle en tant que détaillant responsable de produits d'âge restreint et avons passé des décennies à bâtir la réputation et les capacités nécessaires pour être un chef de file dans ce secteur. Ces capacités devraient s'étendre à la vente de cannabis et de produits connexes et nous y consacrons des ressources afin de mieux comprendre ce dont nous aurons besoin pour réussir dans ce secteur. À cet égard, nous avons augmenté notre investissement dans Fire & Flower au cours de la dernière année, et possédons maintenant une participation minoritaire d'approximativement 20,0 % dans cette entreprise avec la possibilité d'en prendre le



Pour ma part, l'un des faits saillants de cette année a été d'accueillir les nouveaux membres de notre équipe de Circle K Hong Kong et de commencer, ensemble, un nouveau chapitre dans le dynamique marché asiatique. Nous avons également fait des investissements stratégiques pour favoriser une croissance interne du réseau, en renforçant les capacités et les activités d'exploitation dans nos magasins. En tant qu'entreprise, nous consacrons d'importantes ressources à l'avenir afin de construire et d'ouvrir un nombre record de nouveaux magasins.



Alex Miller



premier vice-président, Opérations, Amérique du Nord, et Optimisation commerciale globale

contrôle si nous le souhaitons. Dans l'Ouest canadien, nous avons aussi deux magasins Fire & Flower qui sont adjacents à nos propres magasins Circle K. Nous continuerons à apprendre en fonction de l'évolution de ces investissements et nous explorerons la manière dont nous nous servirons de ces constats aux États-Unis à mesure que les réglementations évolueront dans ce pays.



Nous raffinons constamment la construction de nos nouveaux magasins et, cette année, nous sommes allés de l'avant avec notre nouveau modèle Horizon, un magasin plus grand, caractérisé par une image de marque améliorée et un aménagement bonifiant le parcours client. Nous nous sommes également penchés sur notre stratégie en matière de magasins urbains, identifiant d'autres sites, certains devenus accessibles en raison des conséquences de la pandémie, et nous sommes très heureux d'ajouter ces magasins à notre portefeuille et à notre stratégie de croissance du réseau.



Darrell Davis

premier vice-président, Construction et développement, Amérique du Nord



Prêts pour l'avenir : **GRANDIR ENSEMBLE**

Au cours de cette année, nous avons fait des progrès importants dans la réalisation de notre ambition de grandir ensemble en tant « qu'Une équipe », particulièrement en ce qui a trait à l'engagement de nos employés, à la diversité et à l'inclusion, ainsi qu'au développement durable qui demeure au cœur de toutes nos activités. Bien que l'année ait été assombrie par la pandémie, nous avons travaillé d'arrache-pied pour faire de la sécurité notre principale priorité, pour ne pas baisser la garde face à la COVID-19 et pour faire partie des solutions dans nos communautés. En même temps, nous avons mis de l'avant des programmes et des innovations qui permettent à nos gens de mieux servir nos clients et d'avoir accès à de la formation pour leur réussite future.

ENGAGEMENT DE NOS GENS

Malgré les défis auxquels nous avons fait face cette année, nous avons franchi une étape importante en obtenant la plus forte participation jamais atteinte, soit plus de 94 %, dans le cadre de notre sondage annuel sur l'engagement. Partout, les membres de nos équipes

reconnaissent les efforts que nous déployons pour stimuler l'engagement, et croient massivement que nous remplissons notre mission de faciliter la vie de nos clients un peu plus chaque jour. Ces chiffres témoignent de l'énorme engagement des dirigeants dans l'ensemble de l'entreprise à communiquer, à former et à motiver leurs équipes ainsi qu'à prendre la responsabilité qui leur revient.



**100 % des membres
de nos équipes
utilisent maintenant Workday®
en Amérique du Nord et en Europe**



40 000

membres de nos équipes en magasin ont terminé une formation ludifiée à l'échelle mondiale

EMBAUCHE ET FORMATION

Cette année, nous avons intensifié nos efforts pour recruter de façon efficace et former pour gagner. Notre marque employeur, affichée sur notre nouveau site de carrières et dans nos documents d'information, a évolué en faveur d'une approche plus dynamique et conviviale qui fait la promotion de notre promesse de grandir ensemble. Nous avons aussi porté une attention particulière à la rétention en établissant des programmes de formation pour nos futurs dirigeants à tous les échelons de l'entreprise, des gestionnaires de marché aux aspirants vice-présidents. La ludification de nos outils de formation pour les membres de nos équipes en magasin donne des résultats impressionnantes et nous avons franchi une étape importante en ce qui a trait à l'unification de notre plateforme numérique de ressources humaines dans l'ensemble du réseau afin de faciliter le développement de tous les membres de l'équipe par l'entremise de leur embauche, de leur perfectionnement et des avantages qui leur sont offerts.

DIVERSITÉ ET INCLUSION

Tout au long de l'année, après l'élan de passion qu'ont suscité les tensions raciales aux États-Unis, nous avons mis en place des mesures concrètes pour devenir une entreprise plus diversifiée et plus inclusive. Nous nous sommes engagés à écouter, à apprendre et à mettre en œuvre des mesures significatives dans l'ensemble du réseau, notamment en créant plusieurs groupes-ressources pour les minorités sous-représentées, en

menant des sondages et des groupes de discussion pour mieux comprendre les obstacles à l'avancement de carrière et en établissant des attentes claires en matière de leadership afin de créer des feuilles de route vers des équipes plus diversifiées.



Je suis très fière des progrès que nous avons réalisés pour grandir ensemble. Pendant la pandémie, nos gens qui étaient en première ligne se sont courageusement soutenus les uns les autres et ont également soutenu nos clients. En tant que dirigeants, nous sommes déterminés à accroître l'engagement de nos employés et l'inclusion, ainsi qu'à agir pour le bien de la planète. Nous sommes également en train de créer un bassin de talents, grâce à l'embauche et à la formation, afin d'en arriver à une haute direction plus diversifiée et à l'image de notre clientèle. Partout dans le réseau, nous sommes Une équipe, prête pour l'avenir.



Ina Stand

chef de la direction
des ressources humaines



Prêts pour l'avenir : L'ENGAGEMENT ENVERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Récemment, les efforts que nous déployons en matière de diversité et d'inclusion ont aussi été intégrés à notre travail envers le développement durable, une perspective de plus en plus essentielle à tous les aspects de nos activités. Nous souhaitons gagner la confiance de nos clients en étant un détaillant responsable qui travaille pour soutenir un avenir plus sain, plus propre et plus équitable pour tous. Cette année, nous avons établi des domaines d'intérêt ambitieux, dont le carburant, l'énergie, l'emballage et les déchets, ainsi que la sécurité en milieu de travail. Nous avons également émis des Obligations Vertes qui nous aideront à financer des projets en matière de développement durable dans plusieurs de nos secteurs d'activités. Vous pouvez en apprendre davantage sur les progrès que nous avons réalisés en matière de développement durable ainsi que sur nos ambitions à l'horizon 2030 dans notre rapport annuel de développement durable : <https://corpo.couche-tard.com/fr/developpement-durable>.





10 %

de plus que la législation mondiale liée aux carburants renouvelables d'ici 2030



30 %

de nos sites seront carboneutres d'ici 2030



100 %

de nos emballages seront recyclables ou réutilisables d'ici 2030



zéro

blessures pour nos gens, nos clients et nos fournisseurs d'ici 2030



Équitable

dans la représentation, les opportunités et la rémunération, en mettant l'accent sur la diversité et l'inclusion



Nous souhaitons remercier tous les membres de nos équipes, tous nos clients ainsi que tous nos actionnaires pour leur engagement envers l'entreprise durant cette période difficile. Nous sommes optimistes que des jours meilleurs nous attendent et nous sommes prêts pour l'avenir alors que nous facilitons la vie de nos clients un peu plus chaque jour.



Brian Hannasch



Faits saillants

Notes de bas de page

**TOUTES LES DONNÉES FINANCIÈRES SONT EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS
À L'EXCEPTION DES MONTANTS PAR ACTION, QUI SONT EN DOLLARS AMÉRICAINS.**

1. Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion de 2021 pour plus d'informations relativement à ces mesures de performance non reconnues par les IFRS.
2. Les flux de trésorerie disponibles ajustés sont présentés uniquement à titre informatif et excluent CrossAmerica Partners LP (« CAPL »). Ils représentent le calcul suivant : le BAIIA ajusté¹ moins CAPEX net, intérêts payés nets des intérêts reçus, loyer payés, impôts payés, dividendes versés; plus produits de disposition d'actifs, distributions reçues de CAPL et droits de distribution incitatifs reçus de CAPL. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes.
3. Veuillez vous référer à la section « Changement au classement des coûts de logistique interne » du rapport de gestion de 2021 pour plus d'informations sur les changements affectant les périodes comparatives.



RÉSULTATS FINANCIERS

Rapport de gestion

L'objectif de ce rapport de gestion, tel que les autorités réglementaires le requièrent, est d'expliquer le point de vue de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation ainsi que la performance d'Alimentation Couche-Tard inc. (« Couche-Tard ») pour le l'exercice se terminant le 25 avril 2021. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance relative à nos objectifs, nos attentes face à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques auxquels nous sommes exposés et les ressources financières dont nous disposons. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers intermédiaires résumés non audités et des notes afférentes de Couche-Tard. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Par « nous », « notre », « nos » et « la société », nous faisons collectivement référence à Couche-Tard et ses filiales.

Sauf indication contraire, toutes les données financières indiquées dans le présent rapport sont en dollars américains (« dollars US ») et sont établies selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Nous utilisons également dans ce rapport de gestion des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS, ses mesures sont décrites dans la section « Mesures non conformes aux IFRS ». Lorsque de telles mesures sont présentées, le lecteur en est avisé. Le présent rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2021. Ce dernier document ainsi que des renseignements complémentaires concernant Couche-Tard, y compris la plus récente notice annuelle, sont disponibles sur le site de SEDAR à <https://www.sedar.com/> ainsi que sur notre site web à <https://corpo.couche-tard.com/>.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion comprend certaines « déclarations prospectives » au sens des lois en valeurs mobilières au Canada. Toute déclaration contenue dans le présent rapport de gestion qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « pouvoir », « devoir », « prévoir », « s'attendre à », « estimer », « présumer » ainsi que d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Il est important de noter que les déclarations prospectives faites dans ce rapport décrivent nos prévisions en date du 29 juin 2021 et ne donnent aucune garantie quant à la performance future de Couche-Tard ou de son secteur d'activité, et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, les résultats réels ou le rendement de Couche-Tard ou ceux de son secteur d'activité soient significativement différents des résultats ou du rendement futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Nos résultats réels peuvent différer de façon importante des projections ou attentes que nous avons formulées si des risques connus ou inconnus affectent nos activités ou si nos estimations ou nos hypothèses se révèlent inexactes. Une variation touchant une hypothèse peut également avoir des incidences sur d'autres hypothèses interrelées, ce qui peut amplifier ou diluer l'effet de cette variation. Par conséquent, nous ne pouvons garantir la réalisation des déclarations prospectives; le lecteur est donc prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations prospectives. Les déclarations prospectives ne tiennent pas compte de l'effet que pourraient avoir sur nos activités des transactions ou des éléments spéciaux annoncés ou survenant après ces divulgations. Par exemple, elles ne tiennent pas compte de l'incidence des ventes d'actifs, des monétisations, des fusions, des acquisitions, des autres regroupements d'entreprises ou transactions, des réductions de valeur d'actifs, ni des autres frais annoncés ou survenus après les déclarations prospectives. Par ailleurs, une incertitude existe au niveau de la durée et des impacts de la pandémie actuelle de COVID-19 sur notre entreprise. Nous surveillons activement les effets de cette pandémie sur tous les aspects de nos activités et de nos zones géographiques, y compris l'impact sur nos gens, nos clients, nos fournisseurs, nos partenaires commerciaux et nos canaux de distribution.

À moins que nous y soyons tenus selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, nous nions toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Les risques et incertitudes comprennent ceux qui sont énumérés sous la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2021, ainsi que les autres risques détaillés de temps à autre dans les rapports déposés par Couche-Tard auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

Notre société

Nous sommes le chef de file de l'industrie canadienne du commerce de l'accommodation. Aux États-Unis, nous sommes le plus important exploitant indépendant de magasins d'accommodation en fonction du nombre de magasins exploités par la société. En Europe, nous sommes un chef de file du commerce de l'accommodation et du carburant pour le transport routier dans les pays scandinaves (Norvège, Suède et Danemark), dans les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) ainsi qu'en Irlande, en plus d'avoir une présence importante en Pologne. En Asie, nous exploitons un réseau de magasins corporatifs à Hong Kong région administrative spéciale chinoise (« Hong Kong RAS ») bénéficiant d'une empreinte locale enviable.

Au 25 avril 2021, notre réseau comptait 9 261 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, dont 8 103 offrent du carburant pour le transport routier. Notre réseau nord-américain est constitué de 18 unités d'affaires, dont 14 aux États-Unis, couvrant 47 États, et 4 au Canada, qui couvrent les 10 provinces. Environ 98 000 personnes travaillent dans l'ensemble de notre réseau et nos centres de services en Amérique du Nord.

En Europe, nous exploitons un vaste réseau de vente au détail en Scandinavie, en Irlande, en Pologne, dans les pays baltes et en Russie par le biais de 10 unités d'affaires. Au 25 avril 2021, notre réseau comptait 2 725 magasins, dont la majorité offre du carburant pour le transport routier et des produits d'accompagnement alors que d'autres sont des stations de carburant automatisées sans employé, n'offrant que du carburant. Nous offrons aussi d'autres produits, y compris du carburant pour le secteur de l'aviation et de l'énergie pour les moteurs stationnaires. En incluant les employés travaillant dans les magasins franchisés portant nos bannières, environ 22 000 personnes travaillent dans notre réseau du commerce de l'accompagnement, nos terminaux et nos centres de services en Europe. En Asie, notre réseau comprend 342 magasins corporatifs à Hong Kong RAS, proposant une offre attrayante d'aliments sur le pouce ainsi qu'une variété de marchandises et services. Environ 4 000 personnes travaillent dans notre réseau de magasins et nos centres de services en Asie.

Également, en vertu des contrats de licence, près de 1 900 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans 14 autres pays et territoires (Arabie saoudite, Cambodge, Égypte, Émirats arabes unis, Guam, Guatemala, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Macao, Mexique, Mongolie, Nouvelle-Zélande et Vietnam), ce qui porte à plus de 14 200 le nombre de magasins dans notre réseau mondial.

Notre mission est de faciliter la vie de nos clients un peu plus chaque jour. Dans cette optique, nous nous efforçons de répondre aux demandes et aux besoins des gens pressés. Nous leur offrons un service rapide et chaleureux et leur proposons des produits d'alimentation frais, des boissons chaudes et froides, des services de lave-auto et d'autres produits et services de haute qualité, notamment du carburant pour le transport routier, visant à répondre et même à surpasser leurs attentes dans un environnement propre, accueillant et efficace. Notre modèle d'affaires est la clé de notre succès. Nous sommes une organisation axée sur le client, financièrement disciplinée, et qui est constamment à la recherche des meilleures pratiques. Nous tirons parti de notre expérience à l'échelle mondiale pour parfaire notre expertise opérationnelle et nous ne cessons d'investir dans nos gens et dans nos magasins.

Création de valeur

Aux États-Unis, le secteur des magasins d'accompagnement est fragmenté et en phase de consolidation. Nous participons à ce processus par le biais des acquisitions que nous effectuons, des parts de marché que nous gagnons suivant la fermeture de sites concurrents et par l'amélioration de notre offre. En Europe et au Canada, le secteur des magasins d'accompagnement est souvent dominé par quelques joueurs importants, dont des sociétés pétrolières intégrées. Certaines de ces dernières sont en voie de vendre ou comptent mettre en vente leurs actifs liés au commerce de détail. Nous comptons étudier les opportunités d'investissement qui pourraient se présenter à nous par l'entremise de ce processus. En Asie, notre récente acquisition à Hong Kong RAS nous offre une autre plateforme nous permettant de développer nos activités. La combinaison de nos meilleures pratiques avec l'expertise locale contribuera à accélérer notre croissance organique et à offrir de nouvelles opportunités de consolidation dans cette région.

Peu importe le contexte, les acquisitions doivent se faire à des conditions raisonnables afin de permettre de créer de la valeur pour notre société et ses actionnaires. Par conséquent, nous ne préconisons pas nécessairement l'augmentation du nombre de magasins au détriment de la rentabilité. En plus des acquisitions, notons que la croissance organique a aussi joué un rôle important dans l'augmentation de notre bénéfice net. Nous nous démarquons par les améliorations continues que nous apportons à notre offre, dont les produits frais, nos conditions d'approvisionnement ainsi que par notre efficacité et notre capacité à nous adapter rapidement aux changements. Ainsi, l'ensemble de ces éléments, en plus de notre bilan solide, ont contribué à l'accroissement du bénéfice net et à la création de valeur pour nos actionnaires et autres partenaires. Nous comptons poursuivre dans cette direction.

Données sur les taux de change

Nous présentons nos données en dollars US, ce qui procure une information plus pertinente compte tenu de la prédominance de nos opérations aux États-Unis.

Les tableaux suivants présentent des renseignements sur les taux de change en fonction des taux de clôture, indiqués en dollars US par unité monétaire comparative :

Moyenne pour la période ⁽¹⁾	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	25 avril 2021	26 avril 2020	28 avril 2019
Dollar canadien	0,7930	0,7275	0,7630	0,7494	0,7595
Couronne norvégienne	0,1178	0,1005	0,1110	0,1096	0,1195
Couronne suédoise	0,1181	0,1016	0,1141	0,1038	0,1108
Couronne danoise	0,1611	0,1467	0,1577	0,1485	0,1542
Zloty	0,2631	0,2485	0,2610	0,2568	0,2675
Euro	1,1979	1,0953	1,1742	1,1087	1,1499
Rouble	0,0133	0,0141	0,0135	0,0153	0,0153
Dollar de Hong Kong ⁽²⁾	0,1288	—	0,1289	—	—

(1) Calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée.

(2) Pour la période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021, calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée, à partir du 21 décembre 2020.

Fin de la période	Au 25 avril 2021		Au 26 avril 2020
	Dollar canadien	Couronne norvégienne	Couronne suédoise
Dollar canadien	0,8011	0,7118	0,7118
Couronne norvégienne	0,1201	0,0941	0,0941
Couronne suédoise	0,1190	0,0993	0,0993
Couronne danoise	0,1623	0,1448	0,1448
Zloty	0,2645	0,2385	0,2385
Euro	1,2066	1,0800	1,0800
Rouble	0,0134	0,0134	0,0134
Dollar de Hong Kong	0,1288	—	—

Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation dans nos états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats de nos opérations dans d'autres devises sont convertis en dollars américains au taux moyen de la période. Sauf indication contraire, les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien et des devises européennes dont nous traitons dans le présent document sont donc liés à la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations au Canada, en Europe, en Asie et corporatives.

Aperçu de l'exercice 2021

Résultats financiers

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ») de l'exercice 2021 s'est chiffré à 2,7 milliards \$ comparativement à 2,4 milliards \$ pour l'exercice 2020. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,44 \$, comparativement à 2,09 \$ pour l'exercice précédent.

Les résultats de l'exercice 2021 et 2020 ont été affectés par des éléments spécifiques présentés dans la section Mesures non conformes aux IFRS du présent rapport de gestion. En excluant ces éléments, le bénéfice net ajusté¹ s'est élevé à approximativement 2,7 milliards \$ (2,45 \$ par action sur une base diluée¹) pour l'exercice 2021, comparativement à 2,2 milliards \$ (1,97 \$ par action sur une base diluée¹) pour l'exercice 2020, une augmentation de 500,0 millions \$, ou 22,6 %. Cette augmentation est attribuable à une augmentation de la marge brute sur le carburant pour le transport routier, à la croissance organique de nos activités d'accommodation et à notre discipline au niveau du contrôle des dépenses, partiellement contrebalancés par l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS.

Changements à notre réseau au cours de l'exercice 2021

Entente visant l'échange d'actifs avec CrossAmerica Partners LP (« CAPL »)

Le 17 décembre 2018, nous avons conclu une entente d'échange d'actifs avec CrossAmerica Partners LP (« CAPL ») qui visait à échanger 192 magasins Circle K aux États-Unis contre les biens immobiliers détenus par CAPL pour 56 magasins corporatifs aux États-Unis, loués et exploités par Couche-Tard aux termes d'un bail principal que CAPL avait antérieurement acheté conjointement avec, ou de, CST Brands Inc., et 17 magasins corporatifs qui étaient détenus et exploités par CAPL et établis dans le nord du Midwest des États-Unis (« entente d'échange d'actifs de décembre 2018 »). La valeur totale de cette entente s'est élevée à environ 184,0 millions \$.

Au cours de l'exercice 2021, nous avons complété les cinquième et sixième transactions de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018, ce qui a finalisé l'échange d'actifs. Dans ces transactions, nous avons transféré 53 magasins Circle K aux États-Unis pour une valeur totale approximative de 52,0 millions \$. En échange, CAPL a transféré les biens immobiliers de 17 propriétés ayant une valeur équivalente. Ces deux transactions ont entraîné un gain de 10,9 millions \$.

Cession stratégique de sites

Le 22 mars 2021, nous avons conclu une entente visant la vente de 49 magasins situés en Oklahoma, aux États-Unis, à Casey's General Stores Inc. pour une contrepartie en espèces d'approximativement 39,0 millions \$. La clôture de cette transaction a eu lieu subséquemment à la fin de l'exercice. Au 25 avril 2021, tous ces magasins étaient classés comme détenus en vue de la vente.

Le 22 mars 2021, nous avons aussi annoncé notre intention de vendre certains magasins répartis dans 25 états aux États-Unis et dans 6 provinces au Canada. Nous prévoyons que ces magasins seront vendus à divers acheteurs au cours de l'exercice financier 2022. La décision de céder ces magasins est basée sur les résultats d'un examen stratégique de notre réseau. Au 25 avril 2021, 264 magasins aux États-Unis et 37 magasins au Canada étaient classés comme détenus en vue de la vente.

Acquisition de Convenience Retail Asia (BVI) Limited (« Circle K HK »)

Le 21 décembre 2020, nous avons acquis toutes les actions émises et en circulation de Convenience Retail Asia (BVI) Limited (« Circle K HK »), pour un prix d'achat total de 2,9 milliards \$ HK (380,1 millions \$). À la clôture de la transaction, Circle K HK exploitait un réseau de magasins d'accompagnement sous la marque Circle K, avec 341 magasins corporatifs à Hong Kong RAS et 32 magasins franchisés à Macao, proposant une offre attrayante d'aliments sur le pouce ainsi qu'une variété de marchandises et services. Cette transaction a été financée à même nos liquidités disponibles et facilités de crédit existantes. Cette acquisition représente une étape importante car elle fournit une plateforme en Asie à partir de laquelle nous pourrons lancer notre expansion dans la région. Depuis le 21 décembre 2020, les résultats, le bilan et les flux de trésorerie de Circle K HK sont inclus dans nos états financiers consolidés.

Autres acquisitions

Au cours de l'exercice 2021, nous avons acquis 26 magasins corporatifs dans le cadre de diverses transactions. Ces transactions ont été financées à même nos liquidités disponibles et facilités de crédit existantes.

Construction de magasins

Au cours de l'exercice 2021, nous avons complété la construction de 65 magasins et la relocalisation ou la reconstruction de 30 magasins. Au 25 avril 2021, 48 autres magasins étaient en construction et devraient ouvrir dans les prochains trimestres.

Sommaire du mouvement dans notre réseau de magasins pour le quatrième trimestre et l'exercice 2021

Le tableau suivant présente certaines informations concernant le mouvement des magasins de notre réseau au cours de la période de 12 semaines terminée le 25 avril 2021⁽¹⁾:

Types de magasins	Période de 12 semaines terminée le 25 avril 2021				
	Corporatifs ⁽²⁾	CODO ⁽³⁾	DODO ⁽⁴⁾	Franchisés et autres affiliés ⁽⁵⁾	Total
Nombre de magasins au début de la période	9 978	402	693	1 250	12 323
Acquisitions	2	—	—	3	5
Ouvertures / constructions / ajouts	23	—	7	22	52
Fermetures / dispositions / retraits	(28)	(2)	(3)	(19)	(52)
Conversion de magasins	1	(2)	—	1	—
Nombre de magasins à la fin de la période	9 976	398	697	1 257	12 328
Magasins Circle K exploités sous licence					1 894
Nombre total de magasins dans le réseau					14 222
Nombre de stations de carburant automatisées incluses dans le solde de fin de période ⁽⁶⁾	981	—	10	—	991

Le tableau suivant présente certaines informations concernant le mouvement des magasins de notre réseau au cours de la période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021⁽¹⁾:

Types de magasins	Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021				
	Corporatifs ⁽²⁾	CODO ⁽³⁾	DODO ⁽⁴⁾	Franchisés et autres affiliés ⁽⁵⁾	Total
Nombre de magasins au début de la période	9 691	453	689	1 291	12 124
Acquisitions	367	—	1	12	380
Ouvertures / constructions / ajouts	65	1	32	74	172
Fermetures / dispositions / retraits	(143)	(39)	(43)	(123)	(348)
Conversion de magasins	(4)	(17)	18	3	—
Nombre de magasins à la fin de la période	9 976	398	697	1 257	12 328
Magasins Circle K exploités sous licence					1 894
Nombre total de magasins dans le réseau					14 222

- (1) Ces chiffres incluent 50 % des magasins opérés par l'entremise de RDK, une coentreprise.
- (2) Sites pour lesquels l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard (à titre de propriétaire ou aux termes d'un contrat de location) et pour lesquels les magasins (et/ou les stations-service) sont gérés par Couche-Tard ou l'un de ses agents à commission.
- (3) Sites pour lesquels l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard (à titre de propriétaire ou aux termes d'un contrat de location) et pour lesquels les magasins (et/ou les stations-service) sont opérés par des exploitants indépendants en échange d'un loyer et auxquels Couche-Tard peut fournir du carburant pour le transport routier en vertu de contrats d'approvisionnement. Certains de ces sites font l'objet d'un contrat de franchisage, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos marques principales ou secondaires.
- (4) Sites contrôlés et exploités par des opérateurs indépendants auxquels Couche-Tard fournit du carburant pour le transport routier en vertu de contrats d'approvisionnement. Certains de ces sites font l'objet d'un contrat de franchisage, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos marques principales ou secondaires.
- (5) Magasins opérés par des exploitants indépendants en vertu d'un contrat de franchisage, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos bannières principales ou secondaires.
- (6) Ces magasins ne vendent que du carburant pour le transport routier.

Pandémie de COVID-19

Au cours de l'exercice 2021, la pandémie de COVID-19 a eu un impact important sur nos résultats financiers. L'achalandage a diminué dans l'ensemble de notre réseau en raison des mesures de restrictions sociales et au télétravail, qui continue d'être mis de l'avant, selon l'évolution de la pandémie dans les différentes régions dans lesquelles nous exerçons nos activités. Toutefois, la tendance des consommateurs à optimiser leurs déplacements, les nouvelles options d'achat et une offre de produits adaptée ont permis de dégager une croissance des ventes de marchandises. Au niveau du carburant, alors que les volumes continuent d'être impactés par le télétravail et l'évolution des restrictions locales, les marges sur le carburant sont demeurées solides malgré une augmentation soutenue des coûts d'achat durant l'année. Du point de vue des frais d'exploitation, bien que nous ayons encouragé et supporté le bien-être de nos employés et clients tout au long de l'année, les initiatives mises en œuvre dans l'ensemble de notre réseau afin de réduire nos dépenses contrôlables ont eu un impact favorable.

Fire & Flower

Le 28 avril 2020, nous avons investi un montant supplémentaire de 2,5 millions \$ CA (1,8 millions \$) dans Fire & Flower, un détaillant de cannabis indépendant de premier plan inscrit à la Bourse de Toronto et ayant son siège social en Alberta, Canada. Cet investissement est composé de débentures convertibles garanties ainsi que de bons de souscription d'actions ordinaires supplémentaires.

Le 17 septembre 2020, les modalités et conditions de notre investissement dans Fire & Flower sous forme de débentures convertibles garanties et de bons de souscription d'actions ordinaires ont été modifiés, principalement pour modifier les dates de maturité et d'expiration des instruments financiers, ainsi que leur prix de conversion ou d'exercice respectif à un prix inférieur ou basé sur le marché. Nous avons évalué que ces droits de vote potentiels supplémentaires, en plus de nos droits de vote déjà existants, nous conféraient une influence notable sur Fire & Flower, qui est donc considérée comme étant une entreprise associée. À partir de cette date, notre pourcentage de participation actuel dans Fire & Flower a été comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

Au cours de l'exercice 2021, nous avons exercé des bons de souscription d'actions ordinaires pour une contrepartie totale en espèces de 19,0 millions \$ CA (14,6 millions \$). De plus, un principal d'un montant de 26,1 millions \$ CA (20,3 millions \$) de débentures convertibles a été converti en actions ordinaires de Fire & Flower. Suite à ces conversions notre participation dans Fire & Flower a augmenté pour s'établir à environ 20,0 %. Ces conversions découlent de la réalisation d'événements permettant à Fire & Flower d'exiger que nous procédions à la conversion de la totalité ou d'une partie de nos débentures convertibles à des prix de conversion de 0,50 \$ CA par action et de 0,75 \$ CA par action, selon les différentes débentures converties.

Cession de propriétés de grande valeur

Au cours de l'exercice 2021, nous avons disposé de deux propriétés situées à Toronto, au Canada, pour une contrepartie totale en espèces de 86,2 millions \$ et avons comptabilisé un gain sur cession de 67,5 millions \$.

Remboursements de dette

Au cours de l'exercice 2021, nous avons remboursé en totalité le solde de 1,5 milliard \$ emprunté sur notre facilité de crédit d'exploitation D avec nos liquidités disponibles.

Le 21 août 2020, nous avons remboursé intégralement, à échéance, nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, de 300,0 millions \$ CA (227,1 millions \$) émis le 21 août 2013.

Régime de rachat d'actions

Le 24 novembre 2020, la Bourse de Toronto a approuvé le renouvellement de notre régime de rachat d'actions qui nous permettait de racheter jusqu'à 4,0 % de nos actions à droit de vote subalterne de catégorie B détenues dans le public. Au cours de l'exercice 2021, nous avons racheté 33 336 141 actions à droit de vote subalterne de catégorie B et ces rachats ont été conclus pour un montant net de 1,1 milliard \$. Toutes les actions rachetées ont été annulées et à la suite de l'atteinte de la limite de rachat autorisée, le programme a pris fin avant sa date d'échéance.

Le 21 avril 2021, la Bourse de Toronto a approuvé la mise en place d'un nouveau régime de rachat d'actions (« nouveau régime »), qui est entré en vigueur le 26 avril 2021. Le nouveau régime nous permet de racheter jusqu'à 4,0 % de nos actions à droit de vote subalterne de catégorie B détenues dans le public. Un régime automatique de rachat de titres, qui a préalablement été approuvé par la Bourse de Toronto, est aussi en place et permet à un courtier désigné de procéder au rachat de nos actions, en notre nom, selon des paramètres établis par nous. Subséquemment à la fin de l'exercice 2021, nous avons racheté 8 471 000 actions à droit de vote subalterne de catégorie B en vertu du nouveau régime, pour un montant net de 299,2 millions \$.

Accord de fixation de taux d'intérêts

Au cours de l'exercice 2021, nous avons conclus des accords de fixation de taux d'intérêts ayant les modalités suivantes :

Montant notionnel (en millions)	Terme des accords de fixation de taux d'intérêt	Taux	Date d'échéance
500,00 \$	De 20 à 30 ans	De 2,232% à 2,356%	14 mai 2021

Ces instruments nous ont permis de couvrir la variabilité de nos intérêts payable à l'égard de l'émission anticipée de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains et découlant de la variation des taux de bons du Trésor américain. Ces instruments étaient désignés comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés à notre risque de taux d'intérêts. Par conséquent, au cours de l'exercice 2021, une perte de 7,9 millions \$ a été comptabilisé aux Autres éléments du résultat global afin de tenir compte de la variation de la juste valeur des accords de fixation de taux d'intérêt.

Le 10 mai 2021, avant leur échéance et subséquemment à la fin de l'exercice 2021, nous avons réglé l'ensemble de nos accords de fixation de taux d'intérêt par un paiement de 2,9 millions \$, qui sera amorti sur la durée correspondante des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains émis le 13 mai 2021, comme un ajustement de la dépense d'intérêts connexes.

Événement subséquent

Émission de billets de premier rang non garantis

Le 13 mai 2021, subséquemment à la fin de l'exercice 2021, nous avons émis des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 1,0 milliard \$, et se composant comme suit:

	Montant du principal (en millions)	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif	Dates de paiements des intérêts
Émission du 13 mai 2021	650,0 \$	13 mai 2041	3,439 %	3,503 %	13 mai et 13 novembre
Émission du 13 mai 2021 d'obligations vertes	350,0 \$	13 mai 2051	3,625 %	3,656 %	13 mai et 13 novembre

Une portion des ces billets de premier rang non garantis a fait l'objet d'accord de fixation de taux d'intérêts en prévision de leur émission.

Un montant égal au produit net des obligations vertes sera utilisé pour financer ou refinancer nos projets environnementaux, nouveaux ou existants, ainsi que nos initiatives communautaires, ce qui renforcera notre engagement envers un avenir plus responsable. Le produit restant, ainsi que la trésorerie disponible, ont été utilisés pour rembourser intégralement, avant échéance, nos billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains de 1,0 milliard \$, qui devaient arriver à échéance le 26 juillet 2022. Suite à la remise d'un avis de remboursement le 14 avril 2021, nous avons comptabilisé une dépense de 29,1 millions \$ aux résultats de l'exercice 2021, qui inclut une prime de remboursement anticipé de 27,7 millions \$.

Dividendes

Lors de sa réunion du 29 juin 2021, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 8,75 ¢ CA par action pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021 aux actionnaires inscrits le 8 juillet 2021 et a approuvé son paiement pour le 22 juillet 2021. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*.

Pour l'exercice 2021, le conseil d'administration a déclaré des dividendes totalisant 33,25 ¢ CA par action, une augmentation de 25,5 % par rapport à l'exercice 2020.

Actions et options d'achat d'actions en circulation

Au 25 juin 2021, 253 803 100 actions à droit de vote multiple de catégorie A et 817 338 471 actions à droit de vote subalterne de catégorie B de Couche-Tard étaient émises et en circulation. De plus, à pareille date, il y avait 3 552 399 options d'achat d'actions à droit de vote subalterne de catégorie B de Couche-Tard en circulation.

Changement au classement des coûts de logistique interne

Durant l'exercice terminé le 25 avril 2021, nous avons modifié le classement des coûts de logistique interne, qui étaient précédemment inclus au poste des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, et qui sont maintenant inclus au poste Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur dans les états des résultats consolidés. Ce changement de classement a pour but de mieux refléter tous les coûts engagés dans notre chaîne d'approvisionnement pour acheminer nos produits à leur point de vente. Ce changement de classement a été appliqué de façon rétroactive, et les chiffres correspondants pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019 ont été ajustés afin de tenir compte de ce changement, qui n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net et le bénéfice net par action.

De plus, nous avons modifié le calcul de l'indicateur clé de performance relié à la marge brute sur le carburant pour le transport routier pour l'Amérique du Nord. La marge brute sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada inclut maintenant toutes nos activités reliées au carburant pour le transport routier, incluant les activités de vente en gros et de franchises, lesquelles présentent habituellement une marge inférieure à celle des magasins corporatifs. Comme divulgué, cet indicateur clé de performance pour l'Europe et les autres régions inclut déjà la totalité des opérations reliées au carburant pour le transport routier.

Le tableau ci-dessous indique, pour les postes applicables seulement, les données précédemment publiées, les ajustements découlant de ces changements et les données ajustées:

	Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020			Période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019		
	Publiées	Ajustements	Ajustées	Publiées	Ajustements	Ajustées
<i>(en millions de dollars américain, sauf indication contraire)</i>						
Données sur les résultats d'exploitation :						
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :						
États-Unis	3 686,7	(45,5)	3 641,2	3 646,3	(43,6)	3 602,7
Canada	750,9	(17,7)	733,2	729,7	(20,3)	709,4
Marge brute totale sur les marchandises et services	5 031,2	(63,2)	4 968,0	5 006,0	(63,9)	4 942,1
Marge brute sur le carburant pour le transport routier ⁽¹⁾ :						
États-Unis	3 131,3	(28,0)	3 103,3	2 471,5	(14,1)	2 457,4
Marge brute totale sur le carburant pour le transport routier	4 465,0	(28,0)	4 437,0	3 949,0	(14,1)	3 934,9
Marge brute totale⁽¹⁾	9 734,7	(91,2)	9 643,5	9 194,9	(78,0)	9 116,9
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (excluant CAPL)	5 280,9	(91,2)	5 189,7	5 595,3	(78,0)	5 517,3
Total des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	5 318,5	(91,2)	5 227,3	5 656,6	(78,0)	5 578,6
Autres données d'exploitation - excluant CAPL :						
Marge brute sur les marchandises et services :						
Consolidée	34,3 %	(0,4 %)	33,9 %	34,6 %	(0,5 %)	34,1 %
États-Unis	33,8 %	(0,5 %)	33,3 %	33,8 %	(0,4 %)	33,4 %
Canada	32,6 %	(0,8 %)	31,8 %	33,6 %	(0,9 %)	32,7 %
Marge brute sur le carburant pour le transport routier :						
États-Unis (cents par gallon)	31,19	(1,57)	29,62	23,60	(1,22)	22,38
Canada (CA cents par litre)	7,91	(0,03)	7,88	8,38	(0,04)	8,34

(1) Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS.

Les tableaux ci-dessous indique, pour les postes applicables seulement, les données précédemment publiées, les ajustements découlant de ces changements et les données ajustées pour les trois premiers trimestre de l'exercice 2021, ainsi que pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020:

	Période de 16 semaines terminée le 31 janvier 2021			Période de 12 semaines terminée le 11 octobre 2020		
	Publiées	Ajustements	Ajustées	Publiées	Ajustements	Ajustées
<i>(en millions de dollars américain, sauf indication contraire)</i>						
Données sur les résultats d'exploitation :						
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :						
États-Unis	1 081,2	(14,3)	1 066,9	931,5	(11,2)	920,3
Canada	229,9	(5,9)	224,0	205,1	(4,4)	200,7
Marge brute totale sur les marchandises et services	1 519,2	(20,2)	1 499,0	1 295,2	(15,6)	1 279,6
Marge brute sur le carburant pour le transport routier ⁽¹⁾ :						
États-Unis	828,1	(15,4)	812,7	767,4	(7,7)	759,7
Marge brute totale sur le carburant pour le transport routier	1 282,1	(15,4)	1 266,7	1 147,9	(7,7)	1 140,2
Marge brute totale⁽¹⁾	2 865,7	(35,6)	2 830,1	2 485,4	(23,3)	2 462,1
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (excluant CAPL)	1 617,8	(35,6)	1 582,2	1 194,4	(23,3)	1 171,1
Total des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	1 617,8	(35,6)	1 582,2	1 194,4	(23,3)	1 171,1
Autres données d'exploitation - excluant CAPL :						
Marge brute sur les marchandises et services :						
Consolidée	33,5 %	(0,4 %)	33,1 %	34,4 %	(0,4 %)	34,0 %
États-Unis	33,0 %	(0,4 %)	32,6 %	34,0 %	(0,4 %)	33,6 %
Canada	32,2 %	(0,8 %)	31,4 %	32,6 %	(0,7 %)	31,9 %
Marge brute sur le carburant pour le transport routier :						
États-Unis (cents par gallon)	31,86	(1,10)	30,76	37,48	(1,27)	36,21
Canada (CA cents par litre)	10,36	(0,03)	10,33	10,05	(0,04)	10,01

(1) Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS.

	Période de 12 semaines terminée le 19 juillet 2020			Période de 12 semaines terminée le 26 avril 2020		
	Publiées	Ajustements	Ajustées	Publiées	Ajustements	Ajustées
<i>(en millions de dollars américain, sauf indication contraire)</i>						
Données sur les résultats d'exploitation :						
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :						
États-Unis	988,3	(11,5)	976,8	802,3	(11,6)	790,7
Canada	210,5	(4,2)	206,3	154,9	(3,6)	151,3
Marge brute totale sur les marchandises et services	1 338,0	(15,7)	1 322,3	1 084,2	(15,2)	1 069,0
Marge brute sur le carburant pour le transport routier ⁽¹⁾ :						
États-Unis	812,5	(6,7)	805,8	903,5	(7,8)	895,7
Marge brute totale sur le carburant pour le transport routier	1 130,7	(6,7)	1 124,0	1 173,1	(7,8)	1 165,3
Marge brute totale⁽¹⁾	2 511,0	(22,4)	2 488,6	2 290,5	(23,0)	2 267,5
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (excluant CAPL)	1 171,0	(22,4)	1 148,6	1 232,8	(23,0)	1 209,8
Total des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	1 171,0	(22,4)	1 148,6	1 232,8	(23,0)	1 209,8
Autres données d'exploitation - excluant CAPL :						
Marge brute sur les marchandises et services :						
Consolidée	34,7 %	(0,4 %)	34,3 %	33,5 %	(0,4 %)	33,1 %
États-Unis	34,7 %	(0,4 %)	34,3 %	33,0 %	(0,5 %)	32,5 %
Canada	31,7 %	(0,6 %)	31,1 %	31,8 %	(0,7 %)	31,1 %
Marge brute sur le carburant pour le transport routier :						
États-Unis (cents par gallon)	42,99	(1,69)	41,30	46,88	(1,95)	44,93
Canada (CA cents par litre)	10,29	(0,04)	10,25	8,40	(0,04)	8,36

(1) Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS.

Catégories des états des résultats

Ventes provenant des marchandises et des services. Les ventes de marchandises comprennent principalement la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de bière, de vin, de boissons, de produits frais, y compris les produits de la restauration rapide, de friandises et de grignotines et d'articles d'épicerie. Ces revenus sont comptabilisés au moment de la transaction, puisque le contrôle des biens et services est considéré comme étant transféré lorsque le client effectue le paiement et prend possession de l'article vendu. Les ventes de marchandises comprennent aussi les ventes en gros de marchandises à certains exploitants indépendants et franchisés faites à partir de nos centres de distribution et installations de préparation alimentaire, lesquelles sont généralement constatées à la prise de possession des produits et lorsque le transfert des risques associés est effectué. Les revenus provenant des services comprennent principalement des revenus de lave-auto, des commissions sur la vente de billets de loteries, des frais attribuables aux guichets automatiques, de ventes de cartes d'appels et de ventes de cartes cadeaux.

Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences, lesquelles sont constatées à titre de produits sur la durée de l'entente, les frais de franchise initiaux, dont une portion est constatée à l'ouverture du magasin franchisé alors que les revenus restants sont reportés sur la durée estimée du contrat de franchise en question, ainsi que les commissions des agents, de même que les royaumes des franchisés et des détenteurs de licences, lesquelles sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les agents, ainsi que les franchisés et les détenteurs de licences. Par l'entremise d'un magasin sous licence en Ontario, au Canada, nous générerons aussi des revenus dérivés de la vente sous-jacente de produits du cannabis.

Ventes provenant du carburant pour le transport routier. Nous présentons dans notre chiffre d'affaires le montant total en dollars des ventes provenant du carburant pour le transport routier, y compris les taxes intégrées lorsque celles-ci sont incluses dans le prix d'achat, si nous prenons possession du stock de carburant pour le transport routier. Aux États-Unis et en Europe, dans certains cas, nous achetons le carburant pour le transport routier et le revendons au coût plus une majoration à certains exploitants indépendants. Nous comptabilisons la valeur intégrale de ces ventes (coût plus majoration) à titre de ventes de carburant pour le transport routier. Lorsque nous agissons à titre de commissionnaire-vendeur pour un distributeur de pétrole, seule la commission que nous gagnons est comptabilisée comme une vente.

Autres revenus. Les autres revenus comprennent les ventes de carburant pour le secteur de l'aviation et d'énergie pour les moteurs stationnaires, lesquelles sont généralement constatées lors de la livraison au client. Les autres revenus comprennent également les loyers tirés de certains contrats de location simple, qui sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du bail.

Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur. Le coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur comprend principalement le coût des produits finis, des intrants et des coûts de transport lorsqu'ils sont engagés pour acheminer les produits au point de vente, ainsi que les coûts de logistiques internes. Le coût des marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen.

Impôts sur les bénéfices. La marge brute provenant du carburant pour les magasins où nous touchons une commission correspond à la commission découlant de la vente.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux. Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux sont la main-d'œuvre, les frais d'occupation, les frais liés aux modes de paiements électroniques, les réparations, l'entretien et les frais généraux, excluant amortissement et perte de valeur.

Les indicateurs de performance clés employés par la direction, qui figurent sous la rubrique « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2021 – Autres données d'exploitation », sont la marge brute sur les marchandises et services, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable, la marge brute sur le carburant pour le transport routier, la croissance du volume de carburant par magasin comparable, le rendement des capitaux propres et le rendement des capitaux investis.

Mesures non conformes aux IFRS

Pour fournir plus d'informations sur la performance de la société, les informations financières incluses dans nos documents financiers contiennent certaines données qui ne sont pas des mesures de performance reconnues par les IFRS (« mesures non conformes aux IFRS »), et qui sont également calculées sur une base ajustée en excluant certains items spécifiques. Nous croyons que ces mesures non conformes aux IFRS sont utiles à la direction, aux investisseurs ainsi qu'aux analystes, car elles fournissent plus d'informations pour mesurer la performance et la situation financière de la société.

Les mesures non conformes aux IFRS suivantes sont utilisées dans nos divulgations financières :

- Marge brute;
- Bénéfice net avant intérêts, impôts, amortissement et perte de valeur (« BAIIA ») et BAIIA ajusté;
- Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ajusté ») et bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société sur une base diluée (« bénéfice net ajusté par action dilué »);
- Dette nette portant intérêts / capitalisation totale et ratio d'endettement;
- Rendement des capitaux propres et rendement des capitaux investis.

Les mesures non conformes aux IFRS sont principalement dérivées des états financiers consolidés, mais n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Elles ne doivent pas être considérées séparément ou comme substitut à des mesures financières reconnues par les IFRS. De plus, nos méthodes de calcul des mesures non conformes aux IFRS peuvent différer de celles utilisées par d'autres sociétés ouvertes. Toute modification ou reformulation pourrait avoir une incidence significative. Ces mesures sont aussi présentées sur une base pro forma, en tenant compte des acquisitions et des nouvelles normes comptables, si celles-ci ont un impact matériel. Jusqu'en novembre 2019, ces mesures étaient présentées comme si notre participation dans CAPL était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, car nous croyons qu'elles permettent une présentation plus pertinente du rendement sous-jacent de la société.

Marge brute. La marge brute se compose du chiffre d'affaires moins le coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur. Cette mesure est utile pour évaluer la performance sous-jacente de nos activités.

Le tableau suivant présente un rapprochement du chiffre d'affaires et du coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur, à la marge brute :

	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	25 avril 2021	26 avril 2020	28 avril 2019
<i>(en millions de dollars américains)</i>					
Chiffre d'affaires	12 237,4	9 687,2	45 760,1	54 132,4	59 117,6
Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur	9 902,9	7 419,7	35 644,8	44 488,9	50 000,7
Marge brute	2 334,5	2 267,5	10 115,3	9 643,5	9 116,9
Ajustée ⁽¹⁾	Ajustée ⁽¹⁾	Ajustée ⁽¹⁾	Ajustée ⁽¹⁾	Ajustée ⁽¹⁾	

(1) Veuillez vous référer à la section « Changement au classement des coûts de logistique interne » pour plus d'informations sur les changements affectant les périodes comparatives.

Bénéfice avant impôts, intérêts, amortissement et perte de valeur (« BAIIA ») et BAIIA ajusté. Le BAIIA représente le bénéfice net, plus les impôts sur les bénéfices, les frais financiers nets et l'amortissement et perte de valeur. Le BAIIA ajusté représente le BAIIA, ajusté pour exclure les frais d'acquisition ainsi que d'autres items spécifiques. Ces mesures de performance sont utiles pour faciliter l'évaluation de nos activités courantes et de notre capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer nos besoins en liquidités, y compris notre programme de dépenses en immobilisations et le paiement de dividendes. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée pour refléter l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au BAIIA et au BAIIA ajusté :

(en millions de dollars américains)	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	25 avril 2021	26 avril 2020	28 avril 2019
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle, tel que publié	563,9	578,3	2 705,5	2 357,6	1 821,3
Ajouter :					
Impôts sur les bénéfices	127,6	145,4	653,6	545,9	370,9
Frais financiers nets	71,7	53,2	342,5	284,5	320,1
Amortissement et perte de valeur	344,9	307,4	1 358,9	1 336,8	1 070,7
BAIIA	1 108,1	1 084,3	5 060,5	4 524,8	3 583,0
Ajustements :					
Gain sur cession de propriétés	(26,6)	—	(67,5)	—	—
Frais d'acquisition	1,5	2,9	11,8	6,7	2,2
Gain net sur la cession d'une portion des opérations américaines de vente en gros de carburant de la société	—	(41,0)	—	(41,0)	—
BAIIA attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(2,0)	—	(66,6)	(77,5)
Gain net sur la cession des intérêts de la société dans CAPL	—	—	—	(61,5)	—
Frais de restructuration attribuable aux actionnaires de la société ⁽¹⁾	—	—	—	—	10,5
Paiement compensatoire à CAPL pour la cession d'actifs, net des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	5,0
Gain sur cession des activités de vente de carburant pour le secteur maritime	—	—	—	—	(3,2)
BAIIA ajusté, tel que publié précédemment	1 083,0	1 044,2	5 004,8	4 362,4	3 520,0
Incidence estimative pro forma de la transition vers IFRS 16 attribuable aux actionnaires de la société	—	—	—	—	381,0
BAIIA ajusté	1 083,0	1 044,2	5 004,8	4 362,4	3 901,0

(1) Cette mesure pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée des coûts de restructuration. Depuis le 29 avril 2019, cette mesure a été mise à jour afin de retirer les coûts de restructuration des ajustements.

Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action dilué. Le bénéfice net ajusté représente le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, ajusté des gains ou pertes de change, des frais d'acquisition et d'autres items spécifiques. Ces mesures sont utiles afin d'évaluer la performance sous-jacente de nos activités sur une base comparable. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au bénéfice net ajusté et au bénéfice net ajusté par action dilué :

(en millions de dollars américains)	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	25 avril 2021	26 avril 2020	28 avril 2019
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, tel que publié	563,9	576,3	2 705,5	2 353,6	1 833,9
Ajustements :					
Impact de l'avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	29,1	—	29,1	—	—
Gain sur cession de propriétés	(26,6)	—	(67,5)	—	—
Frais d'acquisition	1,5	2,9	11,8	6,7	—
Perte (gain) de change net(te)	1,1	(22,8)	44,9	(33,5)	2,2
Gain net sur la cession d'une portion des opérations américaines de vente en gros de carburant de la société	—	(41,0)	—	(41,0)	(5,3)
Avantage fiscal découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés	—	(4,6)	—	(33,6)	—
Gain net sur la cession des intérêts de la société dans CAPL	—	—	—	(61,5)	—
Incidence fiscale découlant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL	—	—	—	2,7	—
Perte de valeur relative au goodwill de CAPL	—	—	—	—	55,0
Frais de restructuration attribuable aux actionnaires de la société ⁽¹⁾	—	—	—	—	10,5
Avantage fiscal découlant de la baisse du taux d'imposition statutaire en Suède	—	—	—	—	(6,2)
Paiement compensatoire à CAPL pour la cession d'actifs, net des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	5,0
Gain sur cession des activités de vente de carburant pour le secteur maritime	—	—	—	—	(3,2)
Incidence fiscale des éléments ci-dessus et arrondissements	(5,0)	9,2	(7,8)	22,6	(17,9)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, tel que publié précédemment	564,0	520,0	2 716,0	2 216,0	1 874,0
Incidence estimation pro forma de la transition à IFRS 16	—	—	—	—	(28,0)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société	564,0	520,0	2 716,0	2 216,0	1 846,0
Nombre moyen pondéré d'actions dilué (en millions)	1 086,5	1 118,2	1 106,7	1 124,5	1 130,1
Bénéfice net ajusté par action dilué	0,52	0,47	2,45	1,97	1,63

(1) Cette mesure pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée des coûts de restructuration. Depuis le 29 avril 2019, cette mesure a été mise à jour afin de retirer les coûts de restructuration des ajustements.

Dette nette portant intérêt / capitalisation totale. Cette mesure représente une mesure de la santé financière utilisée par les meilleurs financiers. Aux fins de ce calcul, jusqu'en novembre 2019, la dette à long terme de CAPL était exclue, car il s'agissait d'une dette sans recours contre la société, et notre participation dans CAPL était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, car nous croyons qu'elle permet une présentation plus pertinente du rendement sous-jacent de la société. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16.

Le tableau suivant présente le calcul de cette mesure de performance :

(en millions de dollars américains)	Au 25 avril 2021	Au 26 avril 2020	Au 28 avril 2019
Portion à court terme de la dette à long terme et portion à court terme des obligations locatives	1 526,7	597,8	1 635,7
Dette à long terme et obligations locatives	8 075,3	9 781,5	7 243,6
Moins: Trésorerie et équivalents de trésorerie, incluant trésorerie soumise à restrictions	3 019,2	3 649,5	736,6
Dette nette portant intérêt	6 582,8	6 729,8	8 142,7
Avoir des actionnaires	12 180,9	10 066,6	8 923,2
Dette nette portant intérêt	6 582,8	6 729,8	8 142,7
Capitalisation totale	18 763,7	16 796,4	17 065,9
Dette nette portant intérêt / capitalisation totale	0,35: 1	0,40: 1	0,48: 1

Ratio d'endettement. Cette mesure représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. La dette nette portant intérêt représente la dette à long terme, la portion à court terme de la dette à long terme, les obligations locatives et la portion à court terme des obligations locatives. Aux fins de ce calcul, jusqu'en novembre 2019, la dette à long terme de CAPL était exclue, car il s'agissait d'une dette sans recours contre la société, et notre participation dans CAPL était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, car nous croyons qu'elle permet une présentation plus pertinente du rendement sous-jacent de la société. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16.

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette nette portant intérêts et le BAIIA ajusté au ratio d'endettement :

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	28 avril 2019
Dette nette portant intérêt	6 582,8	6 729,8	8 142,7
BAIIA ajusté	5 004,8	4 362,4	3 520,0
Ajustements pro forma	—	—	381,0
BAIIA ajusté, incluant les ajustements pro forma	5 004,8	4 362,4	3 901,0
Ratio d'endettement	1,32 : 1	1,54 : 1	2,09 : 1

Rendement des capitaux propres. Ce ratio est utilisé pour mesurer la relation entre notre profitabilité et nos actifs nets. Les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires de la société sont calculés en prenant la moyenne du solde de début et du solde de fin pour la période de 52 semaines. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée afin d'inclure notre investissement dans CAPL comme s'il était comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, ainsi que l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au rendement des capitaux propres :

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	28 avril 2019
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle, tel que publié	2 705,5	2 357,6	1 821,3
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(4,0)	12,6
Ajustements pro forma	—	—	(28,0)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	2 705,5	2 353,6	1 805,9
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires de la société	11 123,8	9 490,2	8 241,8
Rendement des capitaux propres	24,3 %	24,8 %	21,9 %

Rendement des capitaux investis. Ce ratio est utilisé pour mesurer la relation entre notre profitabilité et les capitaux employés. Le bénéfice avant intérêts et impôts (« BAII ») représente le bénéfice net, plus les impôts sur les bénéfices et les frais financiers nets. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêt, qui exclut la portion à court terme de la dette à long terme et la portion à court terme des obligations locatives. Les capitaux employés moyens sont calculés en prenant la moyenne du solde de début et du solde de fin des capitaux employés pour la période reportée. Pour les périodes de 52 semaines terminées le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019, cette mesure de performance a été ajustée pour refléter notre participation dans CAPL comme si elle était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ainsi que l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au BAII avec le ratio de rendement des capitaux investis :

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	28 avril 2019
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle, tel que publié	2 705,5	2 357,6	1 821,3
Ajouter :			
Impôts sur les bénéfices	653,6	545,9	370,9
Frais financiers nets	342,5	284,5	320,1
BAII attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(24,6)	(8,1)
Ajustement pro forma	—	—	33,0
BAII, incluant les ajustements pro forma	3 701,6	3 163,4	2 537,2
Capitaux employés moyens	23 252,3	20 434,7	18 675,8
Ajustements pro forma	—	690,1	1 475,0
Capitaux employés moyens, incluant les ajustements pro forma	23 252,3	21 124,8	20 150,8
Rendement des capitaux investis	15,9 %	15,0 %	12,6 %

Analyse sommaire des résultats consolidés pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour les périodes de 12 semaines terminées le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020. Les résultats de nos opérations en Asie sont inclus sous Europe et autres régions.

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	Période de 12 semaines terminées		Variation %
	le 25 avril 2021	le 26 avril 2020, ajustée ⁽²⁾	
Chiffre d'affaires	12 237,4	9 687,2	26,3
Bénéfice d'exploitation	761,4	769,6	(1,1)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	563,9	576,3	(2,2)
Autres données d'exploitation :			
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :			
Consolidée ⁽²⁾	32,6 %	33,1 %	(0,5)
États-Unis ⁽²⁾	31,8 %	32,5 %	(0,7)
Europe et autres régions	38,1 %	40,6 %	(2,5)
Canada ⁽²⁾	31,0 %	31,1 %	(0,1)
Croissance (diminution) des ventes de marchandises par magasin comparable ⁽³⁾ :			
États-Unis ⁽⁴⁾	8,1 %	(0,5 %)	
Europe et autres régions ⁽⁵⁾	9,7 %	(6,5 %)	
Canada ⁽⁴⁾	1,6 %	4,7 %	
Marge brute sur le carburant pour le transport routier :			
États-Unis (cents par gallon) ⁽²⁾	34,45	44,93	(23,3)
Europe et autres régions (cents par litre)	10,85	8,67	25,1
Canada (cents CA par litre) ⁽²⁾	10,92	8,36	30,6
Croissance (diminution) du volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable ⁽⁴⁾ :			
États-Unis	5,4 %	(18,3 %)	
Europe et autres régions	3,6 %	(13,4 %)	
Canada	4,9 %	(23,5 %)	

(1) Comprend les revenus tirés des redevances de franchisage, des royaumes et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés ainsi que de la vente en gros de marchandises. Les redevances de franchisage des magasins internationaux sous licence sont incluses sous les États-Unis.

(2) Veuillez vous référer à la section «Changement au classement des coûts de logistique interne» pour plus d'informations sur les changements affectant les périodes comparatives.

(3) Ne comprend pas les services et autres revenus (décrits à la note de bas de page 1 ci-dessus). La croissance au Canada et en Europe et dans les autres régions est calculée en devises locales.

(4) Pour les magasins corporatifs seulement.

(5) Comprend la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable de Circle K HK à partir du 21 décembre 2020.

Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires a atteint 12,2 milliards \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, en hausse de 2,6 milliards \$, soit une augmentation de 26,3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2020. Cette performance est principalement attribuable à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier plus élevé, à l'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus de nos opérations canadiennes et européennes, qui a eu un impact d'approximativement 309,0 millions \$, à une demande plus élevée pour le carburant ainsi qu'à la croissance organique des ventes de marchandises et services.

Revenus tirés des marchandises et services

Le total des revenus tirés des marchandises et services s'est élevé à 3,7 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2021, soit une augmentation de 491,1 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2020. En excluant l'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les revenus tirés des marchandises et services ont augmenté d'environ 411,0 millions \$, ou 12,7 %. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance organique des ventes de marchandises et services, ainsi qu'à la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 165,0 millions \$. Les ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 8,1 % aux États-Unis, de 9,7 % en Europe et dans les autres régions, et de 1,6 % au Canada.

Ventes de carburant pour le transport routier

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, le total des ventes de carburant pour le transport routier s'est élevé à 8,4 milliards \$, soit une augmentation de 2,0 milliards \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2020. En excluant l'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les ventes de carburant pour le transport routier ont augmenté d'environ 1,8 milliard \$, ou 28,6 %. Cette augmentation est principalement due à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier plus élevé, qui a eu un impact positif d'approximativement 1,5 milliard \$, ainsi qu'à une demande plus élevée pour le carburant. Le volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable a augmenté de 5,4 % aux États-Unis, de 3,6 % en Europe et dans les autres régions et de 4,9 % au Canada. La demande de carburant continue cependant d'être affectée par les mesures de restrictions sociales et le télétravail qui continue d'être mis de l'avant dans les différentes régions dans lesquelles nous exerçons nos activités.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs dans nos différents marchés pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 26 avril 2020 :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,04	2,14	2,16	2,72	2,26
Europe et autres régions (cents US par litre)	56,89	63,19	65,84	79,29	66,42
Canada (cents CA par litre)	86,89	92,00	92,54	108,99	94,78
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,66	2,55	2,51	2,21	2,50
Europe et autres régions (cents US par litre)	77,35	70,86	73,92	60,95	71,20
Canada (cents CA par litre)	111,16	105,14	103,47	88,78	103,21

Autres revenus

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, le total des autres revenus s'est élevé à 162,7 millions \$, soit une augmentation de 33,6 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2020. En excluant l'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les autres revenus ont augmenté de 21,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021. Cette augmentation est essentiellement attribuable à une augmentation de la demande et des prix de vente des autres produits de carburant.

Marge brute¹

Notre marge brute a atteint 2,3 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2021, en hausse de 67,0 millions \$, ou 3,0 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2020. Cette performance est essentiellement attribuable à la croissance organique des ventes de marchandises et services et à une demande plus élevée pour le carburant, à l'effet positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, qui a eu un impact d'environ 65,0 millions \$, ainsi qu'à la contribution des acquisitions, en partie contrebalancées par une diminution de la marge brute sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis.

Marge brute sur les marchandises et services

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, notre marge brute sur les marchandises et services a été de 1,2 milliard \$, soit une augmentation de 145,2 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2020. En excluant l'effet positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur les marchandises et services a augmenté d'environ 117,0 millions \$, ou 10,9 %. La contribution des acquisitions a totalisé environ 44,0 millions \$. Notre marge brute a diminué de 0,7 % aux États-Unis pour s'établir à 31,8 %, et de 0,1 % au Canada pour s'établir à 31,0 %, principalement en raison d'ajustements sur les stocks de 26,4 millions \$ et de 3,2 millions \$, respectivement, en grande partie reliés à une provision sur l'inventaire d'équipements de protection individuelle. Excluant ces ajustements sur les stocks, la marge brute aux États-Unis et au Canada aurait été de 32,8 % et 31,6 %, respectivement, impactée par un mix de produits favorable. Notre marge brute a diminué de 2,5 % en Europe et dans les autres régions pour s'établir à 38,1 %, principalement en raison de l'intégration de Circle K Hong Kong, dont le mix de produits est différent de celui de nos opérations en Europe. Excluant Circle K Hong Kong, la marge brute en Europe et dans les autres régions aurait été de 42,8 %, en raison d'un mix de produits favorable.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS.

Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 1,1 milliard \$, soit une diminution de 89,7 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2020. En excluant l'effet positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur le carburant pour le transport routier a diminué d'environ 122,0 millions \$, ou 10,4 %. Notre marge brute sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis s'est établie à 34,45 ¢ par gallon, soit une baisse de 10,48 ¢ par gallon, principalement en raison des marges inhabituellement élevées dans le trimestre comparatif suite à la baisse rapide et abrupte du prix du pétrole brut l'année dernière. En Europe et dans les autres régions, elle s'est établie à 10,85 ¢ US par litre, soit une hausse de 2,18 ¢ US par litre et, au Canada, elle s'est établie à 10,92 ¢ CA par litre, soit une hausse de 2,56 ¢ CA par litre. Les marges sur le carburant sont demeurées solides, en raison des conditions favorables du marché et de l'amélioration au niveau du coût des produits, soutenue par des changements de marques de carburant et par nos initiatives liées à notre approvisionnement.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant pour le transport routier provenant de nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiement électronique pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 26 avril 2020 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	42,99	37,48	31,86	35,25	36,48
Frais liés aux modes de paiement électronique	4,88	4,79	4,66	5,10	4,84
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	38,11	32,69	27,20	30,15	31,64
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	26,86	28,29	27,04	46,88	31,19
Frais liés aux modes de paiement électronique	4,70	4,63	4,54	4,97	4,70
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	22,16	23,66	22,50	41,91	26,49

Généralement, durant les cycles économiques normaux, les marges sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, mais elles ont historiquement affiché une tendance à la hausse sur de plus longues périodes. Au Canada ainsi qu'en Europe et dans les autres régions, les tendances historiques sont similaires, alors que les marges et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi volatiles.

Marge brute sur les autres revenus

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, notre marge brute sur les autres revenus a été de 44,7 millions \$, soit une augmentation de 11,5 millions \$ et de 44,8 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2020. En excluant l'effet positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, notre marge brute sur les autres revenus a augmenté d'environ 7,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, principalement en raison de marges plus élevées sur nos autres produits de carburant, partiellement contrebalancée par une diminution des revenus de location.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« frais d'exploitation »)

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, les frais d'exploitation ont augmenté de 3,1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2020. En excluant certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, les frais d'exploitation ont diminué de 2,9 %.

	Période de 12 semaines terminée le 25 avril 2021
Variation totale, telle que publiée	3,1 %
Ajustements :	
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	(3,3 %)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(2,2 %)
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(0,9 %)
Impact provenant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL, net des frais liés aux modes de paiements électroniques	0,3 %
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2020	0,2 %
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2021	(0,1 %)
Variation restante	(2,9 %)

La diminution des frais d'exploitation du quatrième trimestre est attribuable à des subventions gouvernementales de 41,0 millions \$, des gains d'efficacité au niveau des coûts et de l'utilisation de la main-d'œuvre, des dépenses inférieures liées à la COVID-19, ainsi qu'à diverses mesures adoptées afin de rationaliser et minimiser nos dépenses contrôlables, partiellement contrebalancés par l'inflation normale, une augmentation des coûts de main-d'œuvre en raison de la hausse du salaire minimum et du faible taux de chômage dans certaines régions, ainsi que par les investissements dans nos magasins visant à soutenir nos initiatives stratégiques. Les dépenses liées à la COVID-19 pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021 incluent, sans s'y limiter, des bonus de remerciement au Canada, des fournitures additionnelles liées à la désinfection et au nettoyage, des masques et des gants pour nos employés, ainsi que des dons d'équipements de protection individuelle aux communautés entourant nos magasins.

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et perte de valeur (« BAIIA¹ ») et BAIIA ajusté¹

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, le BAIIA s'est chiffré à 1,1 milliard \$, soit une augmentation de 2,2 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du quatrième trimestre de l'exercice 2021 a augmenté de 38,8 millions \$, ou 3,7 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la croissance organique de nos activités d'accommodation, d'une demande plus élevée pour le carburant, d'une diminution des frais d'exploitation, de l'impact positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes d'environ 25,0 millions \$, ainsi que de la contribution des acquisitions, en partie contrebalancés par une diminution de la marge sur le transport routier aux États-Unis.

Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, notre dépense d'amortissement a augmenté de 37,5 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2020. En excluant l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, notre dépense d'amortissement a augmenté d'environ 26,0 millions \$. Cette augmentation est principalement attribuable aux investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions, au remplacement d'équipements ainsi qu'à l'amélioration continue de notre réseau.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets du quatrième trimestre de l'exercice 2021 ont totalisé 71,7 millions \$, soit une augmentation de 18,5 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2020. En excluant les éléments présentés dans le tableau ci-dessous, les frais financiers nets du quatrième trimestre de l'exercice 2021 ont augmenté de 0,4 million \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2020.

(en millions de dollars américains)	Périodes de 12 semaines terminées le	
	25 avril 2021	26 avril 2020
Frais financiers nets, tels que publiés	71,7	53,2
Ajustements :		
Impact de l'avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	(29,1)	—
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés dans Fire & Flower et amortissement des écarts reportés	21,0	(0,8)
Impact découlant de la conversion d'une partie des débentures convertibles dans Fire & Flower	13,1	—
(Perte) gain de change net(te)	(1,1)	22,8
Frais financiers nets excluant les ajustements ci-dessus	75,6	75,2

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non confirmées aux IFRS » pour plus d'informations relativement à ces mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Impôts sur les bénéfices

Le quatrième trimestre de l'exercice 2021 affiche un taux d'imposition de 18,5 % comparativement à 20,1 % pour le trimestre correspondant de l'exercice 2020. En excluant l'ajustement mentionné dans le tableau ci-dessous, le taux d'imposition pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020 aurait été de 20,7 %. La diminution pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021 est principalement attribuable à l'impact d'une composition différente de nos résultats à travers les diverses juridictions dans lesquelles nous exerçons nos activités, ainsi qu'à certains gains imposables à un taux d'imposition moins élevé.

	Périodes de 12 semaines terminées le	
	25 avril 2021	26 avril 2020
Taux d'imposition, tel que publié	18,5 %	20,1 %
Ajustements :		
Avantage fiscal découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés	—	0,6 %
Taux d'imposition excluant les ajustements ci-dessus	18,5 %	20,7 %

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ») et bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ajusté¹ »)

Le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2021 s'est chiffré à 563,9 millions \$, comparativement à 576,3 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent, soit une diminution de 12,4 millions \$, ou 2,2 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 0,52 \$, demeurant stable comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La conversion en dollars américains des revenus et dépenses de nos opérations canadiennes et européennes a eu un effet positif net d'approximativement 14,0 millions \$ sur notre bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2021.

Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021 s'est chiffré à approximativement 564,0 millions \$, comparativement à 520,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, soit une augmentation de 44,0 millions \$, ou 8,5 %. Le bénéfice net ajusté par action dilué s'est chiffré à 0,52 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, comparativement à 0,47 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2020, soit une augmentation de 10,6 %.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS.

Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2021

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour les périodes de 52 semaines terminées le 25 avril 2021, le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019. Les résultats de nos opérations en Asie sont inclus sous Europe et autres régions. CAPL désigne CrossAmerica Partners LP.

	Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020, ajustée ⁽³⁾	28 avril 2019, ajustée ⁽³⁾
<i>(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)</i>			
Données sur les résultats d'exploitation :			
Revenus tirés des marchandises et services ⁽¹⁾ :			
États-Unis	11 489,9	10 918,4	10 781,8
Europe et autres régions	1 830,8	1 416,3	1 457,8
Canada	2 552,3	2 302,7	2 172,7
CAPL	—	29,6	95,8
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	—	(0,8)	(2,7)
Total des revenus tirés des marchandises et services	15 873,0	14 666,2	14 505,4
Ventes de carburant pour le transport routier :			
États-Unis	19 594,7	25 724,8	28 195,6
Europe et autres régions	6 295,3	7 481,1	8 380,7
Canada	3 515,3	4 415,7	4 957,9
CAPL	—	1 365,7	2 211,8
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	—	(288,0)	(444,7)
Total des ventes de carburant pour le transport routier	29 405,3	38 699,3	43 301,3
Autres revenus ⁽²⁾ :			
États-Unis	44,3	36,9	21,8
Europe et autres régions	419,3	652,0	1 220,7
Canada	18,2	21,3	24,5
CAPL	—	65,6	61,2
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	—	(8,9)	(17,3)
Total des autres revenus	481,8	766,9	1 310,9
Total des ventes	45 760,1	54 132,4	59 117,6
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾⁽⁴⁾ :			
États-Unis	3 798,7	3 641,2	3 602,7
Europe et autres régions	716,2	587,6	609,0
Canada	800,2	733,2	709,4
CAPL	—	6,8	23,3
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	—	(0,8)	(2,3)
Total marge brute sur les marchandises et services	5 315,1	4 968,0	4 942,1
Marge brute sur le carburant pour le transport routier ⁽⁴⁾ :			
États-Unis	3 095,2	3 103,3	2 457,4
Europe et autres régions	1 119,7	932,0	981,1
Canada	391,6	344,2	392,8
CAPL	—	57,5	103,6
Total marge brute sur le carburant pour le transport routier	4 606,5	4 437,0	3 934,9
Marge brute sur les autres revenus ⁽²⁾⁽⁴⁾ :			
États-Unis	44,2	36,9	21,8
Europe et autres régions	131,2	123,6	149,7
Canada	18,3	21,2	24,5
CAPL	—	65,7	61,2
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	—	(8,9)	(17,3)
Total marge brute sur les autres revenus	193,7	238,5	239,9
Marge brute totale⁽⁴⁾	10 115,3	9 643,5	9 116,9
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux			
Excluant CAPL ⁽¹⁰⁾	5 148,6	5 189,7	5 517,3
CAPL	—	46,8	80,5
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	—	(9,2)	(19,2)
Total des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	5 148,6	5 227,3	5 578,6
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs			
Amortissements et perte de valeur			
Excluant CAPL	1 358,9	1 282,9	927,2
CAPL	—	53,9	143,5
Total de l'amortissement et perte de valeur	1 358,9	1 336,8	1 070,7
Bénéfice d'exploitation			
Excluant CAPL	3 675,6	3 137,7	2 534,0
CAPL	—	25,3	(44,7)
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	—	(0,5)	(0,4)
Bénéfice d'exploitation total	3 675,6	3 162,5	2 488,9
Frais financiers nets			
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle			
(Bénéfice) perte net(te) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société			
Données par action :			
Bénéfice net par action de base (dollars par action)	2,45	2,10	1,62
Bénéfice net par action dilué (dollars par action)	2,44	2,09	1,62
Bénéfice net ajusté par action dilué (dollars par action) ⁽⁴⁾⁽¹⁰⁾	2,45	1,97	1,63
Dividende par action déclaré pour l'exercice (cents CA par action)	33,25	26,50	22,50

	Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020, ajustée ⁽³⁾	28 avril 2019, ajustée ⁽³⁾
(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)			
Autres données d'exploitation – excluant CAPL :			
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :			
Consolidée ⁽³⁾	33,5 %	33,9 %	34,1 %
États-Unis ⁽³⁾	33,1 %	33,3 %	33,4 %
Europe et autres régions	39,1 %	41,5 %	41,8 %
Canada ⁽³⁾	31,4 %	31,8 %	32,7 %
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable ⁽⁵⁾ :			
États-Unis ⁽⁶⁾	5,6 %	2,1 %	4,1 %
Europe et autres régions ⁽⁷⁾	6,1 %	0,1 %	4,8 %
Canada ⁽⁶⁾	9,5 %	2,8 %	5,2 %
Marge brute sur le carburant pour le transport routier :			
États-Unis (cents par gallon) ⁽³⁾	35,28	29,62	22,38
Europe et autres régions (cents par litre)	10,99	8,48	8,61
Canada (cents CA par litre) ⁽³⁾	10,36	7,88	8,34
Volume total de carburant pour le transport routier vendu :			
États-Unis (millions de gallons)	8 772,8	10 476,1	10 979,5
Europe et autres régions (millions de litres)	10 191,8	10 990,3	11 391,2
Canada (millions de litres)	4 952,6	5 815,6	6 198,9
(Diminution) croissance du volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable ⁽⁶⁾ :			
États-Unis	(12,9 %)	(3,9 %)	0,7 %
Europe et autres régions	(6,4 %)	(3,9 %)	(0,9 %)
Canada	(14,9 %)	(6,0 %)	(1,6 %)

	Au 25 avril 2021	Au 26 avril 2020	Au 28 avril 2019
(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)			
Données tirées du bilan⁽⁸⁾ :			
Actif total (incluant 1,1 milliard \$ pour CAPL au 28 avril 2019)	28 394,5	25 679,5	25 033,0
Dettes portant intérêt (incluant 696,0 millions \$ pour CAPL au 28 avril 2019) ⁽⁹⁾	9 602,0	10 379,3	9 575,3
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	12 180,9	10 066,6	8 913,7
Ratios d'endettement⁽⁴⁾ :			
Dette nette portant intérêt / capitalisation totale ⁽⁹⁾	0,35 : 1	0,40 : 1	0,48 : 1
Ratio d'endettement ⁽¹⁰⁾	1,32 : 1	1,54 : 1	2,09 : 1
Rentabilité⁽⁴⁾ :			
Rendement des capitaux propres	24,3 %	24,8 %	21,9 %
Rendement des capitaux investis	15,9 %	15,0 %	12,6 %

- (1) Comprend les revenus tirés des redevances de franchisage, des royalties et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés ainsi que de la vente en gros de marchandises.
- (2) Comprend les revenus tirés de la location d'actifs et de la vente de carburant pour le secteur de l'aviation, d'énergie pour les moteurs stationnaires et de carburant pour le secteur maritime (jusqu'au 30 novembre 2018).
- (3) Veuillez vous référer à la section «Changement au classement des coûts de logistique interne» pour plus d'informations sur les changements affectant les périodes comparatives.
- (4) Veuillez vous référer à la section «Mesures non conformes aux IFRS» pour plus d'informations relativement à ces mesures de performance non reconnues par les IFRS.
- (5) Ne comprend pas les services et autres revenus (décris aux notes de bas de page 1 et 2 ci-dessus). La croissance au Canada et en Europe et dans les autres régions est calculée en devises locales.
- (6) Pour les magasins corporatifs seulement.
- (7) Comprend la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable de Circle K HK à partir du 21 décembre 2020.
- (8) Le bilan au 28 avril 2019 a été ajusté de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16. L'actif total précédemment publié était de 22 607,7 millions \$, les dettes portant intérêts étaient de 6 951,4 millions \$ et les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société étaient de 8 923,2 millions \$ pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019.
- (9) Cette mesure est présentée en incluant les comptes de bilan suivants : portion à court terme de la dette à long terme, dette à long terme, portion à court terme des obligations locatives et obligations locatives.
- (10) Les données telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté ainsi que le bénéfice net ajusté par action dilué (se référer à la note de bas de page 4 ci-dessus) au 26 avril 2020 ont été ajustées pour retirer les frais de restructuration. Cet ajustement n'a eu aucun impact sur le ratio d'endettement au 26 avril 2020. De plus, les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux excluant CAPL pour les périodes de 52 semaines terminées le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019 incluent dorénavant les frais de restructuration qui étaient précédemment présentés sur une ligne distincte.

Chiffre d'affaires

Pour l'exercice 2021, notre chiffre d'affaires a diminué de 8,4 milliards \$ ou 15,5 % par rapport à l'exercice 2020. Cette performance est principalement attribuable à l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant, à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, à la cession de nos intérêts dans CAPL, qui a eu un impact approximatif de 1,2 milliard \$, ainsi qu'à la disposition d'une portion de nos opérations américaines de vente en gros de carburant durant l'exercice 2020, partiellement contrebalancés par la croissance organique sur les ventes de marchandises et services, ainsi que par l'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus de nos opérations canadiennes et européennes, qui a eu un impact d'approximativement 611,0 millions \$.

Revenus tirés des marchandises et services

Au cours de l'exercice 2021, les revenus de marchandises et services ont augmenté de 1,2 milliard \$ comparativement à l'exercice 2020. En excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les revenus tirés des marchandises et services ont augmenté d'environ 1,1 \$ milliard \$, ou 7,6 %. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation du panier moyen des consommateurs, ce qui a plus que compensé la faiblesse continue de l'achalandage, ainsi qu'à la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 269,0 millions \$. La croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 5,6 % aux États-Unis, de 6,1 % en Europe et dans les autres régions et de 9,5 % au Canada.

Ventes de carburant pour le transport routier

Pour l'exercice 2021, les ventes de carburant pour le transport routier ont diminué de 9,3 milliards \$, comparativement à l'exercice 2020. En excluant le chiffre d'affaires de CAPL ainsi que l'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les ventes de carburant pour le transport routier ont diminué d'environ 8,7 milliards \$, ou 23,1 %. Cette diminution est principalement attribuable à l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant, à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, ce qui a eu un effet négatif d'approximativement 3,3 milliards \$, ainsi qu'à la disposition d'une portion de nos opérations américaines de vente en gros de carburant durant l'exercice 2020. Le volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable a diminué de 12,9 % aux États-Unis, de 6,4 % en Europe et dans les autres régions, et de 14,9 % au Canada.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs dans nos différents marchés pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 26 avril 2020 :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,04	2,14	2,16	2,72	2,26
Europe et autres régions (cents US par litre)	56,89	63,19	65,84	79,29	66,42
Canada (cents CA par litre)	86,89	92,00	92,54	108,99	94,78
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,66	2,55	2,51	2,21	2,50
Europe et autres régions (cents US par litre)	77,35	70,86	73,92	60,95	71,20
Canada (cents CA par litre)	111,16	105,14	103,47	88,78	103,21

Autres revenus

Pour l'exercice 2021, le total des autres revenus s'est élevé à 481,8 millions \$, soit une diminution de 285,1 millions \$ comparativement à l'exercice 2020. En excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les autres revenus ont diminué d'approximativement 266,0 millions \$ pour l'exercice 2021, principalement en raison de la baisse de la demande et des prix de vente des autres produits de carburant.

Marge brute¹

Pour l'exercice 2021, notre marge brute a augmenté de 471,8 millions \$, ou 4,9 %, comparativement à l'exercice 2020. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de la marge brute sur le carburant pour le transport routier, à la croissance organique dans nos activités d'accompagnement et à l'effet positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, qui a totalisé environ 112,0 millions \$, en partie contrebalancés par l'impact négatif

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS.

de la COVID-19 sur la demande de carburant et par la cession de nos intérêts dans CAPL, qui a eu un impact d'approximativement 120,0 millions \$.

Marge brute sur les marchandises et services

Au cours de l'exercice 2021, notre marge brute sur les marchandises et services s'est établie à 5,3 milliards \$, soit une augmentation de 347,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2020. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur les marchandises et services a augmenté d'environ 305,0 millions \$, ou 6,2 %. Cette hausse est principalement attribuable à notre croissance organique, en partie contrebalancée par la baisse de l'achalandage dans l'ensemble de notre réseau causée par la pandémie de COVID-19. La contribution des acquisitions a totalisé environ 75,0 millions \$. La marge brute a diminué de 0,2 % pour s'établir à 33,1 % aux États-Unis et de 0,4 % au Canada pour s'établir à 31,4 %, principalement en raison d'un changement dans notre mix de produits en lien avec la pandémie de COVID-19, ainsi que d'ajustements sur les stocks de 36,6 millions \$ aux États-Unis et de 3,2 millions \$ au Canada, en grande partie reliés à une provision sur l'inventaire d'équipements de protection individuelle. Notre marge brute a diminué de 2,4 % en Europe et dans les autres régions pour s'établir à 39,1 %, principalement en raison d'un changement à notre mix de produits vers des catégories à marges plus faibles, ainsi que de l'intégration de Circle K HK, dont le mix de produits est différent de celui de nos opérations en Europe. En excluant Circle K HK, notre marge brute en Europe et dans les autres régions aurait été de 40,9 %.

Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Au cours de l'exercice 2021, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 4,6 milliards \$, soit une augmentation de 169,5 millions \$ par rapport à l'exercice 2020. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur le carburant pour le transport routier a augmenté d'environ 172,0 millions \$, ou 3,9 %. La marge brute sur le carburant a été de 35,28 ¢ par gallon aux États-Unis, une hausse de 5,66 ¢ par gallon, en Europe et dans les autres régions elle s'est établie à 10,99 ¢ US par litre, une hausse de 2,51 ¢ US par litre et, au Canada, elle s'est établie à 10,36 ¢ CA par litre, soit une hausse de 2,48 ¢ CA par litre. Ces augmentations sont attribuables à la volatilité des coûts des produits de carburants, aux changements dans l'environnement concurrentiel, ainsi qu'à nos initiatives liées à notre approvisionnement.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant pour le transport routier provenant de nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 26 avril 2020 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	42,99	37,48	31,86	35,25	36,48
Frais liés aux modes de paiement électronique	4,88	4,79	4,66	5,10	4,84
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	38,11	32,69	27,20	30,15	31,64
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	26,86	28,29	27,04	46,88	31,19
Frais liés aux modes de paiement électronique	4,70	4,63	4,54	4,97	4,70
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	22,16	23,66	22,50	41,91	26,49

Généralement, durant les cycles économiques normaux, les marges sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, mais elles ont historiquement affiché une tendance à la hausse sur de plus longues périodes. Au Canada ainsi qu'en Europe et dans les autres régions, les tendances historiques sont similaires, alors que les marges et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi volatiles.

Marge brute sur les autres revenus

Au cours de l'exercice 2021, notre marge brute sur les autres revenus a été de 193,7 millions \$, soit une diminution de 44,8 millions \$ par rapport à l'exercice 2020. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, notre marge brute sur les autres revenus a augmenté d'environ 3,0 millions \$ pour l'exercice 2021, principalement attribuable à des marges plus élevées sur nos autres produits de carburant, partiellement contrebalancées par une diminution des revenus de location.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« frais d'exploitation »)

Au cours de l'exercice 2021, les frais d'exploitation ont diminué de 1,5 % par rapport à l'exercice 2020. En excluant certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, les frais d'exploitation ont diminué de 1,2 %.

	Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021
Variation totale, telle que publiée	(1,5 %)
Ajustements :	
Diminution générée par des frais liés aux modes de paiement électronique moins élevés, excluant les acquisitions	1,3 %
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	(1,3 %)
Diminution provenant de la cession de nos intérêts dans CAPL	0,9 %
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(0,9 %)
Impact provenant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL, net des frais liés aux modes de paiements électroniques	0,4 %
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2021	(0,2 %)
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2020	0,1 %
Variation restante	(1,2 %)

Nous avons été en mesure d'atteindre cette diminution tout en maintenant les investissements dans nos magasins visant à soutenir nos initiatives stratégiques, et ce, même si nous avons continué de voir une augmentation des coûts de main-d'œuvre en raison de la hausse du salaire minimum et du faible taux de chômage dans certaines régions, de l'inflation normale et des dépenses liées à la COVID-19. Cette diminution est le résultat de gains d'efficacité au niveau des coûts et de l'utilisation de la main-d'œuvre, des subventions gouvernementales de 51,1 millions \$, ainsi qu'à diverses mesures adoptées afin de rationaliser et minimiser nos dépenses contrôlables. Les dépenses liées à la COVID-19 pour l'exercice 2021 incluent, sans s'y limiter, une prime salariale d'urgence de 2,50 \$ l'heure pour tous les employés rémunérés à taux horaire dans les magasins et les centres de distribution en Amérique du Nord, des bonus de remerciement en Amérique du Nord, des fournitures additionnelles liées à la désinfection et au nettoyage, des masques et des gants pour nos employés, des dons d'équipements de protection individuelle aux communautés entourant nos magasins, ainsi que des indemnités de départ.

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (« BAIIA¹ ») et BAIIA ajusté¹

Au cours de l'exercice 2021, le BAIIA est passé de 4,5 milliards \$ à 5,1 milliards \$, soit une hausse de 11,8 % comparativement à l'exercice 2020. Le BAIIA ajusté pour l'exercice 2021 a augmenté de 642,4 millions \$, ou 14,7 %, comparativement à l'exercice précédent, essentiellement en raison des marges de carburant plus élevées, de la croissance organique dans nos activités d'accommodation, d'une diminution des frais d'exploitation, ainsi que de l'impact positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, partiellement contrebalancés par l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant. La fluctuation des taux de change a eu un impact positif net d'environ 45,0 millions \$.

Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour l'exercice 2021, notre dépense d'amortissement a augmenté de 22,1 millions \$ comparativement à l'exercice 2020. En excluant les résultats de CAPL, ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la dépense d'amortissement a augmenté d'environ 59,0 millions \$ pour l'exercice 2021. Cette augmentation est principalement attribuable aux investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions, au remplacement d'équipements ainsi qu'à l'amélioration continue de notre réseau.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à ces mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets de l'exercice 2021 se sont chiffrés à 342,5 millions \$, soit une augmentation de 58,0 millions \$ comparativement à l'exercice 2020. En excluant les éléments présentés dans le tableau ci-dessous, les frais financiers nets de l'exercice 2021 ont augmenté de 19,9 millions \$ comparativement à l'exercice 2020, principalement en raison d'un coût moyen de la dette plus élevé.

	Périodes de 52 semaines terminées le	
(en millions de dollars américains)	25 avril 2021	26 avril 2020
Frais financiers nets, tel que publié	342,5	284,5
Ajustements :		
(Perte) gain de change net(te)	(44,9)	33,5
Impact de l'avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	(29,1)	—
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés dans Fire & Flower et amortissement des écarts reportés	26,8	(3,9)
Impact découlant de la conversion d'une partie de nos débentures convertibles dans Fire & Flower	13,1	—
Frais financiers de CAPL	—	(25,6)
Frais financiers nets excluant les ajustements ci-dessus	308,4	288,5

Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice 2021, le taux d'imposition s'est établi à 19,5 % comparativement à 18,8 % pour l'exercice 2020. En excluant les éléments présentés dans le tableau ci-dessous, le taux d'imposition aurait été de 19,9 % pour l'exercice 2020, une augmentation découlant d'une composition différente de nos résultats à travers les diverses juridictions dans lesquelles nous exerçons nos activités, ainsi qu'à certains gains imposables à un taux d'imposition moins élevé.

	Périodes de 52 semaines terminées le	
	25 avril 2021	26 avril 2020
Taux d'imposition, tel que publié	19,5 %	18,8 %
Ajustements :		
Avantage fiscal découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés	—	1,2 %
Incidence fiscale découlant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL	—	(0,1 %)
Taux d'imposition excluant les ajustements ci-dessus	19,5 %	19,9 %

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ») et bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ajusté¹ »)

Pour l'exercice 2021, le bénéfice net s'est chiffré à 2,7 milliards \$, comparativement à 2,4 milliards \$ pour l'exercice 2020, soit une augmentation de 351,9 millions \$, ou 15,0 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,44 \$, comparativement à 2,09 \$ pour l'exercice précédent. La conversion en dollars américains des revenus et dépenses de nos opérations canadiennes et européennes a eu un effet positif net d'approximativement 28,0 millions \$ sur notre bénéfice net de l'exercice 2021.

Le bénéfice net ajusté pour l'exercice 2021 aurait été d'approximativement 2,7 milliards \$, comparativement à 2,2 milliards \$ pour l'exercice 2020, soit une hausse de 500,0 millions \$, ou 22,6 %. Le bénéfice net ajusté par action dilué¹ s'est chiffré à 2,45 \$ pour l'exercice 2021, comparativement à 1,97 \$ pour l'exercice 2020, soit une augmentation de 24,4 %.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à ces mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Situation financière au 25 avril 2021

Tels que le démontrent nos ratios d'endettement inclus à la section « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2021 » ainsi que nos rentrées de fonds nettes liées à nos activités d'exploitation, nous disposons d'une santé financière solide.

Notre actif total consolidé s'élevait à 28,4 milliards \$ au 25 avril 2021, soit une augmentation de 2,7 milliards \$ par rapport au solde en date du 26 avril 2020, découlant principalement de l'impact positif net de la variation des taux de change à la date du bilan, ainsi que de l'acquisition de Circle K HK.

Au cours des périodes de 52 semaines terminées le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020, nous avons enregistré un rendement des capitaux investis¹ de 15,9 % et de 15,0 %, respectivement.

Les variations importantes des éléments du bilan sont expliquées ci-dessous :

Débiteurs

Les débiteurs ont augmenté de 515,7 millions \$, passant de 1,3 milliard \$ au 26 avril 2020 à 1,8 milliard \$ au 25 avril 2021. Cette augmentation provient principalement des prix de vente plus élevés du carburant pour le transport routier au cours des dernières semaines de l'exercice financier, de notre croissance organique, de même que de l'incidence positive nette d'environ 128,0 millions \$ de la variation des taux de change à la date du bilan.

Stocks

Les stocks ont augmenté de 530,2 millions \$, passant de 1,2 milliard \$ au 26 avril 2020 à 1,8 milliard \$ au 25 avril 2021. L'augmentation découle principalement des coûts plus élevés du carburant pour le transport routier, de l'augmentation des quantités en inventaire de carburant et de marchandises, de même que de l'incidence positive nette d'environ 54,0 millions \$ de la variation des taux de change à la date du bilan.

Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente ont augmenté de 271,1 millions \$, passant de 64,0 millions \$ au 26 avril 2020 à 335,1 millions \$ au 25 avril 2021. Cette augmentation provient principalement de notre décision de céder certains sites à travers 25 états aux États-Unis et 6 provinces au Canada basée sur une révision stratégique de notre réseau.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 733,6 millions \$, passant de 10,1 milliards \$ au 26 avril 2020 à 10,9 \$ milliards \$ au 25 avril 2021, en raison principalement des investissements effectués dans notre réseau, de même que de l'incidence positive nette d'environ 519,0 millions \$ de la variation des taux de change à la date du bilan, partiellement contrebalancés par la dépense d'amortissement et de perte de valeur, ainsi que par le reclassement de certaines immobilisation comme actifs détenus en vue de la vente.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation ont augmenté de 555,2 millions \$, passant de 2,5 milliards \$ au 26 avril 2020 à 3,1 milliards \$ au 25 avril 2021. Cette augmentation découle principalement de l'exercice d'options de renouvellement, de la révision des durées des contrats de location, de l'augmentation de notre flotte de transport interne, de l'acquisition de Circle K HK, ainsi que de l'incidence positive nette d'environ 168,0 millions \$ de la variation des taux de change à la date du bilan, partiellement contrebalancés par la dépense d'amortissement et de perte de valeur.

Goodwill

Le goodwill a augmenté de 440,5 millions \$, passant de 5,5 milliards \$ au 26 avril 2020 à 5,9 milliards \$ au 25 avril 2021, principalement en raison de l'acquisition de Circle K HK et de l'incidence positive nette d'environ 182,0 millions \$ de la variation des taux de change à la date du bilan.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS.

Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer ont augmenté de 1,2 milliard \$, passant de 2,8 milliards \$ au 26 avril 2020 à 4,0 milliards \$ au 25 avril 2021. Cette augmentation provient principalement des coûts plus élevés reliés aux achats de carburant pour le transport routier, de l'augmentation des achats de carburant en lien avec la croissance de la demande à la fin de l'exercice 2021 comparativement à la fin de l'exercice 2020, ainsi que de l'impact net de l'appréciation du dollar canadien et des devises européennes par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 211,0 millions \$.

Dette à long terme et portion à court terme de la dette à long terme

La dette à long terme et la portion à court terme de la dette à long terme ont diminué de 1,3 milliard \$, passant de 7,7 milliards \$ au 26 avril 2020 à 6,4 milliards \$ au 25 avril 2021, principalement en raison du remboursement de notre facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie et du remboursement de nos billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens, partiellement contrebalancés par l'impact net de l'appréciation du dollar canadien, de l'euro et de la couronne norvégienne par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 273,0 millions \$.

Obligations locatives et portion à court terme des obligations locatives

Les obligations locatives à long terme et la portion à court terme des obligations locatives ont augmenté de 563,3 millions \$, passant de 2,6 milliards \$ au 26 avril 2020 à 3,2 milliards \$ au 25 avril 2021. Cette augmentation découle principalement de l'exercice d'options de renouvellement, de révision des durées des contrats de location, de l'augmentation de notre flotte de transport interne, de l'acquisition de Circle K HK, ainsi que de l'impact net de l'appréciation du dollar canadien et des devises européennes par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 167,0 millions \$, partiellement contrebalancés par les remboursements effectués sur nos obligations locatives au cours l'exercice 2021.

Capitaux propres

Les capitaux propres se sont établis à 12,2 milliards \$ au 25 avril 2021, une augmentation de 2,1 milliards \$ par rapport au 26 avril 2020, en grande partie attribuable au bénéfice net et aux autres éléments du résultat global de l'exercice 2021, partiellement contrebalancés par l'incidence des rachats d'actions et par les dividendes déclarés au cours de la même période. Pour la période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021, nous avons enregistré un rendement sur les capitaux propres¹ de 24,3 %.

Situation de trésorerie et sources de financement

Nous tirons principalement nos liquidités de nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles par l'entremise de notre facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie. Nous utilisons nos liquidités principalement pour rembourser notre dette, financer nos acquisitions et nos dépenses en immobilisations, verser des dividendes, racheter nos actions et alimenter notre fonds de roulement. Nous prévoyons que nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et nos emprunts disponibles en vertu de notre facilité de crédit renouvelable non garantie couvriront nos besoins en liquidités dans un avenir prévisible.

Nos facilités de crédit se détaillent comme suit :

Facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie, échéant en décembre 2024 (« Facilité de crédit d'exploitation D »)

Entente de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 2,5 milliards \$. En date du 25 avril 2021, notre facilité de crédit d'exploitation D était inutilisée et des lettres de garantie de 6,8 millions \$ étaient en circulation.

Situation de trésorerie

Au 25 avril 2021, un montant approximatif de 2,5 milliards \$ était disponible compte tenu de notre facilité de crédit d'exploitation D et, à cette même date, nous étions en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit. À pareille date, nous avions accès à environ 5,5 milliards \$ en vertu de notre encaisse et de notre facilité de crédit d'exploitation D disponible.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS.

Données choisies sur les flux de trésorerie consolidés

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation
Activités d'exploitation			
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	4 086,6	3 720,7	365,9
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs	(1 222,2)	(1 408,2)	186,0
Acquisitions d'entreprises	(433,5)	(89,5)	(344,0)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs	181,4	89,7	91,7
Produits de la cession de placements dans des instruments de capitaux propres	100,5	—	100,5
Produits de la cession des intérêts de la société dans CAPL, nets des coûts de transaction ainsi que de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés	—	185,2	(185,2)
Autres activités d'investissement	(11,8)	9,0	(20,8)
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(1 385,6)	(1 213,8)	(171,8)
Activités de financement			
(Diminution) augmentation net(te) de la facilité de crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garantie	(1 500,0)	1 460,0	(2 960,0)
Rachats d'actions	(1 046,7)	(470,8)	(575,9)
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives et diminution nette des autres dettes	(387,7)	(380,0)	(7,7)
Dividendes versés en trésorerie	(268,3)	(215,7)	(52,6)
Remboursement de billets de premier rang non garantis	(227,1)	(1 241,4)	1 014,3
Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, déduction faite des frais de financement	—	1 484,1	(1 484,1)
Règlements d'instruments financiers dérivés	—	(100,6)	100,6
Autres activités de financement	0,2	(54,9)	55,1
(Sorties) rentrées de fonds nettes liées aux activités de financement	(3 429,6)	480,7	(3 910,3)
Cotes de crédit			
S&P Global Ratings – Cote de crédit corporative	BBB	BBB	
Moody's – Cote de crédit pour les billets de premier rang non garantis	Baa2	Baa2	

Activités d'exploitation

Au cours de l'exercice 2021, nos opérations ont généré des rentrées de fonds nettes de 4,1 milliards \$, une augmentation de 365,9 millions \$ comparativement à l'exercice 2020, principalement en raison d'un bénéfice net plus élevé.

Activités d'investissement

Au cours de l'exercice 2021, les dépenses nettes en immobilisations corporelles et incorporelles et autres actifs ont totalisé 1,0 milliard \$, les sorties de trésorerie liées aux acquisitions d'entreprises ont totalisé 433,5 millions \$ et les produits de la cession de placement dans des instruments de capitaux propres ont totalisé 100,5 millions \$.

Les dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles et autres actifs ont principalement découlé du remplacement d'équipements dans certains magasins afin d'améliorer l'offre de produits et services, de l'ajout de nouveaux magasins, de l'amélioration continue de notre réseau ainsi que de nos investissements pour les technologies de l'information.

Activités de financement

Au cours l'exercice 2021, nous avons remboursé 1,5 milliard \$ sur notre facilité de crédit d'exploitation D, racheté des actions à droit de vote subalterne de catégorie B pour un montant net de 1,0 milliard \$, remboursé 387,7 millions \$ sur le principal de nos obligations locatives et autres dettes, versé des dividendes pour un montant de 268,3 millions \$ et remboursé 227,1 millions \$ sur nos billets de premier rang non garantis.

Engagements contractuels et commerciaux

Le tableau suivant présente un résumé de nos engagements contractuels financiers importants au 25 avril 2021⁽¹⁾ :

(en millions de dollars américains)	2022	2023	2024	2025	2026	Par la suite	Total
Engagement contractuels							
Dette à long terme	1 289,5	375,9	168,9	718,4	780,4	5 232,0	8 565,1
Obligations locatives	504,3	428,7	387,1	338,1	300,5	2 000,9	3 959,6
Swaps de taux d'intérêt multidevises à payer ⁽²⁾	48,9	299,7	40,1	588,4	580,7	0,0	1 557,8
Swaps de taux d'intérêt multidevises à recevoir ⁽²⁾	(45,1)	(245,4)	(37,3)	(589,5)	(570,9)	0,0	(1 488,2)
Total	1 797,6	858,9	558,8	1 055,4	1 090,7	7 232,9	12 594,3

(1) Le tableau n'inclut pas les cotisations prévues en vertu des régimes de retraite à prestations définies.

(2) Basé sur les taux du marché, au 25 avril 2021, pour les soldes pour lesquels la monnaie fonctionnelle respective diffère de notre monnaie de présentation et pour les soldes portant intérêts à taux variables.

	2022	2023	2024	2025	2026	Par la suite	Total
Obligations au titre des achats de carburant							
États-Unis (en millions de gallons)	2 120,9	1 701,2	1 231,9	1 207,2	1 204,0	2 558,0	10 023,2
Europe (en millions de litres)	7 443,5	823,6	480,9	0,1	—	—	8 748,1
Canada (en millions de litres)	3 904,2	3 641,7	3 009,7	3 009,7	3 009,7	25 153,5	41 728,5

Dette à long terme. Au 25 avril 2021, notre dette à long terme totalisant 6,4 milliards \$ se détaillait comme suit :

- i. Billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 4,0 milliards \$, en dollars canadiens totalisant 1,7 milliard \$ CA, en euros totalisant 750,0 millions € ainsi qu'en couronnes norvégiennes totalisant 675,0 millions NOK, répartis comme suit :

	Montant du principal	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif au 25 avril 2021	Dates de paiement des intérêts
Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 \$	26 juillet 2022 ⁽¹⁾	2,770 %	2,819 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 1 ^{er} novembre 2012	250,0 \$ CA	1 ^{er} novembre 2022	3,899 %	3,963 %	1 ^{er} mai et 1 ^{er} novembre
Émission du 26 juillet 2017	700,0 \$ CA	26 juillet 2024	3,056 %	3,133 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 2 juin 2015	700,0 \$ CA	2 juin 2025	3,600 %	3,649 %	2 juin et 2 décembre
Émission du 18 février 2016	675,0 NOK	18 février 2026	3,850 %	3,927 %	20 avril et 20 octobre
Émission du 6 mai 2016	750,0 €	6 mai 2026	1,875 %	1,944 %	6 mai
Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 \$	26 juillet 2027	3,550 %	3,642 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2030	2,950 %	3,033 %	25 juillet et 25 janvier
Émission du 26 juillet 2017	500,0 \$	26 juillet 2047	4,500 %	4,576 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2050	3,800 %	3,880 %	25 juillet et 25 janvier

(1) À la suite de la remise d'un avis de rachat par la société le 14 avril 2021, le remboursement de ces billets de premier rang a eu lieu le 14 mai 2021.

- ii. Autres dettes à long terme de 85,1 millions \$, incluant différentes notes payables.

Obligations locatives. Nous louons une portion importante de nos actifs, principalement pour la location de magasins, de terrains, d'équipements et d'immeubles de bureaux. Nos contrats de location de biens immobiliers comportent, en général, des termes initiaux de 5 à 20 ans en Amérique du Nord et cette durée inclut le terme de base initial et les options de renouvellement, lorsqu'appllicable. En Europe et en Asie, la durée de contrats de location varie de moins de 12 mois jusqu'à des contrats avec une échéance supérieure à 50 ans et inclut généralement des options de renouvellement au taux du marché, lorsqu'appllicable. Lorsque les contrats sont considérés comme des contrats de location, les obligations locatives de ces contrats ainsi que les actifs au titre de droits d'utilisation sont inclus dans nos bilans consolidés. En vertu de certains contrats de location, nous sommes assujettis à des loyers additionnels basés sur le chiffre d'affaires, ainsi qu'à des augmentations futures du loyer minimal.

Obligation au titre des achats de carburant. Nous nous sommes engagés par l'entremise de diverses ententes, à acheter annuellement des montants ou des quantités minimums de carburant. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, une pénalité financière pour les volumes manquants, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Nous avons généralement excédé ces exigences minimales et nous ne nous attendons pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible puissent conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus. Au 25 avril 2021, nos obligations d'achat de carburant consistaient en plusieurs contrats en vertu desquels nous nous sommes engagés à acheter 10,0 milliards de gallons et 50,5 milliards de litres au cours des prochaines années.

Éventualités. Dans le cours normal de notre exploitation et par le biais d'acquisitions, nous faisons l'objet de réclamations et de litiges. Même si l'issue est difficile à prédire avec certitude, nous n'avons aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions puisse avoir une incidence importante sur notre situation financière, sur les résultats de nos activités ou sur notre aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de nos activités commerciales.

Nous détenons des contrats d'assurance qui comportent des franchises élevées. Actuellement, nous croyons que nos contrats d'assurance, combinés à l'autoassurance, nous offrent une protection suffisante. Les pertes futures qui dépasseront les limites des contrats d'assurance ou qui, après une interprétation défavorable, pourraient ne pas être couvertes par les contrats d'assurance seront prélevées à même les fonds de la société. En ce qui concerne nos contrats d'indemnisation relatifs aux accidents de travail, nous émettons des lettres de crédit à titre de garantie pour certains contrats.

Cautionnements. Nous avons transféré un certain nombre de contrats de location de locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, qui assume la responsabilité primaire, nous conservons la responsabilité secondaire envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 25 avril 2021, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 14,8 millions \$ et leur juste valeur est non significative. Historiquement, nous n'avons versé aucune somme importante aux termes de tels contrats et nous ne nous attendons pas à devoir en verser dans un avenir prévisible.

Nous avons également émis différentes formes de cautionnements, incluant des cautionnements financiers de baux automobiles et pour le compte de détaillants en Suède. Les paiements maximums futurs non actualisés relatif à ces cautionnements totalisent 19,4 millions \$ et la valeur comptable et la juste valeur des engagements en vertu de cautionnements comptabilisés au bilan consolidé au 25 avril 2021 étaient non significatives.

Nous émettons également des cautionnements à différentes fins à l'égard de nos propres activités, y compris les cautionnements pour impôts, les ventes de billets de loterie, la distribution en gros et les ventes de boissons alcoolisées. La plupart du temps, ces cautionnements sont exigés par les municipalités ou les organismes d'État pour l'exploitation de magasins dans leur secteur.

Autres engagements. Nous nous sommes engagés, par l'entremise de diverses ententes d'achat de biens immobiliers et ententes d'achats de produits, à acheter annuellement des montants ou quantités minimums de marchandises. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Nous avons généralement excédé ces exigences minimales et nous ne nous attendons pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible pourraient conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus.

Opérations hors bilans

Dans le cours normal de nos activités, nous avons des lettres de crédit en circulation pour un montant de 106,1 millions \$ au 25 avril 2021. Outre ces lettres de crédit, nous n'avons pas d'autre activité hors bilan. Les engagements futurs sont compris dans l'élément « Dette à long terme » du tableau ci-dessus.

Principales informations financières trimestrielles

Notre cycle de présentation de l'information de 52 semaines se divise en trimestres de 12 semaines chacun, à l'exception du troisième trimestre qui comporte 16 semaines. Lorsqu'un exercice comme celui de 2023 comprend 53 semaines, le quatrième trimestre compte 13 semaines. Les principales informations financières consolidées tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres figurent dans le tableau ci-après.

(en millions de dollars US, sauf les données par action)	Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021				Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020			
	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}
	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines
Trimestre								
Semaines								
Chiffre d'affaires	12 237,4	13 157,5	10 655,4	9 709,8	9 687,2	16 604,2	13 678,0	14 163,0
Bénéfice d'exploitation avant amortissement et perte de valeur	1 106,3	1 253,3	1 326,1	1 348,8	1 077,0	1 274,6	1 088,9	1 058,8
Amortissement et perte de valeur	344,9	418,7	305,8	289,5	307,4	406,1	316,2	307,1
Bénéfice d'exploitation	761,4	834,6	1 020,3	1 059,3	769,6	868,5	772,7	751,7
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées	1,8	8,2	7,5	8,5	7,3	5,1	6,5	6,6
Frais financiers nets	71,7	105,6	77,2	88,0	53,2	84,2	60,1	87,0
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	563,9	607,5	757,0	777,1	578,3	663,9	579,4	536,0
(Bénéfice) perte net(te) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(2,0)	(4,0)	(0,8)	2,8
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	563,9	607,5	757,0	777,1	576,3	659,9	578,6	538,8
Bénéfice net par action								
De base	0,52 \$	0,55 \$	0,68 \$	0,70 \$	0,52 \$	0,59 \$	0,51 \$	0,48 \$
Dilué	0,52 \$	0,55 \$	0,68 \$	0,70 \$	0,52 \$	0,59 \$	0,51 \$	0,48 \$

La volatilité des marges brutes sur le carburant pour le transport routier, principalement aux États-Unis, la saisonnalité ainsi que les variations du cours des devises ont un effet sur les variations du bénéfice net trimestriel.

Analyse des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 26 avril 2020

Chiffre d'affaires

Pour l'exercice 2020, notre chiffre d'affaires a diminué de 5,0 milliards \$, ou 8,4 % par rapport à l'exercice 2019, en raison principalement de l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant, d'un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, de la cession de nos intérêts dans CAPL et de nos activités de vente de carburant pour le secteur maritime, ainsi que par l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus de nos opérations canadiennes et européennes, qui a eu un impact d'approximativement 670,0 millions \$, en partie contrebalancés par notre croissance organique.

Revenus tirés des marchandises et services

Au cours de l'exercice 2020, les revenus de marchandises et services ont augmenté de 160,8 millions \$. En excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les revenus tirés des marchandises et services ont augmenté d'environ 322,0 millions \$, ou 2,2 %. Cette augmentation est principalement attribuable à notre croissance organique, en partie contrebalancée par l'impact de la COVID-19 au cours du quatrième trimestre. La croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 2,1 % aux États-Unis, de 0,1 % en Europe et de 2,8 % au Canada, en raison du succès de nos activités de déploiement de notre marque globale, aux améliorations apportées à notre offre, ainsi que par nos différentes initiatives pour générer de l'achalandage dans nos magasins, partiellement contrebalancés par l'impact négatif de la COVID-19 sur l'achalandage vers la fin de notre exercice financier.

Ventes de carburant pour le transport routier

Pour l'exercice 2020, les ventes de carburant pour le transport routier ont diminué de 4,6 milliards \$, comparativement à l'exercice 2019. En excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les ventes de carburant pour le transport routier ont diminué d'environ 3,4 milliards \$, ou 8,2 %. Cette diminution est principalement attribuable à l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant, ainsi qu'à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, ce qui a eu un effet négatif d'approximativement 1,5 milliard \$. Le volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable a diminué de 3,9 % aux États-Unis et en Europe. Au Canada, le volume de vente de carburant pour le transport routier par magasin comparable a diminué de 6,0 %, principalement en raison de l'environnement concurrentiel ainsi que la forte baisse de la demande vers la fin de l'exercice due à la COVID-19.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs dans nos différents marchés pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 28 avril 2019 :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,66	2,55	2,51	2,21	2,50
Europe (cents US par litre)	77,35	70,86	73,92	60,95	71,20
Canada (cents CA par litre)	111,16	105,14	103,47	88,78	103,21
Période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,76	2,72	2,42	2,51	2,60
Europe (cents US par litre)	75,07	80,56	75,28	74,59	76,32
Canada (cents CA par litre)	117,95	115,22	97,59	103,45	107,82

Autres revenus

Pour l'exercice 2020, le total des autres revenus s'est élevé à 766,9 millions \$, une diminution de 544,0 millions \$ comparativement à l'exercice 2019. En excluant le chiffre d'affaires de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les autres revenus ont diminué de 496,7 millions \$ pour l'exercice 2020. Cette diminution est essentiellement attribuable à la cession de nos activités de vente de carburant pour le secteur maritime, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019, qui a eu une incidence d'environ 267,0 millions \$, ainsi qu'à la baisse de la demande et des prix de vente de nos produits de carburant pour le secteur de l'aviation.

Marge brute¹

Pour l'exercice 2020, notre marge brute a atteint 9,6 milliards \$, une augmentation de 526,6 millions \$, ou 5,8 %, par rapport à l'exercice 2019. Cette hausse est principalement attribuable aux marges sur le carburant plus élevées aux États-Unis et en Europe ainsi qu'à la croissance organique dans nos activités d'accompagnement, en partie contrebalancées par l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes qui a totalisé environ 91,0 millions \$.

Marge brute sur les marchandises et services

Au cours de l'exercice 2020, notre marge brute sur les marchandises et services s'est établie à 5,0 milliards \$, soit une hausse de 25,9 millions \$ par rapport à l'exercice 2019. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur les marchandises et services a augmenté d'environ 73,0 millions \$, ou 1,5 %. Cette hausse est principalement attribuable à notre croissance organique, en partie contrebalancée par la baisse de l'achalandage dans l'ensemble de notre réseau causée par la COVID-19 à la fin de l'exercice. La marge brute aux États-Unis a diminué de 0,1 %, pour s'établir à 33,3 %, alors qu'elle a diminué de 0,3 % en Europe, pour s'établir à 41,5 %, en raison d'un mix de produits différent. Au Canada, elle a diminué de 0,9 % pour s'établir à 31,8 %, principalement en raison de la conversion de nos magasins Esso du modèle d'agent au modèle corporatif, ainsi que de l'impact d'un mix de produits différent.

Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Au cours de l'exercice 2020, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 4,4 milliards \$, soit une augmentation de 502,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2019. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur le carburant pour le transport routier a augmenté d'environ 598,0 millions \$, ou 15,2 %, en raison des marges plus élevées sur le carburant aux États-Unis et en Europe, partiellement contrebalancées par une diminution de la demande causée par la COVID-19 vers la fin de l'exercice financier. La marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 29,62 ¢ par gallon aux États-Unis, une hausse de 7,24 ¢ par gallon attribuable à la volatilité des prix du pétrole brut au cours de l'année, à la forte baisse de ces derniers vers la fin de l'exercice ainsi qu'à des changements dans l'environnement concurrentiel. En Europe, la marge brute sur le carburant a été de 8,48 ¢ US par litre, une baisse de 0,13 ¢ par litre, en raison principalement de l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations européennes, et à été de 7,88 ¢ CA par litre au Canada, une diminution de 0,46 ¢ CA par litre, en raison des pressions concurrentielles dans certains de nos marchés.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant pour le transport routier provenant de nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 28 avril 2019 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	26,86	28,29	27,04	46,88	31,19
Frais liés aux modes de paiement électronique ⁽¹⁾	4,70	4,63	4,54	4,97	4,70
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	22,16	23,66	22,50	41,91	26,49
Période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	22,70	21,88	29,42	18,51	23,60
Frais liés aux modes de paiement électronique ⁽¹⁾	4,67	4,55	4,31	4,40	4,50
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	18,03	17,33	25,11	14,11	19,10

(1) Veuillez noter que ces informations ont été redressées pour refléter les frais liés aux modes de paiements électroniques par rapport aux gallons de carburant pour le transport routier provenant des magasins corporatifs plutôt que par rapport au nombre total de gallons de carburant pour le transport routier.

Généralement, durant les cycles économiques normaux, les marges sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, mais elles ont historiquement affiché une tendance à la hausse sur de plus longues périodes. En Europe et au Canada, les marges et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi volatiles.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS.

Marge brute sur les autres revenus

Au cours de l'exercice 2020, notre marge brute sur les autres revenus a été de 238,5 millions \$, soit une diminution de 1,4 million \$ par rapport à l'exercice 2019. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, notre marge brute sur les autres revenus a diminué d'environ 5,0 millions \$ pour l'exercice 2020. Cette baisse est principalement due à une demande plus faible des autres produits de carburants, ainsi qu'à la cession de nos activités de vente de carburant pour le secteur maritime en décembre 2018, qui a eu une incidence d'environ 9,0 millions \$ sur l'exercice 2019.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« frais d'exploitation »)

Au cours de l'exercice 2020, les coûts d'exploitation ont diminué de 6,3 % par rapport à l'exercice 2019. En excluant la diminution de la dépense de loyer à la suite de la transition à IFRS 16 ainsi que certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, les coûts d'exploitation ont augmenté de 2,5 %.

	Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020
Variation totale, telle que publiée	(6,3 %)
Ajustements :	
Diminution de la dépense de loyer à la suite de la transition à IFRS 16	6,5 %
Diminution générée par l'effet net de la conversion de devises	1,2 %
Diminution des coûts d'exploitation de CAPL	0,6 %
Diminution des dépenses liées à des règlements et à des ajustements de provisions pour des éléments spécifiques constatés dans les résultats de l'exercice 2019 ⁽¹⁾	0,4 %
Paiement compensatoire à CAPL pour la cession d'actifs constaté dans les résultats de l'exercice 2019	0,2 %
Augmentation provenant des coûts d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(0,1 %)
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2020	(0,1 %)
Cession des activités de vente de carburant pour le secteur maritime	0,1 %
Variation restante	2,5 %

(1) Au cours de l'exercice 2019, nous avons réglé diverses réclamations et ajusté nos provisions en lien avec des événements spécifiques de l'exercice, ce qui a eu une incidence négative de 24,2 millions \$ sur notre bénéfice avant impôts.

La croissance des dépenses découle, entre autres, des dépenses liées à la COVID-19, de l'inflation normale, des coûts de main-d'œuvre plus élevés en raison de la hausse du salaire minimum dans certaines régions et des investissements supplémentaires dans nos magasins pour soutenir nos initiatives stratégiques. Les dépenses liées à la COVID-19 incluent, sans s'y limiter, une prime salariale d'urgence de 2,50 \$ l'heure pour tous les employés rémunérés à taux horaire dans les magasins et les centres de distribution en Amérique du Nord, l'installation de séparateurs en plexiglas et d'autres outils de distanciation sociale dans nos magasins, les frais liés à la désinfection et au nettoyage, ainsi que les masques et gants pour nos employés. Nous continuons de favoriser un contrôle strict des coûts dans l'ensemble de notre organisation, tout en maintenant la qualité du service que nous offrons à nos clients. En excluant la conversion de nos magasins Esso du modèle d'agent au modèle corporatif, la variation restante aurait été de 2,2 %.

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (« BAIIA¹ ») et BAIIA ajusté¹

Au cours de l'exercice 2020, le BAIIA a augmenté, passant de 3,6 milliards \$ à 4,5 milliards \$, soit une hausse de 26,3 % comparativement à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté pour l'exercice 2020 a augmenté de 461,4 millions \$, ou 11,8 %, comparativement à l'exercice précédent, en raison essentiellement des marges de carburant plus élevées aux États-Unis et en Europe, ainsi qu'à la croissance organique dans nos activités d'accommodation, partiellement contrebalancées par l'incidence négative de la COVID-19 sur l'achalandage. La fluctuation des taux de change a eu un impact négatif net d'environ 23,0 millions \$.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à ces mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour l'exercice 2020, notre dépense d'amortissement a augmenté de 266,1 millions \$ comparativement à l'exercice 2019. En excluant les résultats de CAPL, la perte de valeur de 55,0 millions \$ sur le goodwill de CAPL enregistrée au premier trimestre de l'exercice 2019, de même que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la dépense d'amortissement a augmenté d'environ 368,0 millions \$ pour l'exercice 2020. Cette augmentation est attribuable à la dépense d'amortissement additionnelle liée aux actifs au titre de droits d'utilisation découlant de l'adoption d'IFRS 16, dont l'incidence approximative s'est chiffrée à 356,0 millions \$.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets de l'exercice 2020 se sont chiffrés à 284,5 millions \$, soit une diminution de 35,6 millions \$ comparativement à l'exercice 2019. En excluant les éléments présentés dans le tableau ci-dessous, les frais financiers nets ont diminué de 65,7 millions \$ pour l'exercice 2020, en raison principalement du solde moyen de notre dette à long terme moins élevé suite aux remboursements effectués et du coût moyen moins élevé de cette dernière.

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées le	
	26 avril 2020	28 avril 2019
Frais financiers nets, tel que publié	284,5	320,1
Ajustements :		
Gain de change net	33,5	5,3
Frais financiers de CAPL	(25,6)	(29,3)
Incidence estimative pro forma de la transition à IFRS 16	—	62,0
Frais financiers nets excluant les ajustements ci-dessus	292,4	358,1

Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice 2020, le taux d'imposition s'est établi à 18,8 % comparativement à 16,9 % pour l'exercice 2019. Le taux d'imposition de l'exercice 2020 inclut un avantage fiscal de 33,6 millions \$ découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés suite à la cession de nos intérêts dans CAPL et d'une portion de nos opérations américaines de vente en gros de carburant pour le transport routier. En excluant cet ajustement, ainsi que les impacts des deux premières transactions de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018, le taux d'imposition aurait été de 19,9 % pour l'exercice 2020, une augmentation comparativement à l'exercice 2019, découlant d'une composition différente de nos bénéfices à travers les diverses juridictions dans lesquelles nous exerçons nos activités.

	Périodes de 52 semaines terminées le	
	26 avril 2020	28 avril 2019
Taux d'imposition, tel que publié	18,8 %	16,9 %
Ajustements :		
Avantage fiscal découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés	1,2 %	—
Incidence fiscale découlant des transactions d'échange d'actifs avec CAPL	(0,1 %)	—
Avantage fiscal découlant de la baisse du taux d'imposition statutaire en Suède	—	0,3 %
Taux d'imposition excluant les ajustements ci-dessus	19,9 %	17,2 %

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ») et bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ajusté¹ »)

Le bénéfice net de l'exercice 2020 s'est chiffré à 2,4 milliards \$, comparativement à 1,8 milliard \$ pour l'exercice 2019, soit une augmentation de 519,7 millions \$, ou 28,3 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,09 \$, comparativement à 1,62 \$ pour l'exercice précédent. La conversion en dollars américains des revenus et dépenses de nos opérations canadiennes et européennes a eu un effet négatif net d'approximativement 11,0 millions \$ sur notre bénéfice net pour l'exercice 2020.

Le bénéfice net ajusté pour l'exercice 2020 aurait été d'approximativement 2,2 milliards \$, comparativement à 1,8 milliard \$ pour l'exercice 2019, soit une hausse de 370,0 millions \$, ou 20,0 %. Le bénéfice net ajusté par action sur une base diluée aurait été de 1,97 \$ pour l'exercice 2020, comparativement à 1,63 \$ pour l'exercice 2019, soit une augmentation de 20,9 %.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS.

Résultats de CAPL

Pour l'exercice 2020, les résultats de CAPL ont été affectés par le fait que l'exercice 2020 comportait 8 mois d'activités comparativement à 12 mois pour l'exercice 2019. Le 19 novembre 2019, nous avons cédé nos intérêts dans CAPL.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous maintenons un système de contrôles internes à l'égard de l'information financière conçu pour protéger les actifs et assurer la fiabilité de l'information financière de la société. Nous maintenons également un système de contrôles et de procédures sur la communication de l'information conçu pour assurer, à tous égards importants, la fiabilité, l'intégralité et la présentation en temps opportun de l'information communiquée dans le présent rapport de gestion et dans tout autre document public. Les contrôles et procédures sur la communication de l'information visent à faire en sorte que l'information que nous devons communiquer dans les rapports déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières soit enregistrée et/ou divulguée en temps opportun, comme l'exige la loi, et soit rassemblée et communiquée à la direction de notre société, y compris à notre président et chef de la direction et à notre chef de la direction financière, comme il convient, pour permettre la prise de décisions rapides concernant l'information à divulguer. En date du 25 avril 2021, notre direction, suite à son évaluation, certifie l'efficacité de la conception et le fonctionnement des contrôles et des procédures de divulgation.

Nous évaluons continuellement l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière et leur apportons des améliorations au besoin. Au 25 avril 2021, notre direction et nos auditeurs externes ont produit des rapports certifiant l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Principes et estimations comptables essentiels

Estimations. Le présent rapport de gestion repose sur les états financiers consolidés de la société, qui ont été établis selon les IFRS. Ces normes requièrent que la société fasse certaines estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires. La société analyse de façon continue ces estimations à la lumière de l'information disponible. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements et estimations comptables les plus importants que la société a établis aux fins de la préparation des états financiers consolidés sont présentés avec les conventions pertinentes, le cas échéant, et concernent principalement les sujets suivants : les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur les bénéfices, les provisions, les pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, les durées des contrats de location et les regroupements d'entreprises, y compris, mais sans s'y limiter, l'évaluation des immobilisations incorporelles acquises

Au 25 avril 2021, la société a effectué une évaluation de l'impact des incertitudes entourant la pandémie de COVID-19 sur la valeur comptable de ses actifs et passifs. Cette évaluation, qui a nécessité l'utilisation de jugements et d'estimations importants, n'a eu aucune incidence matérielle sur les états financiers consolidés de la société pour l'exercice terminé le 25 avril 2021. Alors que la société continue de surveiller de près la situation de la COVID-19 dans les différentes juridictions où elle opère, sa durée et son plein effet financier sont inconnus et, par conséquent, les estimations de l'étendue à laquelle celle-ci pourrait matériellement et défavorablement impacter la société sont soumises à des incertitudes.

Stocks. Nos stocks se composent principalement de produits destinés à la revente, notamment de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de produits frais, de bières et vin, d'articles d'épicerie, de friandises, de grignotines, de boissons diverses et de carburant pour le transport routier. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen. Certains jugements et certaines estimations de la direction servant à déterminer les marges brutes pourraient avoir une incidence sur l'évaluation des stocks de clôture et les résultats d'exploitation.

Perte de valeur d'actifs à long terme. Les immobilisations incorporelles sont soumises à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif. Dans le cas où la valeur comptable des actifs excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée. La variabilité de ces facteurs dépend d'un certain nombre de conditions, y compris l'incertitude au sujet d'événements futurs. Ces facteurs pourraient inciter la société à conclure que des indices de perte de valeur existent effectivement et que des tests de perte de valeur devraient être effectués, ce qui pourrait amener à conclure à une perte de valeur de certains actifs à long terme et à la constatation d'une perte de valeur.

Goodwill et immobilisations incorporelles. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de perte de valeur annuellement ou plus fréquemment si des événements ou changements de circonstances indiquent qu'ils pourraient avoir subi une perte de valeur. Cette évaluation requiert que la direction utilise des estimations et des hypothèses afin d'établir la juste valeur de ses unités d'exploitation et de ses immobilisations incorporelles. Si ces estimations et hypothèses s'avéraient inexactes, la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles pourrait être surévaluée. Le test de perte de valeur annuel est effectué au premier trimestre de chaque exercice.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent principalement aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs souterrains de carburant et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, la durée restante des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir de carburant est installé, un passif actualisé est comptabilisé à la valeur actuelle de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial à comptabiliser, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

Coûts environnementaux. La société constate une provision pour les frais estimatifs futurs de réhabilitation de sites afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état de la contamination des sites, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Dans la plupart des États américains où la société exerce ses activités, à l'exception de l'Alaska, de la Californie, de la Floride, de l'Iowa, du Maryland, de New York, de l'Oregon, du Texas, de Washington, de la Virginie-Occidentale et du Wisconsin, la société a recours à un fonds en fiducie pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux exploitants d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs de carburant et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. La société paie les frais d'enregistrement annuel et remet les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Impôts sur le résultat. La charge d'impôts constatée dans les résultats correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AERG ») ou directement dans les capitaux propres.

La société utilise l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers consolidés, selon le cas, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

En ce qui a trait aux participations dans les filiales et les coentreprises, les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables, sauf si la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que celle-ci ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que celle-ci se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsque la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur les bénéfices prélevés par la même autorité fiscale et que la société a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

La société est assujettie à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions et il pourrait y avoir certaines positions où la détermination de l'impôt est incertaine. La société comptabilise des provisions pour positions fiscales incertaines sur la base

des montants qui devraient être payés aux autorités fiscales en lien avec les positions fiscales incertaines lorsqu'il n'est pas jugé probable que l'autorité fiscale acceptera la position de la société. Lorsque le résultat final de ces questions est différent des montants comptabilisés initialement, ces différences ont une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette différence est déterminée.

Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Aux États-Unis et en Irlande, la société a recours à l'autoassurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Le coût ultime attendu actualisé de réclamations engagées à la date du bilan consolidé est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Norme comptable adoptée durant l'exercice en cours

Définition d'une entreprise

Le 27 avril 2020, la société a adopté les modifications aux directives d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, qui modifient la définition d'une entreprise. Ces modifications introduisent un test de concentration facultatif qui, s'il est positif, mène à la conclusion que l'ensemble d'actifs acquis ne constitue pas une entreprise, et qu'aucune autre appréciation n'est nécessaire. Pour être considérée comme une entreprise, une acquisition doit inclure une entrée et un processus substantiel qui, ensemble, contribuent de manière importante à la capacité de créer des sorties. Également, il n'est plus nécessaire d'évaluer si des intervenants du marché sont en mesure de remplacer les éléments manquants ou d'intégrer les activités et les actifs acquis. La société a appliqué ces modifications aux regroupements d'entreprises et aux acquisitions d'actifs pour lesquels la date d'acquisition se situait le ou après le 27 avril 2020.

Facteurs de risque

Le contrôle et l'amélioration des opérations sont des préoccupations constantes pour nous. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants. Nous avons identifié et évalué les principaux risques d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte de nos objectifs et du rendement qui en découle.

Nous gérons les risques de façon continue et mettons en place de nombreuses mesures, dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux qui sont mentionnés dans la présente section et d'en amoindrir les impacts financiers.

Pandémie, épidémie ou éclosion d'une maladie infectieuse. Le déclenchement généralisé d'une maladie, y compris la pandémie de COVID-19 ou de toute autre maladie transmissible, ou toute autre crise de santé publique, pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière. Les impacts économiques ou tout autre changement provoqué par une telle éclosion, que ceux-ci soient volontaires ou imposés par une autorité gouvernementale ou autre, pourraient avoir un impact significatif sur les résultats financiers et peuvent inclure des fermetures temporaires d'installations, des pénuries, des perturbations temporaires ou à long terme de main-d'œuvre, des impacts temporaires ou à long terme sur les chaînes d'approvisionnement et les canaux de distributions, des restrictions temporaires ou à long terme sur le commerce et les voyages transfrontaliers, une plus grande volatilité des devises et des risques accrus pour les systèmes informatiques, les réseaux et services numériques.

Des conditions économiques incertaines résultant d'une pandémie, d'une épidémie ou de l'éclosion d'une maladie infectieuse pourraient, à court ou à long terme, avoir une incidence défavorable sur les activités et la performance de notre société et de chacun de nos secteurs opérationnels. Celles-ci pourraient inclure la perte de confiance des consommateurs et des achats s'y rattachant, une plus grande volatilité des devises, des conséquences sur la situation financière de nos clients, fournisseurs et autres parties.

Conjoncture économique. Notre chiffre d'affaires pourrait souffrir des fluctuations des variables économiques mondiales, nationales, régionales et/ou locales et de la confiance des consommateurs. L'évolution de la conjoncture économique pourrait avoir une incidence négative sur les habitudes de consommation, les déplacements et le tourisme dans certaines de nos zones de marché.

Changements dans le comportement de la clientèle. Dans le secteur du carburant pour le transport routier et des activités d'accompagnement, l'achalandage est généralement déterminé par les préférences des consommateurs et les tendances en matière de dépenses de consommation, les taux de croissance du trafic routier et les tendances de consommation dans le secteur des déplacements et du tourisme. Une baisse de la clientèle potentielle dans nos stations-service et dans nos magasins d'accompagnement en raison de changements dans les préférences des consommateurs, dans les dépenses discrétionnaires des consommateurs ou dans les modes de transport pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Notre succès continu dépend de notre capacité à rester à l'affût des besoins et préférences des consommateurs quant aux façons de faire des affaires avec nous, en particulier en ce qui concerne l'engagement numérique, les transactions sans contact et les plates-formes de commande et de livraison non traditionnelles. Nous travaillons continuellement pour développer, produire et commercialiser de nouveaux produits et affiner notre approche quant à la manière et à l'endroit où nous commercialisons, vendons et livrons nos produits. Si nous ne sommes pas en mesure d'anticiper et de répondre aux défis soudains auxquels nous pourrions être confrontés sur le marché, aux tendances du marché pour nos produits et à l'évolution des demandes des consommateurs, cela pourrait avoir un effet défavorable important sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Changements climatiques. Les développements en matière de changements climatiques et les impacts climatiques et environnementaux des gaz à effet de serre pourraient entraîner une diminution de la demande pour un de nos produits les plus importants, soit le carburant à base de pétrole. La perception péjorative de ce produit, en relation avec les impacts environnementaux, et le *mouvement vert* pourraient affecter négativement nos ventes et notre habileté à commercialiser ce produit. De nouvelles technologies incitant le public à se prévaloir de sources de transport qui ne dépendent pas d'hydrocarbures pourraient nourrir une perception négative envers les hydrocarbures, ce qui affecterait l'attitude du public par rapport à notre carburant, et pourrait donc potentiellement affecter défavorablement notre entreprise, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. De plus, de nouvelles technologies visant à améliorer le rendement énergétique, ou encore des mandats gouvernementaux visant à atteindre un meilleur rendement énergétique pourraient voir décroître la demande pour les hydrocarbures, ce qui pourrait nuire à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Notre entreprise peut également être touchée par les lois et les règlements sur les changements climatiques et le rôle qu'y jouent la combustion des carburants fossiles et les émissions de carbone qui en résultent. Certains territoires où nous exerçons nos activités ont adopté des mesures visant à limiter les émissions de carbone, mesures qui augmentent le coût des carburants à base de pétrole et qui peuvent avoir un effet négatif sur la demande de carburant pour le transport routier. Par ailleurs, l'adoption d'autres mesures de protection de l'environnement qui touchent la chaîne d'approvisionnement du pétrole, comme des exigences plus rigoureuses quant à l'exploration, au forage et au transport du pétrole brut ainsi qu'au raffinage et au transport des produits à base de pétrole, peut aussi augmenter le coût du carburant à base de pétrole et avoir des effets semblables sur la demande de carburant pour le transport routier. L'impact de ces changements, individuels ou combinés, pourrait nuire à nos ventes de carburant pour le transport routier et à la marge brute associée.

Carburant pour le transport routier. Nos résultats sont sensibles à l'évolution du prix et de la marge brute sur le carburant pour le transport routier. Des facteurs hors de notre contrôle, tels que les changements des conditions d'approvisionnement dictés par le marché, les fluctuations du coût du carburant pour le transport routier, liées notamment à la conjoncture politique et économique générale, ainsi que la capacité limitée du marché à absorber les fluctuations du prix du carburant, sont des facteurs susceptibles de faire varier les prix de vente du carburant pour le transport routier ainsi que la marge brute afférente. Ainsi, au cours de l'exercice 2021, les ventes de carburant pour le transport routier ont représenté environ 64,3 % de notre chiffre d'affaires total, mais notre marge brute sur le carburant pour le transport routier ne représentait qu'environ 45,5 % de notre marge brute totale.

Produits du tabac. Les ventes de produits du tabac constituent la principale catégorie de nos revenus tirés des marchandises et des services. Pour l'exercice 2021, les produits du tabac représentaient environ 39,0 % et 21,0 % du chiffre d'affaires et de la marge brute provenant des marchandises et des services, respectivement. Des augmentations importantes du prix de gros des cigarettes, des hausses ou des changements structurels importants en matière de taxes sur les produits du tabac, le durcissement législatif et les campagnes dissuasives ou de prévention de l'usage du tabac, nationales et locales, actuelles ou futures, de même que la concurrence du commerce illicite et l'arrivée de produits alternatifs au tabac pourraient réduire la demande de produits du tabac et, par conséquent, notre chiffre d'affaires et notre bénéfice en raison de la concurrence dans nos marchés et de la sensibilité des consommateurs au prix de ces produits.

Information sensible et protection des données. Dans le cours normal de nos activités en tant que détaillant de carburant et de marchandises, nous recevons un nombre important de données personnelles de nos consommateurs ainsi que d'autres informations de nature délicate concernant nos employés, nos partenaires d'affaires et nos fournisseurs. Bien que nous ayons considérablement investi dans la protection de l'information, et bien que nous maintenons ce que nous croyons être des contrôles sécuritaires envers les données que nous recevons de chaque consommateur, employé ou vendeur identifiable, une faille ou une panne de système pourrait provoquer des fuites de données sur ces personnes, ou toute autre information sensible, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre réputation, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. De telles brèches ou pannes pourraient également entraîner une augmentation des dépenses allouées à la protection contre de tels risques. Un manquement important de notre part quant à nos obligations réglementaires de protection des informations sensibles et de la vie privée de nos consommateurs, employés et autres, pourrait nous voir soumis à une amende ou à toute autre sanction ou poursuite.

Exigences législatives et réglementaires. Nos activités sont assujetties à un grand nombre de règlements, dont les règlements relatifs à la vente et l'étiquetage d'alcool, de produits du tabac ou contenant de la nicotine et de produits contenant du cannabidiol (CBD) via un magasin sous licence, à de nombreuses exigences sur la salubrité des aliments, l'emballage, la sécurité et la qualité des produits alimentaires, sur les produits de loterie et produits connexes, aux lois et réglementations sur les produits soumis à une limite d'âge, les lois sur le salaire minimum, les heures supplémentaires et autres lois et réglementations sur le travail, les lois sur la confidentialité des données, les lois sur les valeurs mobilières, les lois et réglementations fiscales et les normes d'autorégulation, y compris les normes de sécurité des données de l'industrie des cartes de paiement. De plus, comme il en est discuté à la rubrique « Lois et règlements environnementaux », les activités de nos magasins d'accommodation sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements en matière environnementale.

Nous engageons actuellement d'importants coûts d'exploitation et d'importantes dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et les règlements actuels, notamment ceux afférents à la santé, à la sécurité, à l'environnement et ceux applicables à nos activités. En outre, les lois et les règlements applicables à nos activités peuvent changer et il est en effet prévu que, compte tenu de la nature de nos activités, nous continuerons à être soumis à des lois et des règlements de plus en plus rigoureux, notamment en matière de santé, de sécurité et d'environnement, ce qui pourrait entraîner une augmentation de nos frais d'exploitation au-delà des niveaux actuellement prévus et nécessiter à l'avenir d'importantes dépenses en immobilisations et autres. En conséquence, rien ne garantit que les lois et les règlements futurs ou des modifications de ceux-ci, ou des changements par rapport à leur interprétation actuelle, n'entraîneront pas d'effet significatif sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Si nous ne parvenons pas à nous conformer aux lois et aux règlements ou aux restrictions ou autres conditions imposées par nos permis, ou si nous ne parvenons pas à obtenir les permis ou les enregistrements nécessaires ou à les prolonger ou à les renouveler à leur échéance, nous pourrions notamment être soumis à des sanctions civiles et pénales et, dans certaines circonstances, nous voir suspendre temporairement ou de façon permanente une partie de nos activités. En outre, si nous ou nos partenaires commerciaux ne respectons pas les *Normes de sécurité de l'industrie des cartes de paiement* ou ne protégeons pas de manière adéquate les informations sensibles de nos clients, nous pourrions être soumis à des amendes ou à des limitations à notre capacité à accepter les cartes de crédit ou de débit, ce qui pourrait nuire à notre chiffre d'affaires, nos résultats opérationnels, notre marque et notre réputation.

De plus, nous vendons des produits contenant du cannabidiol (CBD) qui est un dérivé du chanvre. La *loi américaine sur l'amélioration de l'agriculture de 2018* (également connue sous le nom de « *Farm Bill* » de 2018) a adopté un certain nombre de modifications du statut juridique du chanvre et des produits contenant du CBD dérivé du chanvre, y compris la suppression de la liste statutaire des substances contrôlées. Cependant, la mise en œuvre du *Farm Bill* de 2018 est en cours et il existe encore une incertitude importante concernant le statut juridique des produits contenant du CBD en vertu de la législation américaine. La FDA réglemente les produits alimentaires humains et animaux et les compléments alimentaires contenant du CBD et a déclaré qu'elle interprète la *loi fédérale sur les aliments, les médicaments et les cosmétiques de 1938*, telle que modifiée, pour interdire la vente de ces produits contenant du CBD. La FDA envisage de modifier le cadre réglementaire pertinent pour autoriser certains produits contenant du CBD, mais à moins que de tels changements ne soient adoptés, la FDA et d'autres autorités réglementaires pourraient prendre des mesures coercitives pour empêcher la commercialisation de produits contenant du CBD, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur notre entreprise, notre réputation, notre situation financière et nos résultats d'exploitation ou nous obliger à interrompre complètement la vente de certains produits.

Il existe un risque que notre interprétation de la législation américaine soit inexacte ou qu'elle soit contestée avec succès par les autorités fédérales ou étatiques américaines. Une contestation réussie d'une telle position par un État américain ou une autorité fédérale pourrait avoir un impact négatif sur nos opérations et nos résultats, y compris en raison de sanctions civiles et pénales, de dommages-intérêts, d'amendes, de la réduction d'une partie de nos opérations ou de saisies d'actifs et le refus des demandes réglementaires, ainsi que notre réputation.

Lois et règlements environnementaux. Nos activités, particulièrement celles relatives à l'entreposage, au transport et à la vente de carburant, sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements en matière environnementale dans les pays où nous exerçons nos activités, y compris des lois et des règlements régissant la qualité du carburant, la pollution du sol, les émissions atmosphériques, les rejets de substances dans l'eau, la mise en œuvre d'objectifs concernant l'utilisation de certains biocombustibles ou de l'énergie renouvelable, la manipulation et l'élimination des substances dangereuses, l'utilisation de systèmes de réduction de vapeur pour récupérer la vapeur de carburant et la réhabilitation des sites contaminés. Les exigences environnementales, de même que l'interprétation et l'application de ces dernières, changent continuellement et ont tendance à devenir de plus en plus strictes avec le temps. En vertu des lois et des règlements fédéraux, provinciaux, étatiques ou municipaux, nous pouvons, à titre de propriétaire ou d'exploitant, être tenus responsables des coûts de nettoyage ou de décontamination de nos sites actuels ou antérieurs, que nous ayons été informés ou non de la contamination en question ou que nous en soyons responsables ou non. De plus, nous pourrions nous exposer à des frais de litige, des amendes et d'autres sanctions en raison de notre incapacité à respecter ces exigences.

Les différentes régions dans lesquelles nous exerçons nos activités prévoient des incitatifs fiscaux et d'autres subventions qui ont également rendu les secteurs des carburants renouvelables ainsi que des véhicules écoénergétiques et à propulsion alternative, plus concurrentiels qu'ils ne le seraient autrement, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Acquisitions. Les acquisitions ont été une partie importante de notre stratégie de croissance et devraient continuer de l'être. Notre capacité à identifier des occasions d'acquisitions stratégiques et à les réaliser à l'avenir pourrait être limitée par différents facteurs, notamment le nombre de possibilités d'acquisitions intéressantes et de vendeurs motivés, par l'étendue de l'utilisation à l'intérieur de nos ressources et, dans la mesure où cela est nécessaire, par notre capacité à obtenir les approbations réglementaires et du financement à des conditions satisfaisantes pour des acquisitions importantes, s'il y a lieu.

La réalisation des avantages et des synergies escomptés d'une acquisition dépendra en partie de la possibilité d'intégrer de façon efficiente et efficace les activités, les systèmes, la gestion et les cultures de notre société et de l'entreprise acquise ainsi que de la réalisation des avantages que nous comptions tirer des bases ou des sources présumées de synergies. Nous pourrions ne pas être en mesure d'obtenir les synergies et les économies de coûts prévues d'une acquisition pour de nombreuses raisons, telles que les contraintes contractuelles, une incapacité à profiter des économies synergiques attendues et de l'augmentation des efficiencies opérationnelles prévues, la perte d'employés clés ou des changements dans les lois et les règlements fiscaux. Le processus d'acquisition et d'intégration d'une entreprise peut entraîner des frais d'exploitation plus élevés que prévus, des radiations ou charges de restructuration non récurrentes importantes, la perte de la clientèle et des perturbations de l'exploitation (telles que des difficultés à maintenir les relations avec les employés, les clients ou les fournisseurs). Le défaut de réussir à intégrer une entreprise acquise peut avoir un effet défavorable important sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Bien que nous effectuions une enquête diligente sur les entreprises ou les actifs que nous acquérons, il se peut que des passifs ou des dépenses liées aux entreprises ou aux actifs acquis nous échappent lors de notre enquête diligente et que nous en soyons tenus responsables, en tant que propriétaire successeur. La découverte de dettes ou d'obligations importantes liées à une acquisition peut entraîner d'importantes conséquences néfastes tant sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Systèmes de technologies de l'information. Nous dépendons de systèmes de technologies de l'information (« systèmes TI ») pour la gestion de nombreux aspects de nos transactions d'affaires et pour l'acheminement de renseignements exhaustifs et fiables à la direction. Ces systèmes TI sont une composante essentielle de notre entreprise et de nos stratégies de croissance. Ainsi, une importante perturbation dans nos systèmes TI, ou la désuétude de ces derniers, pourraient limiter notre capacité à gérer et à exploiter notre entreprise de manière efficace. Ces systèmes sont notamment sensibles aux dommages et à l'interruption par suite d'une panne de courant, aux désastres naturels, aux pannes informatiques ou de réseaux, à la perte de services de télécommunications, à la perte physique ou électronique de données, aux brèches de sécurité, aux cyberattaques, aux virus informatiques ainsi qu'aux lois et règlements qui nécessitent des améliorations obligatoires devant être faites dans un certain laps de temps et auxquelles nous ne pourrions pas nécessairement nous conformer. N'importe laquelle de ces perturbations pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre positionnement concurrentiel et/ou notre réputation et pourrait mener à des réclamations qui seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur notre profitabilité.

Concurrence. Les industries et les zones géographiques dans lesquelles nous exerçons nos activités sont très concurrentielles et marquées par des fluctuations constantes du nombre et du type de détaillants qui offrent les mêmes produits et services que nos magasins. Nous sommes en concurrence avec les autres chaînes de magasins d'accommodation, les magasins d'accommodation indépendants, les exploitants de stations-service, les petits et gros détaillants en alimentation, les entreprises de restauration rapide, les pharmacies locales, les chaînes de pharmacies et les magasins à un dollar. Rien ne garantit que nous serons en mesure de rivaliser avec succès avec nos concurrents. Notre entreprise pourrait également souffrir si nous ne maintenons pas notre capacité à répondre aux exigences des clients en matière de prix, de qualité et de service à la clientèle.

Recrutement et rétention d'employés. Nous sommes tributaires de notre capacité à attirer et à retenir les employés clés ainsi qu'une équipe de direction solide. Si, pour une raison ou une autre, nous ne parvenons pas à attirer et à fidéliser suffisamment de gens compétents, nos activités, nos résultats financiers et notre capacité à atteindre nos objectifs stratégiques pourraient en souffrir.

Modes de paiements électroniques. Nous sommes exposés à des fluctuations considérables des frais afférents aux modes de paiements électroniques résultant de variations importantes des prix de détail du carburant pour le transport routier, puisque les frais afférents aux modes de paiements électroniques sont basés en grande partie sur un pourcentage du prix de détail du carburant. Pour l'exercice 2021, une variation de 10,0 % des frais afférents aux modes de paiements électroniques aurait eu un impact d'environ 0,04 \$ sur le bénéfice net par action sur une base diluée.

Lois et passifs fiscaux. Nous sommes assujettis à des obligations fiscales importantes dans de nombreux territoires, notamment les impôts directs et indirects, les retenues salariales, les impôts de franchises, les retenues d'impôts étrangers et les taxes foncières. L'adoption de nouveaux règlements et lois régissant l'impôt ou la modification de ceux déjà en vigueur nécessite du jugement et pourrait entraîner une hausse de la charge d'impôts ou de l'assujettissement à l'impôt, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie. En outre, de nombreuses obligations fiscales font l'objet de vérifications périodiques par les différentes administrations fiscales, ce qui peut donner lieu à des pénalités et des paiements d'intérêts.

Dépendance à l'égard de fournisseurs tiers. Nos activités de vente de carburant dépendent de l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés auprès d'un nombre relativement limité de fournisseurs et d'un réseau de distribution desservi principalement par des camions-citernes appartenant à des tiers. Tout événement causant des perturbations sur l'une des chaînes d'approvisionnement de nos fournisseurs pourrait avoir un impact significatif sur notre capacité à recevoir des produits pétroliers raffinés destinés à la revente et pourrait donner lieu à une augmentation du coût de ces produits.

Poursuites. Dans le cours normal des affaires, nous sommes partie défenderesse dans un certain nombre de procédures judiciaires et de réclamations habituelles pour une entreprise dans notre secteur d'activités. Une issue défavorable dans de telles procédures pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation. En effet, l'industrie des magasins d'accès, et autres commerces du secteur alimentaire, peuvent être lourdement affectés par des poursuites ou des plaintes de consommateurs ou d'agences gouvernementales quant à la qualité des produits alimentaires, maladies ou autres problématiques opérationnelles touchant la santé ou l'environnement provenant d'une ou plusieurs locations. Le manque d'expérience au sein de nos employés en ce qui a trait à la salubrité alimentaire augmente le risque de maladie alimentaire, ce qui peut mener à des poursuites et donc entacher notre réputation. La publicité négative résultant de poursuites de cette nature, que les allégations soient véridiques ou non, pourrait décourager les consommateurs de s'approvisionner en carburant, en marchandises ou en produits alimentaires à l'un ou plusieurs de nos magasins d'accès. Nous pourrions finalement nous voir imposer d'importantes obligations en cas de décisions défavorables à ce sujet. Par ailleurs, même si l'issue des poursuites était favorable, des frais de litige importants pourraient détourner temps et argent de nos opérations, ce qui pourrait affecter notre performance et notre capacité à continuer d'exploiter nos magasins.

Image de marque et réputation. Nos marques de commerce et nos autres droits de propriété intellectuelle sont importants au positionnement concurrentiel de la société et nous tirons parti d'une image de marque bien établie. Si la société ne parvient pas à protéger ses droits de propriété intellectuelle, ou si un tiers remporte un recours revendiquant des droits sur notre propriété intellectuelle, la marque pourrait perdre en valeur, semant la confusion chez les consommateurs et nuisant à nos activités et à nos résultats financiers. L'incapacité de maintenir la sécurité et la qualité des produits pourrait nuire à notre image de marque et à notre réputation, en plus de mener à des demandes d'indemnités (y compris des recours collectifs), des enquêtes par les organismes gouvernementaux et des dommages.

Caractère saisonnier et catastrophes naturelles. Les conditions météorologiques peuvent avoir une incidence sur notre chiffre d'affaires. En effet, les habitudes de consommation enregistrées par le passé démontrent que nos clients augmentent leurs achats et se procurent des articles offrant une marge brute plus importante lorsque les conditions météorologiques sont favorables. Nous exerçons des activités dans les régions du Sud-Est et de la Côte Ouest des États-Unis et, même si ces régions sont généralement reconnues pour leur climat tempéré, elles sont susceptibles de subir des tempêtes violentes, des ouragans, des tremblements de terre et d'autres catastrophes naturelles.

Dangers et risques associés au carburant. Nos activités nous exposent à certains risques, en particulier dans nos terminaux et autres installations d'entreposage, où de grandes quantités de carburant sont entreposées, et dans nos stations-service. Ces risques comprennent les défaillances de l'équipement, les accidents du travail, les incendies, les explosions, les émissions de vapeur, les déversements et les fuites dans les installations d'entreposage ou en cours de transport à destination ou encore en provenance de nos terminaux et/ou de ceux de tiers, des stations-service ou d'autres sites. Nous sommes également exposés à des risques d'accidents des camions-citernes utilisés dans notre système de distribution de carburant. Ces types de risques et d'accidents peuvent causer des blessures ou des décès, des interruptions d'activités et/ou la contamination de biens, d'équipements et de l'environnement ainsi que des dommages à des biens, des équipements ou à l'environnement. De plus, nous pourrions faire l'objet de poursuites, de demandes d'indemnisation, d'amendes ou de sanctions gouvernementales ou engager d'autres obligations ou pertes par rapport à ces incidents et accidents et engager des coûts importants en conséquence. Ces incidents et ces accidents peuvent également toucher notre réputation ou nos marques, conduisant ainsi à une baisse des ventes de nos produits et services et peuvent nuire à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Endettement. À l'heure actuelle, nous avons 6,3 milliards \$ d'obligations à un taux moyen de 3,268 % arrivant à échéance au plus tard le 25 janvier 2050. Ce niveau d'endettement pourrait avoir d'importantes conséquences, comme l'affectation d'une partie des flux de trésorerie de nos activités au remboursement des intérêts sur les dettes et au paiement d'autres obligations financières, les rendant ainsi non disponibles à d'autres fins, ce qui pourrait limiter la capacité de la société à obtenir du financement supplémentaire. Les conventions de crédit comportent des clauses restrictives qui pourraient limiter notre capacité à consentir, prendre en charge ou permettre l'existence d'autres dettes, garanties ou charges. Elles obligent

également la société à se conformer à certains tests de ratio de couverture qui peuvent empêcher la société de poursuivre des occasions d'affaires particulières ou d'initier certaines démarches.

Taux de change. La monnaie fonctionnelle de notre société mère est le dollar canadien. Ainsi, nos investissements dans nos activités américaines et européennes sont exposés aux variations nettes des taux de change. Si ces variations se produisaient, le montant de notre investissement net dans nos activités américaines et européennes pourrait augmenter ou diminuer. Nous utilisons à l'occasion des swaps de devises pour couvrir une partie de ce risque.

Nous sommes aussi exposés au risque de change lié à notre trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives, notre dette à long terme libellée en dollars américains, à nos billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros et aux swaps de taux d'intérêt multidevises, dont une portion est désignée comme couverture d'investissement net dans nos opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation, une partie de ces impacts est compensée par la conversion des états financiers consolidés libellés en dollars canadiens vers le dollar américain. Au 25 avril 2021, en ce qui concerne la dette à long terme libellée en dollars américains, en couronnes norvégiennes et en euros ainsi que les swaps de taux d'intérêt multidevises qui sont désignés comme instruments de couverture de l'investissement net dans nos opérations étrangères, une variation dans ces devises serait contrebalancée par des montants équivalents des investissements nets couverts aux Autres éléments du résultat global. En ce qui concerne la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives, au 25 avril 2021 et avec toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % des diverses devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives aurait eu un impact net de 108,5 millions \$ sur le Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, lequel serait partiellement contrebalancé par un impact net de 90,0 millions \$ provenant de la portion de nos dettes à long terme libellées en dollars américains non désignée comme instruments de couverture de l'investissement net dans nos opérations étrangères.

Nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation. Ainsi, l'évolution des taux de change pourrait augmenter ou diminuer significativement nos actifs nets libellés en devises à la consolidation, ce qui ferait augmenter ou diminuer, selon le cas, l'avoir des actionnaires. En outre, les variations des taux de change auront une incidence sur la conversion des revenus et des charges liés à nos opérations canadiennes et européennes et se traduiront par un bénéfice net inférieur ou supérieur à celui qui aurait été constaté autrement.

Outre les risques de conversion des devises, nous courons un risque lié aux transactions en devises, chaque fois que l'une de nos filiales conclut un contrat avec un client ou un fournisseur libellé en une monnaie différente de sa monnaie fonctionnelle. Compte tenu de la volatilité des taux de change, nous pourrions ne pas être en mesure de gérer efficacement notre risque lié aux transactions en devises et/ou nos risques de conversion, et cette volatilité pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Risque de crédit. Nous sommes exposés au risque de crédit provenant de dépôts indexés liés aux unités d'actions et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur ouverte nous est favorable. En conformité avec notre politique de gestion des risques, afin de réduire ce risque, nous avons conclu ces instruments financiers avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible.

Dans certains marchés européens, les clients peuvent régler leurs achats effectués dans nos différents points de vente ou chez tout autre marchand par l'utilisation d'une carte de crédit Circle K / MasterCard. Nous avons conclu des accords en vertu desquels les risques et avantages liés aux cartes de crédit, tels que les revenus d'honoraires, les frais d'administration et les pertes de crédit, sont partagés entre nous et les banques émettrices. À la lumière d'évaluations de crédit précises ainsi que d'une surveillance continue des soldes, nous estimons que les créances ne représentent pas un risque significatif.

Taux d'intérêt. Nous sommes exposés aux fluctuations des taux d'intérêt associés aux variations de taux d'intérêt à court terme. Les emprunts en vertu de nos facilités de crédit portent intérêts à des taux variables et d'autres dettes que nous pouvons contracter pourraient également porter intérêts à des taux variables. En date du 25 avril 2021, notre dette à taux variable était non significative ce qui limite notre risque de taux d'intérêt. Si les taux d'intérêt sur le marché augmentaient, la dette à taux variable entraînerait une augmentation de nos obligations au titre du service de la dette, ce qui pourrait nuire à nos flux de trésorerie. Nous n'utilisons actuellement pas d'instruments dérivés pour mitiger ce risque. Nous pourrions aussi être exposés au risque de variation des flux de trésorerie découlant des taux d'intérêt dont seront assorties les futures émissions de titres de créance. Pour atténuer ce risque, nous pourrions conclure des contrats sur produits dérivés afin de couvrir les taux d'intérêt des titres de créance que nous prévoyons émettre.

Liquidité. Il s'agit du risque que nous éprouvions des difficultés à honorer nos engagements liés à nos passifs financiers et à nos obligations locatives. Nous sommes exposés à ce risque principalement en regard de notre dette à long terme, de nos comptes fournisseurs et charges à payer, de nos obligations locatives et les sorties associées avec nos instruments financiers dérivés. Nous tirons nos liquidités principalement des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et de nos emprunts disponibles en vertu de nos facilités de crédit.

Débiteurs. Nous sommes exposés à un risque lié à la solvabilité et à l'exécution des engagements de nos clients, de nos fournisseurs et des parties aux contrats que nous concluons. En date du 25 avril 2021, nous avions des comptes débiteurs impayés totalisant 1,8 milliard \$. Ce montant se compose principalement de rabais fournisseurs à recevoir, de créances sur cartes de crédit et de créances découlant de la vente de carburant et autres produits à des exploitants de stations-service indépendants, franchisés ou sous licence ainsi que de sommes à recevoir d'autres clients industriels et commerciaux. Les contrats avec des cycles de paiement plus longs ou des difficultés dans l'exécution des contrats ou la perception des comptes débiteurs pourraient entraîner des fluctuations importantes de nos flux de trésorerie et pourraient nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Assurance. La plupart de nos installations sont couvertes par une assurance de responsabilité civile, une assurance contre l'incendie et une assurance de garantie supplémentaire dont les conditions particulières et les montants d'assurance sont comparables aux pratiques usuelles dans notre secteur d'activités. Rien ne garantit que nous soyons en mesure de continuer à obtenir une telle assurance ou de l'obtenir à des conditions favorables. Certains types de sinistres, comme ceux résultant des guerres, d'actes de terrorisme, de pandémies ou de catastrophes naturelles, ne sont généralement pas assurés parce qu'ils sont non assurables ou économiquement inapplicables.

Activités mondiales. Nous avons des activités importantes dans de nombreux pays. Certains des risques inhérents à la portée internationale de nos activités comprennent la difficulté de faire respecter les contrats et de percevoir des créances dans certains systèmes juridiques étrangers, les droits légaux plus vastes des syndicats et de la main-d'œuvre étrangère, les fluctuations des taux de change, la possibilité de changements dans les conditions économiques locales, les inefficacités fiscales potentielles liées au rapatriement de fonds provenant de filiales étrangères, le contrôle des échanges de devises et les mesures gouvernementales restrictives telles que les restrictions sur le transfert ou le rapatriement de fonds et les questions de protection commerciale, y compris des interdictions ou des restrictions visant les acquisitions ou les coentreprises. N'importe lequel de ces facteurs pourrait nuire considérablement à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Structure corporative. Nous sommes une société de portefeuille et la quasi-totalité de nos actifs est constituée du capital-actions de nos principales filiales. Nous menons la quasi-totalité de nos activités par l'intermédiaire de nos filiales, qui génèrent l'essentiel de nos revenus. Par conséquent, nos flux de trésorerie et notre capacité à concrétiser les possibilités d'amélioration actuelles ou souhaitables dépendent des bénéfices de nos filiales et de la distribution de ces bénéfices. La capacité de ces entités à verser des dividendes et d'autres distributions dépendra de leurs résultats d'exploitation et sera soumise aux lois et réglementations en vigueur qui exigent que les normes de solvabilité et de capital soient respectées par ces sociétés et aux restrictions contractuelles contenues dans les instruments régissant leur dette. En cas de faillite, de liquidation ou de restructuration de l'une de nos filiales importantes, les créanciers et les créanciers commerciaux pourront avoir droit au paiement de leurs réclamations à partir des actifs de ces filiales avant nous.

Actes de guerre ou de terrorisme. Les actes de guerre ou de terrorisme pourraient avoir une incidence sur l'économie en général ainsi que sur l'offre et le prix du pétrole brut. Ces facteurs pourraient avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Perspective

Pour l'exercice 2022, alors que nous continuons à sortir de la pandémie et avec le retour de l'achalandage dans nos magasins, nous allons adapter notre offre afin de répondre aux besoins de nos clients tout en continuant de leur faciliter la vie un peu plus chaque jour. Nous nous concentrerons sur notre activité principale de l'accommodation et de mobilité, en améliorant l'offre de produits frais dans nos magasins, en innovant les options de paiement dans les aires de distribution d'essence et à l'intérieur de nos magasins, ainsi qu'en utilisant des analyses de données avancées pour la tarification localisée, les promotions et l'assortiment. Nous sommes prêts à réinvestir dans nos nombreuses initiatives internes, à rechercher de nouvelles occasions d'acquisition et à continuer d'entretenir la culture de discipline et d'esprit d'entrepreneuriat qui nous distingue alors que nous nous rapprochons de l'atteinte de notre objectif quinquennal de doubler nos activités. Dans le marché du travail en évolution rapide, nous sommes fermement engagés en tant qu'entreprise à accroître l'engagement des employés ainsi que la diversité et l'inclusion. Le développement durable reste au premier plan de nos priorités et est un focus pour l'entreprise.

Pour ce qui est de l'avenir, nous continuerons, comme toujours, à rechercher et à saisir les opportunités de croissance pour l'entreprise, en nous concentrant toujours sur la création de valeur pour nos employés, partenaires et actionnaires.

29 juin 2021

Rapport de la direction

Les états financiers consolidés d'Alimentation Couche-Tard inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Cette responsabilité est appliquée par un choix judicieux de méthodes et principes comptables dont l'application nécessite le jugement éclairé de la direction. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ont été approuvés par le conseil d'administration. De plus, l'information financière incluse dans le rapport annuel concorde avec les états financiers consolidés.

Alimentation Couche-Tard inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles administratifs qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la société.

Le conseil d'administration est responsable d'approuver les états financiers consolidés compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et les auditeurs indépendants, a révisé les états financiers consolidés d'Alimentation Couche-Tard inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020 ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société en nom collectif de comptables professionnels agréés, et leur rapport indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.

Le 29 juin 2021

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch
Président et
chef de la direction

/s/ Claude Tessier

Claude Tessier
Chef de la direction financière

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

En vertu de la réglementation canadienne sur les valeurs mobilières, il incombe à la direction d'Alimentation Couche-Tard inc. d'instaurer et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Avec notre participation, la direction a effectué une évaluation de l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière pour l'exercice terminé le 25 avril 2021. Le cadre de cette évaluation repose sur le document intitulé *Internal Control - Integrated Framework* (2013), qui a été élaboré par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Cette évaluation comprend la révision des documents relatifs aux mesures de contrôle, l'évaluation de l'efficacité de la conception de telles mesures, la mise à l'essai de l'efficacité opérationnelle et la formulation de conclusions sur cette évaluation. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. En outre, les projections quant à l'évaluation de l'efficacité dans des périodes futures sont exposées au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de conditions et à la détérioration du degré de conformité aux politiques et aux procédures. Au terme de l'évaluation, la direction est arrivée à la conclusion que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. était efficace au 25 avril 2021.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société en nom collectif de comptables professionnels agréés, a audité l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. au 25 avril 2021 et a émis une opinion sans réserve à cet égard, que vous trouverez ci-après.

Le 29 juin 2021

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch
Président et
chef de la direction

/s/ Claude Tessier

Claude Tessier
Chef de la direction financière

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires d'Alimentation Couche-Tard inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales (collectivement, la « société ») au 25 avril 2021 et au 26 avril 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société, qui comprennent :

- Les états des résultats consolidés pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020;
- Les états du résultat global consolidés pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020;
- Les états de la variation des capitaux propres consolidés pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020;
- Les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020;
- Les bilans consolidés au 25 avril 2021 et au 26 avril 2020; et
- Les notes complémentaires aux états financiers consolidés, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 25 avril 2021. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation d'une opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Façon dont la question clé de l'audit a été traitée dans le cadre de notre audit
<p>Évaluation des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre du regroupement d'entreprises visant Convenience Retail Asia (BVI) Limited</p> <p>Voir la note 4, Acquisitions d'entreprises, des états financiers consolidés</p> <p>Le 21 décembre 2020, la société a acquis toutes les actions émises et en circulation de Convenience Retail Asia (BVI) Limited (« Circle K HK »), un important opérateur de magasins d'accommodation dans la région administrative spéciale de Hong Kong de la république populaire de Chine, pour une contrepartie en espèces totale de 2 946,2 millions \$ HK (380,1 millions \$) financée à même les liquidités disponibles et facilités de crédit existantes. La juste valeur des actifs identifiables acquis inclut 96,9 millions \$ en immobilisations incorporelles qui est relatif aux droits recouvrés, à la plateforme technologique, aux relations clients et aux marques de commerce. La direction a utilisé un jugement important afin d'estimer la juste valeur de ces immobilisations incorporelles. Aux fins de son estimation de la juste valeur des immobilisations incorporelles, la direction a utilisé la méthode fondée sur l'exemption des redevances pour évaluer les droits recouvrés, la plateforme technologique et les marques de commerce, et la méthode fondée sur les bénéfices excédentaires multipériodes, pour évaluer les relations client. Les hypothèses clés utilisées par la direction pour évaluer les immobilisations incorporelles acquises comprennent notamment la part du chiffre d'affaires attribuable aux immobilisations incorporelles, les taux d'économie sur les redevances et la durée de vie utile.</p> <p>Nous avons déterminé que cette question était une question clé de l'audit en raison du jugement important posé par la direction pour estimer la juste valeur des immobilisations incorporelles, y compris pour formuler les hypothèses clés. Cela a donné lieu à un degré élevé de jugement, de subjectivité et d'effort de la part de l'auditeur dans l'application des procédures et l'évaluation des éléments probants relatifs aux hypothèses clés utilisées par la direction. Le travail d'audit a compris le recours à des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation.</p>	<p>Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tester l'efficacité du fonctionnement des contrôles internes relatifs à l'évaluation des immobilisations incorporelles acquises, y compris la revue par la direction des hypothèses utilisées. • Tester la méthode de détermination de la juste valeur des immobilisations incorporelles acquises, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Lire l'entente d'acquisition; ◦ Tester les données sous-jacentes utilisées par la direction dans le cadre de la méthode fondée sur les bénéfices excédentaires multipériodes ainsi que de celle fondée sur l'exemption des redevances; ◦ Évaluer le caractère raisonnable des hypothèses clés utilisées par la direction relativement au chiffre d'affaires attribuable aux immobilisations incorporelles, en prenant en considération le rendement passé de l'entreprise Circle K HK et le budget approuvé par le conseil d'administration; ◦ Évaluer le caractère raisonnable de l'hypothèse clé utilisée par la direction relativement à la durée de vie utile de la plateforme technologique en tenant compte des données sectorielles. • Faire appel à des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation pour évaluer le caractère approprié de la méthode fondée sur les bénéfices excédentaires multipériodes et de la méthode fondée sur l'exemption des redevances, utilisées par la direction, relativement à la part du chiffre d'affaires qui est attribuable aux immobilisations incorporelles et aux taux d'économie sur les redevances. Ces professionnels ont également prêté assistance dans l'évaluation du caractère raisonnable des hypothèses clés relatives à la durée de vie utile des droits recouvrés, des relations clients et des marques de commerce.

Autre point – audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons également audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au 25 avril 2021 conformément aux normes énoncées dans le *Manuel de CPA Canada – Certification* pour l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013), publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) et délivré un rapport daté du 29 juin 2021.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tisons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser ses activités;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entièvre responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Sonia Boisvert.

PrinwaterhouseCoopers s.r.l./s.en.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 29 juin 2021

¹ FCPA auditrice, FCA, permis de comptabilité publique n° A116853

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires d'Alimentation Couche-Tard inc.

Nous avons audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière d'Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales au 25 avril 2021.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière figurant dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion, sur la base de notre audit, indiquant si le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société a été maintenu de manière efficace conformément aux critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework (2013)*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'audit relative au contrôle interne à l'égard de l'information financière énoncée dans le *Manuel de CPA Canada – Certification*. Cette norme requiert que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière a été maintenu, dans tous ses aspects significatifs. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a comporté l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre évaluation du risque, ainsi que la mise en oeuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière. Il comprend les politiques et les procédures qui 1) concernent la tenue de comptes suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des transactions et des cessions d'actifs de l'entité, 2) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour préparer des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière et que les encaissements et décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration, et 3) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société, qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de l'efficacité sur des périodes futures est exposé au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou d'une diminution du niveau de respect des politiques ou des procédures.

Opinion

À notre avis, Alimentation Couche-Tard inc. et ses filiales maintenaient, au 25 avril 2021, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière, dans tous ses aspects significatifs, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)*, publié par le COSO.

Nous avons également audité, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, les états financiers consolidés d'Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales au 25 avril 2021 et au 26 avril 2020 et pour les exercices clos à ces dates, puis délivré un rapport daté du 29 juin 2021.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.en.c.a.e.¹

Montréal (Québec)

Le 29 juin 2021

¹FCPA auditrice, FCA, permis de comptabilité publique n° A116853

États des résultats consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020
 (en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action)

	2021	2020 (ajusté, note 3)
	\$	\$
Chiffre d'affaires	45 760,1	54 132,4
Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur (note 9)	35 644,8	44 488,9
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (note 9)	5 148,6	5 227,3
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs (notes 5, 6 et 9)	(67,8)	(83,1)
Amortissement et perte de valeur (notes 9, 17, 18 et 19)	1 358,9	1 336,8
Bénéfice d'exploitation	3 675,6	3 162,5
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées (note 8)	26,0	25,5
Frais financiers (note 11)	357,0	342,2
Revenus financiers (note 7)	(59,4)	(24,2)
Perte (gain) de change	44,9	(33,5)
Frais financiers nets	342,5	284,5
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	3 359,1	2 903,5
Impôts sur les bénéfices (note 12)	653,6	545,9
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	2 705,5	2 357,6
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (notes 5 et 6)	—	(4,0)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	2 705,5	2 353,6
Bénéfice net par action (note 13)		
De base	2,45	2,10
Dilué	2,44	2,09

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États du résultat global consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020
(en millions de dollars américains (note 2))

	2021	2020
	\$	\$
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	2 705,5	2 357,6
Autres éléments du résultat global		
Eléments qui peuvent être reclassés subséquemment aux résultats		
Conversion de devises		
Variation des redressements cumulés de conversion des devises ⁽¹⁾	507,1	(268,8)
Variation de la juste valeur et des intérêts nets sur des swaps de taux d'intérêt multidevises désignés comme éléments de couverture de l'investissement net de la société dans certaines de ses opérations étrangères ⁽²⁾ (note 24)	170,4	(102,8)
Couverture de flux de trésorerie		
Variation de la juste valeur d'instruments financiers ⁽²⁾ (note 31)	(5,6)	3,6
Reclassement aux résultats de la perte réalisée sur des instruments financiers ⁽²⁾ (note 31)	0,4	1,0
Eléments qui ne seront jamais reclassés aux résultats		
Gain (perte) actuariel(le) net(te) ⁽³⁾ (note 30)	43,2	(23,3)
Gain (perte) sur placements en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽⁴⁾	20,6	(14,0)
Autres éléments du résultat global	736,1	(404,3)
Résultat global incluant les participations ne donnant pas le contrôle	3 441,6	1 953,3
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(4,0)
Résultat global attribuable aux actionnaires de la société	3 441,6	1 949,3

(1) Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020, ces montants incluent des gains de 249,4 \$ (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 38,1 \$) et des pertes de 134,1 \$ (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 20,5 \$), respectivement. Ces gains et pertes découlent de la conversion des dettes à long terme libellées en devises étrangères et désignées comme éléments de couverture de l'investissement net dans certaines des opérations étrangères de la société.

(2) Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020, ces montants sont présentés déduction faite de recouvrements d'impôts sur les bénéfices de 19,7 \$ et 0,6 \$, respectivement.

(3) Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020, ces montants sont présentés déduction faite de dépenses (recouvrements) d'impôts sur les bénéfices de 11,4 \$ et (6,4) \$, respectivement.

(4) Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020, ces montants sont présentés déduction faite de dépenses d'impôts sur les bénéfices de 3,3 \$ et néant, respectivement.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États de la variation des capitaux propres consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2))

2021

	Attribuable aux actionnaires de la société						
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 29)	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au début de l'exercice	\$ 694,8	\$ 21,4	\$ 10 611,3	\$ (1 260,9)	\$ 10 066,6	\$ —	\$ 10 066,6
Résultat global :							
Bénéfice net			2 705,5		2 705,5	—	2 705,5
Autres éléments du résultat global				736,1	736,1	—	736,1
Résultat global					3 441,6	—	3 441,6
Rachats d'actions (note 27)	(26,6)		(1 037,0)		(1 063,6)		(1 063,6)
Dividendes déclarés			(268,3)		(268,3)		(268,3)
Transfert du gain réalisé sur des placements en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			6,3	(6,3)	—		—
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 28)		4,4			4,4		4,4
Levée d'options d'achat d'actions	2,4	(2,2)			0,2		0,2
Solde à la fin de l'exercice	670,6	23,6	12 017,8	(531,1)	12 180,9	—	12 180,9

2020

	Attribuable aux actionnaires de la société						
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 29)	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au début de l'exercice	\$ 706,8	\$ 19,5	\$ 9 053,5	\$ (856,6)	\$ 8 923,2	\$ 257,9	\$ 9 181,1
Adoption d'IFRS 16			(9,5)		(9,5)	—	(9,5)
Solde ajusté au début de l'exercice	706,8	19,5	9 044,0	(856,6)	8 913,7	257,9	9 171,6
Résultat global :							
Bénéfice net			2 353,6		2 353,6	4,0	2 357,6
Autres éléments du résultat global				(404,3)	(404,3)	—	(404,3)
Résultat global					1 949,3	4,0	1 953,3
Rachats d'actions (note 27)	(13,1)		(457,7)		(470,8)		(470,8)
Dividendes déclarés			(215,7)		(215,7)		(215,7)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle						(47,5)	(47,5)
Entente d'échange d'actifs de décembre 2018 (note 6)			(7,7)		(7,7)	7,7	—
Cession des intérêts de la société dans CAPL (note 5)						(222,1)	(222,1)
Rachat de la participation ne donnant pas le contrôle dans CST Fuel Supply LP (note 6)			(105,2)		(105,2)	—	(105,2)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 28)		3,0			3,0		3,0
Levée d'options d'achat d'actions	1,1	(1,1)			—		—
Solde à la fin de l'exercice	694,8	21,4	10 611,3	(1 260,9)	10 066,6	—	10 066,6

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États des flux de trésorerie consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2))

	2021	2020
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	2 705,5	2 357,6
Ajustements afin de concilier le bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle avec les entrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	—	—
Amortissement, perte de valeur et amortissement des frais de financement	1 363,6	1 343,8
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs (notes 5 et 6)	(67,8)	(83,1)
Impôts différés (note 12)	60,0	105,1
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées, déduction faite des dividendes reçus	(1,3)	(5,3)
Crédits reportés nets	50,7	3,3
Variation nette des swaps sur carburant	42,5	(28,5)
Autres	88,4	27,2
Variations du fonds de roulement hors caisse (note 14)	(155,0)	0,6
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	4 086,6	3 720,7
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs	(1 222,2)	(1 408,2)
Acquisitions d'entreprises (note 4)	(433,5)	(89,5)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs (note 5)	181,4	89,7
Produits de la cession de placements dans des instruments de capitaux propres	100,5	—
Investissements dans Fire & Flower (note 7)	(16,4)	(19,5)
Variation de la trésorerie soumise à restrictions	4,6	28,5
Produits de la cession des intérêts de la société dans CAPL, nets des coûts de transaction ainsi que de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés (note 5)	—	185,2
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(1 385,6)	(1 213,8)
Activités de financement		
(Diminution) augmentation nette de la facilité de crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garantie (notes 14 et 22)	(1 500,0)	1 460,0
Rachats d'actions (note 27)	(1 046,7)	(470,8)
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives et variation nette des autres dettes (note 14)	(387,7)	(380,0)
Dividendes versés en trésorerie	(268,3)	(215,7)
Remboursement de billets de premier rang non garantis (notes 14 et 22)	(227,1)	(1 241,4)
Levée d'options d'achat d'actions	0,2	—
Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, déduction faite des frais de financement (note 14)	—	1 484,1
Règlements d'instruments financiers dérivés (note 14)	—	(100,6)
Distributions versées aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(47,5)
Rachat de la participation ne donnant pas le contrôle dans CST Fuel Supply LP (note 6)	—	(13,4)
Augmentation nette de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de CAPL (note 14)	—	6,0
(Sorties) entrées de fonds nettes liées aux activités de financement	(3 429,6)	480,7
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	102,9	(52,5)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(625,7)	2 935,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	3 641,5	706,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	3 015,8	3 641,5
Informations supplémentaires :		
Intérêts versés	313,3	329,3
Intérêts et dividendes reçus	49,9	48,6
Impôts sur les bénéfices versés	669,9	193,6

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilans consolidés

Au 25 avril 2021 et au 26 avril 2020
(en millions de dollars américains (note 2))

	2021	2020
	\$	\$
Actifs		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 015,8	3 641,5
Trésorerie soumise à restrictions	3,4	8,0
Débiteurs (note 15)	1 771,7	1 256,0
Stocks (note 16)	1 767,6	1 237,4
Frais payés d'avance	111,7	96,0
Actifs détenus en vue de la vente (notes 5 et 6)	335,1	64,0
Autres actifs financiers à court terme (notes 7 et 31)	11,0	38,6
Impôts sur les bénéfices à recevoir	105,6	89,4
	7 121,9	6 430,9
Immobilisations corporelles (note 17)	10 870,1	10 136,5
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 18)	3 069,1	2 513,9
Immobilisations incorporelles (note 19)	716,9	550,8
Goodwill (note 19)	5 946,3	5 505,8
Autres actifs (note 20)	389,7	350,1
Autres actifs financiers à long terme (note 7)	20,1	—
Participations dans des coentreprises et des entreprises associées (notes 7 et 8)	199,8	139,7
Impôts différés (note 12)	60,6	51,8
	28 394,5	25 679,5
Passifs		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 21)	3 994,3	2 808,3
Provisions à court terme (note 25)	154,6	108,1
Autres passifs financiers à court terme (notes 14 et 31)	26,6	—
Impôts sur les bénéfices à payer	155,6	222,0
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (notes 5 et 6)	91,9	8,1
Portion à court terme de la dette à long terme (notes 14 et 22)	1 107,3	214,7
Portion à court terme des obligations locatives (note 14)	419,4	383,1
	5 949,7	3 744,3
Dette à long terme (notes 14 et 22)	5 282,6	7 515,8
Obligations locatives (note 14)	2 792,7	2 265,7
Provisions à long terme (note 25)	631,0	551,3
Passif au titre des prestations constituées (note 30)	98,1	91,5
Autres passifs financiers à long terme (notes 14, 24 et 31)	79,6	237,4
Crédits reportés et autres éléments de passifs (note 26)	251,3	161,9
Impôts différés (note 12)	1 128,6	1 045,0
	16 213,6	15 612,9
Capitaux propres		
Capital-actions (note 27)	670,6	694,8
Surplus d'apport	23,6	21,4
Bénéfices non répartis	12 017,8	10 611,3
Cumul des autres éléments du résultat global (note 29)	(531,1)	(1 260,9)
	12 180,9	10 066,6
	28 394,5	25 679,5

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch

Administrateur

/s/ Alain Bouchard

Alain Bouchard

Administrateur

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Alimentation Couche-Tard inc. (la « société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Le siège social de la société est situé à Laval, au 4204, boulevard Industriel, Québec, Canada.

Au 25 avril 2021, la société exploite un réseau regroupant 12 328 magasins d'accommmodation en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, dont 9 976 sont exploités par la société, et génère des revenus provenant principalement de la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de bière, de vin, de boissons, de produits frais, y compris les produits de la restauration rapide, de friandises et de grignotines, d'articles d'épicerie, de services de lave-auto, d'autres services ainsi que de carburant pour le transport routier.

Également, en vertu de contrats de licence, près de 1 900 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans 14 autres pays et territoires (Arabie saoudite, Cambodge, Égypte, Émirats arabes unis, Guam, Guatelama, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Macao, Mexique, Mongolie, Nouvelle-Zélande et Vietnam), ce qui porte à plus de 14 200 le nombre de magasins dans le réseau mondial.

2. PRINCIPES DE PRÉSENTATION

Date de fin d'exercice

La date de fin d'exercice de la société correspond au dernier dimanche du mois d'avril de chaque année. Les termes « 2021 » et « 2020 » désignent les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020.

Principes de présentation

La société prépare ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle de la société mère est le dollar canadien. La société utilise toutefois le dollar américain à titre de monnaie de présentation afin de fournir une information plus pertinente étant donné ses opérations prédominantes aux États-Unis.

Approbation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés de la société ont été approuvés le 29 juin 2021 par le conseil d'administration, qui a également approuvé leur publication.

3. CONVENTIONS COMPTABLES

Changements de conventions comptables, classement et présentation

Classement des coûts logistiques internes

Durant l'exercice terminé le 25 avril 2021, la société a modifié le classement des coûts de logistique interne, qui étaient précédemment inclus au poste des Frais d'exploitation, de vente, et d'administration et frais généraux, et qui sont maintenant inclus au poste Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur dans les états des résultats consolidés. Ce changement de classement a pour but de mieux refléter tous les coûts engagés par la société dans sa chaîne d'approvisionnement pour acheminer les produits au point de vente. Ce changement de classement a été appliqué de façon rétroactive, et les chiffres correspondants pour l'exercice terminé le 26 avril 2020 ont été ajustés afin de tenir compte de ce changement, qui n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net et le bénéfice net par action.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Le tableau ci-dessous indique, pour les postes applicables seulement, les chiffres précédemment publiés, les ajustements découlant de ce changement et les chiffres ajustés:

	Publiés	Ajustements	Ajustés
	\$	\$	\$
Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur	44 397,7	91,2	44 488,9
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	5 318,5	(91,2)	5 227,3

En relation avec ce changement, les sous-totaux de la Marge brute et des Frais d'exploitation totaux ne sont plus présentés dans les états des résultats consolidés.

Définition d'une entreprise

Le 27 avril 2020, la société a adopté les modifications aux directives d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, qui modifient la définition d'une entreprise. Ces modifications introduisent un test de concentration facultatif qui, s'il est positif, mène à la conclusion que l'ensemble d'actifs acquis ne constitue pas une entreprise, et qu'aucune autre appréciation n'est nécessaire. Pour être considérée comme une entreprise, une acquisition doit inclure une entrée et un processus substantiel qui, ensemble, contribuent de manière importante à la capacité de créer des sorties. Également, il n'est plus nécessaire d'évaluer si des intervenants du marché sont en mesure de remplacer les éléments manquants ou d'intégrer les activités et les actifs acquis. La société a appliqué ces modifications aux regroupements d'entreprises et aux acquisitions d'actifs pour lesquels la date d'acquisition se situait le ou après le 27 avril 2020.

Estimations comptables et principaux jugements

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction de la société effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés. La direction révise périodiquement ses estimations qui sont fondées sur la connaissance qu'elle possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements et estimations comptables les plus importants établis par la société aux fins de la préparation des états financiers consolidés sont présentés avec les conventions pertinentes, le cas échéant, et concernent principalement les sujets suivants : les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur les bénéfices, les provisions, les pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, les durées des contrats de location et les regroupements d'entreprises, y compris, mais sans s'y limiter, l'évaluation des immobilisations incorporelles acquises.

Au 25 avril 2021, la société a effectué une évaluation de l'impact des incertitudes entourant la pandémie de COVID-19 sur la valeur comptable de ses actifs et passifs. Cette évaluation, qui a nécessité l'utilisation de jugements et d'estimations importants, n'a eu aucune incidence matérielle sur les états financiers consolidés de la société pour l'exercice terminé le 25 avril 2021. Alors que la société continue de surveiller de près la situation de la COVID-19 dans les différentes juridictions où elle opère, sa durée et son plein effet financier sont inconnus et, par conséquent, les estimations de l'étendue à laquelle celle-ci pourrait matériellement et défavorablement impacter la société sont soumises à des incertitudes.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la société et ceux de ses filiales, lesquelles sont généralement détenues en propriété exclusive. Ils comprennent également la quote-part des résultats de ses coentreprises et de ses entreprises associées qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ainsi que sa quote-part des actifs, des passifs et des résultats des entreprises communes. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Les filiales sont des entités sur lesquelles la société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. La société possède généralement, directement ou indirectement, 100 % des droits de vote dans ses filiales. Ces critères sont analysés de façon régulière et les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date où leur contrôle est acquis par la société et cessent d'être consolidées dès que le contrôle n'est plus exercé.

La société détient des contrats avec des franchisés et des opérateurs indépendants. Ceux-ci assument la gestion de leur établissement, en plus de veiller au marchandisage et au financement de leurs stocks. Leurs états financiers ne sont pas inclus dans les états financiers consolidés de la société.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Conversion de devises

Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel l'entité exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle de la société mère et de ses filiales canadiennes est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de ses filiales étrangères est généralement la monnaie locale, principalement le dollar américain pour les opérations aux États-Unis, et diverses autres monnaies pour les opérations en Europe et en Asie.

Opérations en devises étrangères

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle pertinente de la façon suivante : les éléments d'actifs et de passifs monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé alors que les revenus et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les éléments d'actifs et de passifs non monétaires sont convertis aux taux historiques ou au taux en vigueur à la date où ils ont été évalués à la juste valeur. Le cas échéant, les gains et les pertes de change résultant de ces conversions sont portés aux résultats sauf pour les actifs et passifs désignés à titre d'instruments de couverture.

Consolidation et opérations étrangères

Les états financiers consolidés sont consolidés en dollars canadiens en utilisant la méthode suivante : les éléments d'actifs et de passifs sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les revenus et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les transactions individuelles ayant une incidence significative sur les états des résultats consolidés, du résultat global consolidé ou des flux de trésorerie consolidés sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les gains et les pertes de change résultant de cette conversion sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. L'écart de conversion provenant de chaque filiale étrangère, société associée ou coentreprise est reclassé aux états des résultats consolidés en même temps que le gain ou la perte résultant de la cession ou de la liquidation d'une telle entité étrangère lorsqu'il y a une perte de contrôle ou un changement à la participation dans la société associée ou la coentreprise, respectivement.

Monnaie de présentation

La société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation. Les états financiers consolidés en dollars canadiens sont convertis dans la monnaie de présentation selon la méthode décrite précédemment. Le capital-actions, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis sont convertis aux taux historiques. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres.

Bénéfice net par action

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux détenteurs d'actions des catégories A et B par le nombre moyen pondéré d'actions des catégories A et B en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net par action dilué est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les options d'achat d'actions potentielles dilutives.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Constatation des produits

Pour ses trois principales catégories de produits, soit les marchandises et services, le carburant pour le transport routier et les autres revenus, la société comptabilise les revenus lorsque le contrôle des biens ou services est transféré au client.

Pour ce qui est des opérations de détail, les ventes de marchandises comprennent principalement la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de bière, de vin, de boissons, de produits frais, y compris les produits de la restauration rapide, de friandises et de grignotines et d'articles d'épicerie. Les revenus provenant des services comprennent principalement des revenus de lave-auto, des commissions sur la vente de billets de loteries, des frais attribuables aux guichets automatiques, de ventes de cartes d'appels et de ventes de cartes cadeaux. Les ventes de carburant pour le transport routier comprennent la vente de différents types de carburant pour le transport routier au moyen de pompes situées dans les magasins d'accès ou les stations de carburant automatisées de la société. Ces revenus sont comptabilisés au moment de la transaction, puisque le contrôle des biens et services est considéré comme étant transféré lorsque le client effectue le paiement et prend possession de l'article vendu.

Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences, lesquelles sont constatées à titre de produits sur la durée de l'entente, les frais de franchise initiaux, dont une portion est constatée à l'ouverture du magasin franchisé alors que les revenus restants sont reportés sur la durée estimée du contrat de franchise en question, ainsi que les commissions des agents, de même que les royalties des franchisés et des détenteurs de licences, lesquelles sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les agents, ainsi que les franchisés et les détenteurs de licences.

Pour les activités de vente en gros, la société reconnaît généralement les ventes de marchandises et de biens à certains exploitants indépendants et franchisés effectuées à partir des centres de distribution et des installations de préparation alimentaire de la société, ainsi que les ventes de carburant pour le transport routier lors de la livraison à ses clients.

Les autres revenus comprennent les ventes de carburant pour le secteur de l'aviation et d'énergie pour les moteurs stationnaires, lesquelles sont généralement constatées lors de la livraison au client. Les autres revenus comprennent également les loyers tirés de certains contrats de location simple, qui sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du bail.

Dans les marchés où le prix des produits pétroliers raffinés achetés exclut les droits d'accise, les revenus provenant de la vente aux clients sont comptabilisés déduction faite des droits d'accise. Dans les marchés où le prix des produits pétroliers raffinés achetés inclut les droits d'accise, les revenus et les coûts des ventes sont présentés en incluant ces droits.

Par l'entremise de redevances de magasins sous licence de marque Tweed Inc. par Canopy Growth en Ontario, au Canada, la société génère des revenus dérivés de la vente sous-jacente de produits du cannabis. La quote-part revenant à la société des résultats de Fire & Flower Holdings Corp. (« Fire & Flower ») (note 7) est également dérivée de la vente sous-jacente de produits du cannabis.

Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur et rabais fournisseurs

Le coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur comprend principalement le coût des produits finis, des intrants et des coûts de transport lorsqu'ils sont engagés pour acheminer les produits au point de vente, ainsi que les coûts de logistiques internes.

La société constate les remises des fournisseurs comme une réduction du prix des produits des fournisseurs et les présente en réduction des stocks connexes et du coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur aux bilans consolidés et aux états des résultats consolidés lorsqu'il est probable que ces remises seront reçues. La société estime la probabilité en prenant en compte une variété de facteurs, y compris les quantités d'articles vendus ou achetés, les parts de marché et d'autres conditions stipulées dans les contrats. L'exactitude des estimations de la société peut être affectée par de nombreux facteurs, dont certains échappent à son contrôle, y compris les changements dans les conditions économiques et les tendances d'achat des consommateurs. Historiquement, la société n'a pas connu de différences significatives dans ses prévisions par rapport aux résultats réels. Les montants reçus mais non constatés dans les résultats sont présentés aux Crédits reportés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux

Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux sont la main-d'œuvre, les frais d'occupation, les frais liés aux modes de paiements électroniques, les réparations, l'entretien et les frais généraux, excluant amortissement et perte de valeur.

Subventions gouvernementales

Les subventions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société se conformera aux conditions attachées à celles-ci et qu'elles seront reçues. La société présente les subventions gouvernementales dans les états des résultats consolidés en déduction des charges auxquelles elles sont liées. Elles sont reconnues soit sur une base systématique sur les périodes au titre desquelles la société comptabilise en charges les coûts liés que les subventions sont censées compenser ou, pour les subventions reliées à des dépenses ou pertes déjà engagées et pour les subventions qui apporte un soutien financier immédiat sans coûts futurs liés, dans la période au cours de laquelle elles deviennent acquises.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend l'encaisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides qui peuvent être facilement convertis en argent pour un montant déterminé et qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

Trésorerie soumise à restrictions

La trésorerie soumise à restrictions comprend, lorsqu'appllicable, des dépôts en fidéicommis détenus par le dépositaire indépendant pour financer des acquisitions à venir ainsi que de futures dépenses en immobilisations, mais ceux-ci sont assujettis à certaines conditions de retrait.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts constatée dans les résultats correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AERG ») ou directement dans les capitaux propres.

La société utilise l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers consolidés, selon le cas, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

En ce qui a trait aux participations dans les filiales et les coentreprises, les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables, sauf si la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que celle-ci ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que celle-ci se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsque la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur les bénéfices prélevés par la même autorité fiscale et que la société a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

La société est assujettie à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions et il pourrait y avoir certaines positions où la détermination de l'impôt est incertaine. La société comptabilise des provisions pour positions fiscales incertaines sur la base des montants qui devraient être payés aux autorités fiscales en lien avec les positions fiscales incertaines lorsqu'il n'est pas jugé probable que l'autorité fiscale acceptera la position de la société. Lorsque le résultat final de ces questions est différent des montants comptabilisés initialement, ces différences ont une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette différence est déterminée. Un jugement important est nécessaire pour déterminer la charge mondiale d'impôts sur les bénéfices et d'évaluer s'il est probable qu'une autorité fiscale acceptera les positions fiscales incertaines. Au 25 avril 2021, la direction a déterminé qu'aucune provision importante pour positions fiscales incertaines n'était requise.

Immobilisations corporelles, amortissements et perte de valeur

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé, et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, basé sur les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtisse	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée du bail et de la durée de vie utile

Les composantes des bâtisses comprennent les systèmes de climatisation et de chauffage, la plomberie et les installations électriques. Les équipements comprennent l'affichage, les équipements pétroliers et les équipements en magasins.

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »). Dans le cas où la valeur comptable des actifs excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée.

La société effectue une évaluation annuelle des soldes résiduels, des durées de vie utile estimatives et des méthodes d'amortissement utilisés pour les immobilisations corporelles et tout changement découlant de l'évaluation est appliqué prospectivement par la société.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, qui sont initialement comptabilisées au coût, sont composées principalement de marques de commerce, de contrats de franchises, de contrats d'approvisionnement en carburant, de droits recouvrés, de logiciels et de licences. Les licences et les marques de commerce qui ont une durée d'utilité indéterminée puisqu'elles devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de perte de valeur lors du premier trimestre ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'elles pourraient avoir subi une perte de valeur ou si nécessaire en raison des dates des acquisitions. Les contrats d'approvisionnement en carburant, les contrats de franchise, les droits recouvrés et les marques de commerce qui ont des durées d'utilité déterminées sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de leurs contrats respectifs. Les logiciels et les autres immobilisations incorporelles sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 5 à 15 ans. L'amortissement des immobilisations incorporelles qui ont des durées d'utilité déterminées est inclus au poste Amortissement et perte de valeur dans les états des résultats consolidés.

Goodwill

Les montants de goodwill représentent l'excédent du coût d'une entreprise acquise par rapport à la juste valeur des actifs identifiables nets sous-jacents acquis de l'entreprise à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti. Il est plutôt soumis à un test annuel de perte de valeur, lors du premier trimestre de la société, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une perte de valeur ou si nécessaire en raison des dates des acquisitions. Dans le cas où la valeur comptable du goodwill d'une UGT excéderait sa valeur recouvrable, une perte de valeur serait comptabilisée.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Contrats de location

Déterminer si un accord est ou contient un contrat de location

Au commencement d'un contrat, la société évalue si celui-ci est ou contient un contrat de location en déterminant si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé, pour une certaine période de temps, en échange de considérations. Ceci est atteint si la société détient les deux éléments suivants :

- Le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien déterminé; et
- Le droit de décider de l'utilisation du bien déterminé.

Si la société détient le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé seulement pour une partie de la durée du contrat, alors ce contrat contient un contrat de location pour cette partie de sa durée.

La société détermine si un contrat contient un contrat de location à l'égard de chacune des composantes qui pourraient constituer une composante locative distincte.

La société a déterminé que certains accords avec des franchisés contiennent des composantes locatives et comptabilise donc une partie de ces accords en tant que contrats de location.

Contrats de location dans lesquels la société est locataire

Pour tous les contrats de location (sauf pour ceux qui répondent à des critères d'exception limités, voir ci-dessous), la société comptabilise des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives au bilan consolidé.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actuelle nette des paiements de loyers futurs, actualisée au taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est facilement possible de le déterminer, ou au taux d'emprunt marginal de la société. Les paiements de loyers futurs qui sont pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative sont les suivants :

- Les paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir;
- Les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- Les sommes que la société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle;
- Le prix d'exercice de l'option d'achat que la société a la certitude raisonnable d'exercer; et
- Les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de cette option par la société.

L'obligation locative est par la suite évaluée en augmentant la valeur comptable pour refléter les intérêts sur l'obligation locative et en réduisant la valeur comptable pour refléter les paiements de loyers effectués. Les dépenses d'intérêts sont comptabilisées au poste des Frais financiers aux états des résultats consolidés pendant la durée du contrat de location de manière à correspondre à l'application, au solde de l'obligation locative, d'un taux d'intérêt constant pour chaque période.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût en tenant compte des éléments suivants :

- Le montant initial de l'obligation locative;
- Le cas échéant, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus;
- Le cas échéant, les coûts directs initiaux; et
- Le cas échéant, les coûts de remise en état du bien sous-jacent.

Par la suite, les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût moins l'amortissement et perte de valeur cumulés et sont amortis sur le moindre de la durée du contrat ou de la durée d'utilité du bien sous-jacent. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont soumis à un test de perte de valeur conformément à IAS 36 *Dépréciation d'actifs*.

Les avantages incitatifs à la location sont pris en compte dans l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux ne sont pas pris en compte dans l'évaluation ni des obligations locatives, ni des actifs au titre de droits d'utilisation. Les paiements leur étant liés sont comptabilisés au poste des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux aux états des résultats consolidés lors de la période au cours de laquelle se produit la situation qui est à l'origine de ces paiements.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

En ce qui concerne les contrats de location à court terme (d'une durée de 12 mois ou moins) ou dont le bien sous-jacent est de faible valeur (par exemple les ordinateurs personnels et le mobilier de bureau), la société comptabilise les frais locatifs selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location. Ces frais sont présentés au poste des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux aux états des résultats consolidés.

La société réévalue l'obligation locative (et ajuste l'actif au titre du droit d'utilisation correspondant) dans les cas suivants :

- Il y a un changement dans la durée du contrat de location, l'appréciation d'une option d'achat ou les pénalités de résiliation, auquel cas la société réévalue l'obligation locative en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé; et
- Il y a un changement dans les paiements de loyers futurs à la suite d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements ou dans les sommes que le preneur s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle, auquel cas la société réévalue l'obligation locative en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du même taux d'actualisation que pour l'établissement initial de l'obligation.

Pour déterminer la durée du contrat de location, la société tient compte de tous les faits et circonstances faisant que le preneur a un avantage économique à exercer l'option de prolongation ou à ne pas exercer l'option de résiliation. La société ne tient compte des options de prolongation (ou des périodes assujetties à des options de résiliation) que si elle a la certitude raisonnable de prolonger (ou de ne pas résilier) le contrat de location. La durée du contrat de location est réévaluée s'il se produit un événement ou un changement de circonstances important qui a une incidence sur son évaluation et qui dépend de la volonté de la société.

Contrats de location dans lesquels la société est bailleur

Si les modalités du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent, le contrat est classé en tant que contrat de location-financement. S'il est établi que le contrat dont la société est le bailleur est un contrat de location-financement, la société comptabilise la valeur actualisée des montants que le preneur doit payer à titre d'investissement net de la société dans le contrat de location, sous le poste Autres actifs au bilan consolidé. Pour évaluer l'investissement net dans le contrat de location par la suite, la société augmente la valeur comptable pour refléter les revenus d'intérêts afin de produire un taux de rendement périodique constant et réduit la valeur comptable de l'investissement net pour refléter les paiements de loyers reçus.

Lorsque la société sert de bailleur intermédiaire, elle comptabilise le contrat de location principal et le contrat de sous-location en tant que contrats distincts. Le bailleur intermédiaire doit classer le contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement ou de contrat de location simple en se basant sur l'actif au titre du droit d'utilisation découlant du contrat de location principal.

Si les modalités du contrat de location ne transfèrent pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent, le contrat est classé en tant que contrat de location simple. Les paiements reçus dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés sous le poste Chiffre d'affaires selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location concerné aux états des résultats consolidés.

Frais de financement

Les frais de financement liés aux emprunts à terme et aux titres de créance sont inclus dans la valeur comptable initiale de la dette correspondante et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui est basée sur les flux de trésorerie estimés sur la durée de vie prévue du passif. Les frais de financement liés aux emprunts renouvelables sont inclus dans les autres actifs et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie prévue de l'entente sous-jacente.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Régime de rémunération et autres paiements fondés sur des actions

Les coûts de rémunération fondée sur des actions sont évalués à la date de l'octroi en fonction de la méthode fondée sur la juste valeur.

La juste valeur des options d'achat d'actions est constatée sur la période d'acquisition de chaque tranche d'acquisition à titre de coût de rémunération avec une augmentation correspondante au surplus d'apport, compte tenu du nombre d'octrois qui devraient ultimement être acquis. À la levée des options d'achat d'actions, le surplus d'apport correspondant est transféré au capital-actions.

Le coût du régime d'unités d'actions et le passif afférent sont comptabilisés linéairement sur la période d'acquisition correspondante sur la base de la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société et de la meilleure estimation du nombre d'unités d'actions qui seront ultimement payables. Le passif ainsi enregistré est ajusté à chaque période pour refléter toute variation de la juste valeur des actions de catégorie B et tout ajustement des extinctions prévues.

Avantages sociaux futurs

La société comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite de ses employés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Pour les régimes à prestations définies, la société a retenu les conventions comptables suivantes :

- Les obligations au titre des prestations et le coût des prestations de retraite constituées par les salariés actifs sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et les charges de retraite sont constatées dans les résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés actifs. Les calculs tiennent compte des hypothèses considérées par la direction comme étant les plus probables concernant la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés;
- Les actifs des régimes sont évalués à leur juste valeur;
- Les gains actuariels et les pertes actuarielles s'expliquent par les augmentations ou les diminutions de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies découlant des changements aux hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience. Les gains actuariels et les pertes actuarielles sont comptabilisés immédiatement dans les AERG sans incidence sur le bénéfice net;
- Les coûts des services passés sont enregistrés dans les résultats à la première des dates suivantes :
 - La date de modification ou de réduction du régime;
 - La date à laquelle la société comptabilise les frais de restructuration ou d'indemnité de cessation d'emploi correspondants; et
- Les intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies correspondent au passif (à l'actif) net au titre des prestations définies multiplié par le taux d'actualisation et sont inclus dans les frais financiers.

Pour les régimes à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la société est tenue de verser en échange des services rendus par les salariés.

La valeur actualisée des obligations de retraite dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont déterminés sur une base actuarielle en utilisant un certain nombre d'hypothèses. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations de retraite. La société détermine le taux d'actualisation approprié à la fin de chaque exercice. Il s'agit du taux utilisé pour déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs qui devraient être nécessaires pour régler les obligations de retraite. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la société considère les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la devise dans laquelle les prestations seront versées et qui ont une échéance se rapprochant de celle de l'obligation de retraite concernée.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Provisions

Les provisions sont comptabilisées si la société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable que la société sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

La valeur actuelle des provisions dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont évalués sur une base régulière en utilisant un certain nombre d'hypothèses, y compris le taux d'actualisation, les flux de trésorerie attendus pour éteindre l'obligation et le nombre d'années jusqu'au règlement de la provision. Toute modification de ces hypothèses ou des réglementations gouvernementales aura une incidence sur la valeur comptable des provisions. Lorsque les flux de trésorerie réels sont différents des montants initialement comptabilisés, ces différences ont une incidence sur les résultats de la période au cours de laquelle le paiement est effectué. Historiquement, la société n'a pas connu de différences significatives dans ses prévisions par rapport aux résultats réels.

Coûts environnementaux

La société constate une provision pour les frais estimatifs futurs de réhabilitation de sites afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état de la contamination des sites, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent principalement aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs souterrains de carburant et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, la durée restante des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir de carburant est installé, un passif actualisé est comptabilisé à la valeur actuelle de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial à comptabiliser, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail

Aux États-Unis et en Irlande, la société a recours à l'autoassurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Le coût ultime attendu actualisé de réclamations engagées à la date du bilan consolidé est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée seulement lorsqu'un plan formel et détaillé de restructuration existe et que le plan a débuté ou que les principales caractéristiques du plan ont été communiquées aux personnes concernées. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs a été calculée en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Un plan formel et détaillé inclut habituellement :

- L'identification de l'entreprise ou la partie de l'entreprise concernée;
- Les principaux sites affectés;
- Les détails relatifs aux salariés affectés;
- L'échéancier de la restructuration; et
- Les charges qui devront être engagées.

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

La société a effectué les classements suivants de ses actifs et passifs financiers :

Actifs et passifs financiers	Classement	Évaluation subséquente ⁽¹⁾	Classement des gains et pertes
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Trésorerie soumise à restrictions	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Débiteurs	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Dépôts indexés	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur	Bénéfice net
Placements	Juste valeur par le biais du résultat net (sauf si la juste valeur par le biais des AERG est retenue) ⁽²⁾	Juste valeur	Bénéfice net (AERG non sujets à reclassement au bénéfice net si ce choix est effectué)
Instruments financiers dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur	Bénéfice net
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures d'investissement net et comme couverture de flux de trésorerie	Juste valeur par le biais du résultat net assujettie aux exigences de la comptabilité de couverture	Juste valeur	AERG sujets à reclassement au bénéfice net
Instruments financiers dérivés désignés à titre de couvertures de la juste valeur	Juste valeur par le biais du résultat net assujettie aux exigences de la comptabilité de couverture	Juste valeur	Bénéfice net, avec ajustement compensatoire constaté à l'élément couvert
Dette bancaire et dette à long terme	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Créditeurs et charges à payer	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net

(1) L'évaluation initiale des débiteurs est au prix de transaction tandis que pour tous les autres actifs et passifs financiers, l'évaluation initiale est faite à la juste valeur.

(2) La société a fait le choix d'évaluer ses placements en instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des AERG.

Couverture et instruments financiers dérivés

La société applique les exigences générales de la comptabilité de couverture d'IAS 39 *Instruments financiers: comptabilisation et évaluation*.

Dépôts indexés

La société prend part à des contrats de dépôts indexés afin de gérer les risques actuels et prévus liés aux variations de la juste valeur de marché des unités d'actions et des unités d'actions différées (« UAD ») octroyées par la société (« dépôts indexés liés aux unités d'actions »). Les dépôts indexés liés aux unités d'actions sont comptabilisés à la juste valeur dans les débiteurs et autres actifs aux bilans consolidés et classé à la juste valeur par le biais du résultat net.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

La société a documenté et désigné les dépôts indexés liés aux unités d'actions comme éléments de couverture de flux de trésorerie de la transaction de règlement en espèces prévue des unités d'actions et des UAD octroyées. La société a déterminé que les dépôts indexés liés aux unités d'actions représentent une couverture efficace lors de la mise en place de la couverture et pendant la durée du contrat de dépôt indexé. Les variations de la juste valeur sont initialement comptabilisées dans les AERG et sont subseqüemment reclassées au bénéfice net consolidé au même moment où la variation de la juste valeur des unités d'actions et des UAD est comptabilisée dans le bénéfice net consolidé. Lorsque l'entité s'attend à ce que la transaction prévue ne se réalise pas, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'élément de couverture qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les AERG par suite de l'application de la comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le bénéfice net de la période visée par les états financiers consolidés dans les Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.

La société participe également à des activités commerciales afin d'ajouter de la flexibilité à sa chaîne d'approvisionnement en carburant pour le transport routier grâce à des contrats de dépôts indexés liés aux prix du carburant pour le transport routier (« dépôts indexés sur les matières premières »). Les dépôts indexés sur les matières premières sont comptabilisés à la juste valeur dans les autres actifs financiers à court terme aux bilans consolidés et classés à la juste valeur par le biais du résultat net, tandis que les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur.

Swaps sur carburant et contrats à terme sur le carburant

La société a recours à des swaps sur carburant pour gérer le risque lié aux prix du carburant pour le transport routier et utilise des contrats à terme sur le carburant pour gérer le risque de prix associé aux dépôts indexés sur les matières premières. La variation de la juste valeur de ces swaps et de ces contrats à terme est comptabilisée au poste coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur dans les états des résultats consolidés.

Dette à long terme libellée en devises étrangères désignée

La société désigne une portion de sa dette à long terme libellée en dollars américains et en couronnes norvégiennes à titre d'instruments de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations aux États-Unis et en Norvège, respectivement. La société désigne également une portion de sa dette à long terme libellée en euros à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations en zone euro et au Danemark. Ainsi, les gains et les pertes liés à la conversion des dettes désignées, qui sont considérés comme une couverture efficace, sont comptabilisés dans les AERG afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion des investissements nets correspondants.

Swaps de taux d'intérêt multidevises

La société désigne des swaps multidevises à titre d'instruments de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations étrangères. Ainsi, les gains et les pertes liés à la conversion de ces swaps de taux d'intérêt multidevises, qui sont considérés comme une couverture efficace, sont comptabilisés dans les AERG afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion de l'investissement net de la société dans ses opérations étrangères.

Swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme

Occasionnellement, la société utilise des swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme pour gérer le risque de change lié aux déboursés prévus dans une devise étrangère. Les gains et les pertes de change résultant de la variation de la juste valeur de ces swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme sont constatés dans les états des résultats consolidés à titre de gain ou perte de change.

Accords de fixation de taux d'intérêt

De temps à autre, la société utilise des accords de fixation de taux d'intérêt pour gérer le risque de taux d'intérêt lié aux titres de créance qu'elle prévoit émettre. Elle considère ces accords de fixation de taux d'intérêt comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés aux taux d'intérêt prévus relativement à l'émission de titres de créance. Ainsi, les variations de la juste valeur des éléments de couverture, soit les accords de fixation de taux d'intérêt, sont comptabilisées dans les AERG. Les gains et les pertes réalisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans les frais financiers sur les mêmes périodes, à mesure que la charge d'intérêts sur la dette sera imputée aux résultats.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Garanties

Une garantie s'entend d'un contrat ou d'une convention d'indemnisation qui peut éventuellement obliger la société à faire des paiements à un tiers en fonction d'événements futurs. Ces paiements dépendent soit des changements dans un élément sous-jacent ou autres variables liés à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, soit de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une tierce partie. Il peut aussi s'agir d'une garantie indirecte des dettes d'une autre partie. Les garanties sont initialement constatées à la juste valeur et sont ultérieurement réévaluées lorsqu'une perte devient probable.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la société en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition directs sont constatés dans les résultats au moment où ils sont engagés.

Le goodwill découlant du regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif et initialement évalué au coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis. Si, après réévaluation, la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent (« goodwill négatif ») est immédiatement comptabilisé en résultats.

Déterminer la juste valeur des actifs acquis et passifs pris en charge exige du jugement et l'utilisation d'hypothèses qui, si elles sont modifiées, peuvent affecter les états des résultats consolidés et les bilans consolidés.

Les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont alloués aux UGT aux fins de l'allocation du prix d'achat et du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT, qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises et dans lesquelles le goodwill et les autres immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont pris naissance.

Les résultats des entreprises acquises sont inclus aux états des résultats consolidés à compter de leur date respective d'acquisition.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

La société a effectué les acquisitions d'entreprises suivantes :

2021

Acquisition de Convenience Retail Asia (BVI) Limited

Le 21 décembre 2020, la société a acquis toutes les actions émises et en circulation de Convenience Retail Asia (BVI) Limited (« Circle K HK »), un important opérateur de magasins d'accompagnement dans la région administrative spéciale de Hong Kong de la république populaire de Chine (« Hong Kong RAS »), pour une contrepartie en espèces totale de 2 946,2 \$ HK (380,1 \$) financée à même les liquidités disponibles et facilités de crédit existantes. À la clôture de la transaction, Circle K HK exploitait un réseau de magasins d'accompagnement opérant sous la marque Circle K, avec 341 magasins corporatifs à Hong Kong RAS et 32 magasins franchisés à Macao.

Les appréciations finales de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour l'acquisition de Circle K HK sont les suivantes :

	\$
Actifs identifiables acquis	
Actifs à court terme	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22,4
Débiteurs ^(a)	20,3
Stocks	23,8
Frais payés d'avance	3,2
	<u>69,7</u>
Immobilisations corporelles	13,7
Actifs au titre de droits d'utilisation	76,5
Immobilisations incorporelles	96,9
Autres actifs	7,5
Impôts différés	0,5
<u>Actifs identifiables totaux</u>	<u>264,8</u>
Passifs pris en charge	
Passifs à court terme	
Créditeurs et charges à payer	107,6
Provisions à court terme	0,8
Impôts sur les bénéfices à payer	0,2
Portion à court terme des obligations locatives	38,6
	<u>147,2</u>
Obligations locatives	28,5
Passif au titre des prestations constituées	1,8
Impôts différés	17,4
<u>Passifs totaux pris en charge</u>	<u>194,9</u>
Actifs identifiables nets acquis	69,9
Goodwill	310,2
Contrepartie totale payée en trésorerie	380,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	22,4
<u>Flux de trésorerie nets à l'acquisition</u>	<u>357,7</u>

(a) La juste valeur des débiteurs acquis ne comprend aucune provision pour pertes de crédit attendues.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

La juste valeur des actifs identifiables acquis inclut 96,9 \$ en immobilisations incorporelles qui est relatif aux droits recouvrés, à la plateforme technologique, aux relations clients et aux marques de commerce (note 19). La direction a utilisé un jugement important afin d'estimer la juste valeur de ces immobilisations incorporelles. Le tableau ci-dessous présente la méthode d'évaluation, les hypothèses clés utilisées dans les évaluations ainsi que l'estimation finale de la juste valeur de chacune des immobilisations incorporelles acquises :

Immobilisations incorporelles acquises	Méthode d'évaluation	Chiffre d'affaires attribuable aux immobilisations incorporelles	Taux d'économie sur les redevances	Taux d'attrition	Durée de vie utile	Juste valeur
		%	%	%	En années	\$
Droits recouvrés	Exemption des redevances	100,0	2,0	Non applicable	4,3	38,7
Plateforme technologique	Exemption des redevances	100,0	1,5	20,0	5,0	25,6
Marques de commerce	Exemption des redevances	7,0	2,5	Non applicable	Indéterminée	12,7
Relations clients	Bénéfices excédentaires multipériodes	16,3	Non applicable	9,0	11,1	19,9

Les autres hypothèses communes utilisées ont été un taux de croissance du chiffre d'affaires de 5,0 % pour les quatre premières années et 2,0 % pour les années suivantes, ainsi qu'un taux d'actualisation de 10,0 %.

L'acquisition de Circle K HK a été conclue afin de pénétrer de nouveaux marchés stratégiques et a généré un goodwill principalement en raison de la valeur stratégique des magasins acquis pour la société. Aucun goodwill relatif à cette transaction n'est déductible aux fins fiscales. Pour l'exercice terminé le 25 avril 2021, des frais d'acquisition de 0,8 \$ ont été comptabilisés au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à cette acquisition.

Depuis la date d'acquisition, le chiffre d'affaires et le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société relatifs à cette acquisition ont été de 224,3 \$ et 2,1 \$, respectivement. Le bénéfice net depuis la date d'acquisition inclut 4,6 \$ d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables résultant de l'acquisition. Sur une base pro forma, en prenant l'hypothèse que la société avait conclu l'acquisition de Circle K HK au début de son exercice, le chiffre d'affaires et le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société auraient été de 46 184,4 \$ et 2 717,1 \$, respectivement.

Autres acquisitions

Au cours de l'exercice terminé le 25 avril 2021, la société a fait l'acquisition de 26 magasins corporatifs par l'entremise de multiples transactions. La société est propriétaire du terrain et de la bâtie pour 20 sites, est propriétaire de la bâtie et loue le terrain pour 4 sites, et loue le terrain et la bâtie pour les 2 autres sites. Ces transactions ont été effectuées pour une contrepartie totale de 75,8 \$, financée à même les liquidités disponibles et facilités de crédit existantes. Pour l'exercice terminé le 25 avril 2021, des frais d'acquisition de 11,0 \$ ont été comptabilisés au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non réalisées et en cours.

Le tableau qui suit présente les appréciations préliminaires de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour ces acquisitions basées sur les justes valeurs estimées à la date d'acquisition et sur l'information disponible à la date de publication des présents états financiers consolidés :

	\$
Actifs identifiables acquis	
Stocks	2,3
Immobilisations corporelles	44,0
Actifs au titre de droits d'utilisation	0,1
Actifs identifiables totaux	<u>46,4</u>
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	0,1
Provisions	0,5
Obligations locatives	0,1
Passifs totaux pris en charge	<u>0,7</u>
Actifs identifiables nets acquis	45,7
Goodwill	30,1
Contrepartie totale payée en trésorerie	75,8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

La société a effectué ces acquisitions afin d'accroître ses parts de marché et celles-ci ont généré un goodwill principalement en raison de la valeur stratégique des magasins acquis pour la société. La société estime que la quasi-totalité du goodwill relatif à ces transactions sera déductible aux fins fiscales. Depuis la date d'acquisition, le chiffre d'affaires et le bénéfice net relatifs à ces magasins ont été respectivement de 72,6 \$ et 3,0 \$. Étant donné la taille et la nature de ces acquisitions, l'information financière disponible ne permet pas de présenter fidèlement le chiffre d'affaires et le bénéfice net pro forma de la société comme si elle avait réalisé ces acquisitions au début de son exercice.

2020

Au cours de l'exercice terminé le 26 avril 2020, la société a fait l'acquisition de 30 magasins corporatifs par l'entremise de multiples transactions. La société est propriétaire du terrain et de la bâtie pour 23 sites et loue le terrain et la bâtie pour les 7 autres sites. Ces transactions ont été effectuées pour une contrepartie totale de 89,7 \$ financée à même les liquidités disponibles et les facilités de crédit existantes. Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, des frais d'acquisitions de 6,7 \$ ont été comptabilisés au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non réalisées et en cours.

Les appréciations finales de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour ces acquisitions sont les suivantes :

	\$
Actifs identifiables acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,2
Stocks	4,1
Frais payés d'avance	0,1
Immobilisations corporelles	50,8
Actifs au titre de droits d'utilisation	10,9
Actifs identifiables totaux	<u>66,1</u>
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	0,3
Provisions	0,8
Obligations locatives	10,9
Passifs totaux pris en charge	<u>12,0</u>
Actifs identifiables nets acquis	<u>54,1</u>
Goodwill	35,6
Contrepartie totale payée en trésorerie	89,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	0,2
Flux de trésorerie nets à l'acquisition	<u>89,5</u>

La société a effectué ces acquisitions afin d'accroître ses parts de marché et celles-ci ont généré un goodwill principalement en raison de la valeur stratégique des magasins acquis pour la société. La quasi-totalité du goodwill relatif à ces transactions était déductible aux fins fiscales.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

5. CESSION D'ACTIVITÉS ET DE PROPRIÉTÉS

2021

Cession d'activités

- Le 22 mars 2021, la société a conclu une entente visant la vente de 49 magasins situés en Oklahoma, aux États-Unis, à Casey's General Stores Inc. pour une contrepartie en espèces d'approximativement 39,0 \$. La clôture de cette transaction a eu lieu subséquemment à la fin de l'exercice 2021. Au 25 avril 2021, les critères de classement comme actifs détenus en vue de la vente étaient respectés pour ces magasins.
- Le 22 mars 2021, la société a aussi annoncé son intention de vendre certains magasins répartis dans 25 états aux États-Unis et dans 6 provinces au Canada. La société prévoit que ces magasins seront vendus à divers acheteurs au cours de l'exercice se terminant le 24 avril 2022. La décision de céder ces magasins est basée sur les résultats d'un examen stratégique du réseau de la société. Au 25 avril 2021, les critères de classement comme actifs détenus en vue de la vente étaient respectés pour 264 magasins aux États-Unis et 37 magasins au Canada.

Les actifs et passifs suivants ont été classés comme détenus en vue de la vente au 25 avril 2021 :

	\$
Actifs	
Stock	44,3
Immobilisations corporelles	130,4
Actifs au titre de droits d'utilisation	77,9
Immobilisations incorporelles	0,8
Goodwill	81,7
	<hr/>
	335,1
Passifs	
Obligations locatives	81,1
Provisions	10,8
	<hr/>
	91,9

Cession de propriétés

Au cours de l'exercice 2021, la société a disposé de deux propriétés situées à Toronto, au Canada, pour une contrepartie totale en espèces de 86,2 \$. Ces dispositions ont généré un gain de 67,5 \$ qui est inclus au poste Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs à l'état des résultats consolidés.

2020

Le 19 novembre 2019, la société a annoncé la clôture de la vente de ses intérêts dans CrossAmerica Partners LP (« CAPL »), représentant 100 % des titres de participation de l'unique membre du commandité, 100 % des droits de distribution incitatifs et 21,7 % des parts ordinaires en circulation de CAPL. Les produits de la cession, nets des coûts de transaction, ont été de 186,9 \$ et la société a reconnu un gain net sur cession de 61,5 \$ en relation avec cette transaction. Ce gain est inclus au poste Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs à l'état des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 26 avril 2020.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

6. ENTENTES D'ÉCHANGE D'ACTIFS

Entente d'échange d'actifs de décembre 2018

Le 17 décembre 2018, la société a conclu une entente d'échange d'actifs avec CAPL qui visait à échanger 192 magasins Circle K aux États-Unis contre les biens immobiliers détenus par CAPL pour 56 magasins corporatifs aux États-Unis, loués et exploités par la société aux termes d'un bail principal que CAPL avait antérieurement acheté conjointement avec, ou de, CST Brands Inc., et 17 magasins corporatifs qui étaient détenus et exploités par CAPL et établis dans le nord du Midwest des États-Unis (« entente d'échange d'actifs de décembre 2018 »). La valeur totale de cette entente s'est élevée à environ 184,0 \$.

Au cours de l'exercice terminé le 25 avril 2021, la société a complété les cinquième et sixième transactions de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018, ce qui a finalisé l'échange d'actifs. Dans ces transactions, la société a transféré 53 magasins Circle K aux États-Unis pour une valeur totale approximative de 52,0 \$. En échange, CAPL a transféré les biens immobiliers de 17 propriétés ayant une valeur équivalente. Ces deux transactions ont entraîné un gain de 10,9 \$ qui est inclus au poste Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs à l'état des résultats consolidés.

Au cours de l'exercice terminé le 26 avril 2020, la société a complété les quatre premières transactions de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018. Dans ces transactions, 139 magasins Circle K aux États-Unis, pour une valeur totale approximative de 132,0 \$, ont été échangés contre 17 magasins corporatifs qui étaient détenus et exploités par CAPL ainsi que les biens immobiliers de 39 propriétés détenues par CAPL pour une valeur équivalente. Les deux premières transactions de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018, qui ont été complétées alors que CAPL était entièrement consolidée dans les états financiers consolidés de la société, ont entraîné un reclassement de 7,7 \$ entre les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société et les capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. Les troisième et quatrième transactions de cette même entente, survenues après la cession des intérêts de la société dans CAPL, ont entraîné un gain de 1,9 \$ qui est inclus dans Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs dans l'état des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 26 avril 2020.

Entente d'échange d'actifs de novembre 2019

Au cours de l'exercice terminé le 26 avril 2020, la société a conclu une entente d'échange d'actifs avec CAPL selon laquelle la société a transféré une portion de ses opérations américaines de vente en gros de carburant pour le transport routier, qui représentait 366 contrats d'approvisionnement de carburant pour le transport routier, ainsi qu'une contrepartie en espèces d'environ 14,0 \$, recevant en retour la participation de 17,5 % détenue par CAPL dans la société en commandite CST Fuel Supply LP (« entente d'échange d'actifs de novembre 2019 »). La société a reconnu un gain net sur cession de 41,0 \$, en relation avec cette transaction, qui est inclus dans Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs dans l'état des résultats consolidés de l'exercice terminé le 26 avril 2020. Suivant cette entente d'échange d'actifs, la société détient 100 % des intérêts dans CST Fuel Supply LP. Par conséquent, au cours de l'exercice terminé le 26 avril 2020, un montant de 105,2 \$, net d'impôts, a été reconnu aux bénéfices non répartis correspondant à la différence entre la participation ne donnant pas le contrôle dans CST Fuel Supply LP comptabilisée dans les états financiers consolidés de la société et la juste valeur de la contrepartie afin d'acquérir les 17,5 % de participation restante dans CST Fuel Supply LP.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

7. INVESTISSEMENTS DANS FIRE & FLOWER HOLDINGS CORP.

Débentures convertibles et bons de souscription d'actions ordinaires

Investissements, conversion et exercice

Le 7 août 2019, la société a investi un montant de 26,0 \$ CA (19,5 \$) dans Fire & Flower, un détaillant de cannabis indépendant de premier plan inscrit à la Bourse de Toronto et ayant son siège social en Ontario, Canada. Cet investissement se compose des éléments suivants :

- Débentures convertibles non garanties portant intérêt à un taux annuel de 8 % et qui sont convertibles en actions ordinaires de Fire & Flower à tout moment entre leur date d'émission et leur date de maturité (« débentures d'août 2019 »). Le 17 septembre 2020, les modalités et conditions des débentures d'août 2019 ont été modifiées. Le prix de conversion est passé de 1,07 \$ CA par action à un prix de conversion variable qui ne peut pas atteindre plus de 0,90 \$ CA par action, et la date de maturité a été prolongée du 31 décembre 2020 au 30 juin 2023 (« débentures d'août 2019 modifiées »). Le 10 mars 2021, un principal d'un montant de 23,6 \$ CA (18,5 \$) des débentures d'août 2019 modifiées a été converti en actions ordinaires de Fire & Flower suite à la réalisation d'événements permettant à Fire & Flower d'exiger que la société procède à la conversion de la totalité ou d'une partie des débentures d'août 2019 modifiées à un prix de conversion de 0,75 \$ CA par action.
- Bons de souscription d'actions ordinaires qui consistaient en des Bons de souscription de séries A, B et C. Le 17 septembre 2020, les modalités et conditions des Bons de souscription ont été modifiées. Les Bons de souscription A ont été répartis en Bons de souscription A-1, A-2 et A-3. Durant l'exercice terminé le 25 avril 2021, la société a exercé les Bons de souscription A-1 et A-2 pour une considération en espèces de 19,0 \$ CA (14,6 \$) et les Bons de souscription A-3 peuvent être exercés, à un prix modifié, au gré de la société et expireront le 30 juin 2021. Les Bons de souscription B modifiés pourront seulement être exercés, à un prix modifié, à tout moment après le 1^{er} janvier 2022 et expireront le 30 septembre 2022. Les Bons de souscription C modifiés pourront seulement être exercés, à un prix modifié, à tout moment après le 1^{er} octobre 2022 et expireront le 30 juin 2023. Au 25 avril 2021, aucun des Bons de souscription A-3, B ou C n'avait été exercé.

Le 28 avril 2020, la société a investi un montant supplémentaire de 2,5 \$ CA (1,8 \$), composé de débentures convertibles garanties (« débentures d'avril 2020 »), ainsi que de bons de souscription d'actions ordinaires supplémentaires qui consistaient en des Bons de souscription de séries A, B et C. Le 3 mars 2021, le montant du principal de 2,5 \$ CA (1,8 \$) des débentures d'avril 2020 a été converti en actions ordinaires de Fire & Flower suite à la réalisation d'événements permettant à Fire & Flower d'exiger que la société procède à la conversion de la totalité des débentures d'avril 2020 à un prix de conversion de 0,50 \$ CA par action.

Évaluation

Les débentures convertibles et les bons de souscription d'actions ordinaires sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. La juste valeur estimée des débentures d'août 2019 modifiées est déterminée à l'aide du modèle de Longstaff-Schwartz, où la valeur de l'option de conversion est basée sur des simulations de Monte Carlo et la juste valeur estimée des bons de souscription d'actions ordinaires est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes. Les données clés d'entrée non observables suivantes ont été utilisées dans l'établissement de la juste valeur de ces actifs financiers :

- Volatilité attendue : La sensibilité à la volatilité découle principalement du marché émergent dans lequel Fire & Flower exerce ses activités. Au 25 avril 2021, toutes les autres hypothèses étant égales par ailleurs, une augmentation ou diminution de 5 % de la volatilité attendue utilisée de 85 % n'aurait pas eu d'impact significatif sur la juste valeur des débentures convertibles et bons de souscription d'actions ordinaires.
- Écart de crédit : La sensibilité à l'écart de crédit découle principalement de la nature des instruments financiers émis ainsi que du marché émergent dans lequel Fire & Flower exerce ses activités. Au 25 avril 2021, toutes les autres hypothèses étant égales par ailleurs, une augmentation ou diminution de 5 % de l'écart de crédit utilisé de 30 % n'aurait pas eu d'impact significatif sur la juste valeur des débentures convertibles.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

À la suite des modifications du 17 septembre 2020, la juste valeur estimée lors de la comptabilisation initiale des débentures d'août 2019 modifiées, des débentures d'avril 2020, des Bons de souscription A-3 et des Bons de souscription B et C modifiés différait de leur prix de transaction. Ces justes valeurs estimées ont été déterminées à l'aide de données spécifiques à l'entité et sont ainsi des évaluations de niveau 3 (note 31). L'évaluation initiale de ces actifs financiers a donc été ajustée afin de reporter l'écart entre la juste valeur à la date de la comptabilisation initiale et le prix de transaction. Puisque ces écarts découlent principalement de la composante temporelle de chacun des modèles d'évaluation, ils sont constatés graduellement sur la durée de vie estimée de chacun des actifs à l'aide de la méthode linéaire.

Le tableau ci-dessous indique les montants relatifs aux débentures convertibles et aux bons de souscription d'actions ordinaires présentés aux bilans consolidés :

	Juste valeur estimée des débentures convertibles	Juste valeur estimée des bons de souscription d'actions ordinaires	Juste valeur estimée totale des actifs financiers	Écarts reportés	Valeur nette comptable
	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 25 avril 2021					
Solde au début de l'exercice	18,5	10,1	28,6	(13,8)	14,8
Investissement supplémentaire	2,6	2,1	4,7	(2,9)	1,8
Impact des modifications du 17 septembre 2020	7,8	17,5	25,3	(24,7)	0,6
Gain reconnu aux Revenus financiers, excluant l'impact de la conversion d'une partie des débentures convertibles	3,1	6,2	9,3	17,5	26,8
Impact de la conversion d'une partie des débentures convertibles reconnu aux Revenus financiers	5,2	—	5,2	7,9	13,1
Conversion et exercice	(37,0)	(1,2)	(38,2)	—	(38,2)
Effet des fluctuations du taux de change	2,8	2,3	5,1	(2,6)	2,5
Solde à la fin de l'exercice	3,0	37,0	40,0	(18,6)	21,4
Portion à court terme	—	1,6	1,6	(0,3)	1,3
Portion à long terme	3,0	35,4	38,4	(18,3)	20,1
Exercice terminé le 26 avril 2020					
Évaluation initiale	27,6	39,9	67,5	(48,0)	19,5
Gain (perte) reconnu(e) aux Frais financiers nets	(8,0)	(29,3)	(37,3)	33,4	(3,9)
Effet des fluctuations du taux de change	(1,1)	(0,5)	(1,6)	0,8	(0,8)
Solde à la fin de l'exercice	18,5	10,1	28,6	(13,8)	14,8

La société effectue les évaluations requises pour les fins de divulgations financières de ses instruments financiers, incluant les justes valeurs de niveau 2 et de niveau 3. Les changements des justes valeurs de niveau 2 et de niveau 3 sont analysés par la société à chacune des périodes de publication et des rapports expliquant les causes des mouvements des justes valeurs sont présentés à la direction de la société.

Influence notable

Au 17 septembre 2020, les modifications décrites ci-dessus ont mené à ce que certaines débentures convertibles et certains bons de souscription d'actions ordinaires soient considérés comme étant des droits de vote potentiels convertibles ou exerçables, alors qu'ils ne l'étaient pas avant l'entrée en vigueur des modifications en raison de leur prix de conversion ou d'exercice plus élevé. La société a évalué que ces droits de vote potentiels supplémentaires, en plus de ses droits de vote déjà existants, lui conféraient une influence notable sur Fire & Flower. Par conséquent, depuis le 17 septembre 2020, Fire & Flower est considérée comme étant une entreprise associée de la société et le pourcentage de participation actuel dans Fire & Flower a été comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Fire & Flower est une compagnie cotée en bourse et ses périodes comptables ne coïncident pas avec celles de la société, par conséquent, la société a utilisé les états financiers de Fire & Flower pour la période se terminant le 30 janvier 2021, ajustés pour refléter la période au cours de laquelle Fire & Flower est considérée comme une entreprise associée ainsi que des transactions importantes, le cas échéant, dans l'application de la méthode de la mise en équivalence pour l'exercice terminé le 25 avril 2021.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020
(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

8. PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES ET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Le tableau suivant présente les montants relatifs aux participations de la société dans des coentreprises et des entreprises associées présentés aux bilans consolidés :

	2021	2020
	\$	\$
Participation dans des coentreprises	141,4	139,6
Participation dans des entreprises associées	58,4	0,1
	199,8	139,7

Ces participations, dont aucune n'est individuellement significative pour la société, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les montants suivants représentent la quote-part de la société dans le bénéfice net et le résultat global de ses coentreprises et entreprises associées :

	2021	2020
	\$	\$
Bénéfice net et résultat global des coentreprises	25,5	25,4
Bénéfice net et résultat global des entreprises associées	0,5	0,1
	26,0	25,5

9. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES DÉPENSES

	2021	2020 (ajusté, note 3)
	\$	\$
Coût des ventes	35 653,8	44 492,1
Frais de vente et de marketing	5 613,3	5 694,6
Frais d'administration	740,6	701,8
Autres frais d'exploitation	76,8	81,4
	2021	2020
	\$	\$
Dépenses au titre des avantages du personnel ^(a)		
Salaires	2 419,9	2 394,0
Avantages sociaux et autres contributions relatives aux employeurs	258,3	293,1
Avantages sociaux futurs (note 30)	145,1	128,1
Primes de départ	10,4	6,8
Rémunération et autres paiements fondés sur des actions (note 28)	18,9	14,3
	2 852,6	2 836,3

(a) Subventions gouvernementales

Au cours de l'exercice 2021, la société a comptabilisé un montant de 51,1 \$ suite à l'approbation de diverses demandes de subventions gouvernementales (néant pour l'exercice 2020). Les subventions gouvernementales, qui ont été reçues pour couvrir des dépenses reliées aux employés, ont été comptabilisées en déduction des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux dans les états des résultats consolidés.

10. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

	2021	2020
	\$	\$
Salaires et autres avantages à court terme	10,5	11,2
Régime de rémunération et autres paiements fondés sur des actions	10,3	8,8
Avantages sociaux futurs (note 30)	2,7	2,5
	23,5	22,5

Les principaux dirigeants comprennent les membres du conseil d'administration et du comité de direction.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

11. FRAIS FINANCIERS

	2021	2020
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	213,2	214,7
Intérêts sur les obligations locatives	88,3	90,3
Impact de l'avis de remboursement de billets de premier rang non garantis (note 22)	29,1	—
Charge de désactualisation des provisions (note 25)	15,9	18,3
Autres charges financières	10,5	18,9
	357,0	342,2

12. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	2021	2020
	\$	\$
Charge d'impôt sur les bénéfices exigible	593,6	440,8
Charge d'impôt différé	60,0	105,1
	653,6	545,9

Les principaux éléments ayant eu pour effet de produire des écarts entre les taux d'imposition effectifs et statutaires combinés de la société au Canada se détaillent comme suit :

	2021	2020
	%	%
Taux d'imposition statutaire combiné au Canada ^(a)	26,50	26,57
Incidence des taux d'imposition d'autres juridictions	(7,64)	(7,20)
Autres écarts permanents	0,60	(0,57)
Taux d'imposition effectif	19,46	18,80

(a) Le taux d'imposition statutaire combiné de la société au Canada comprend les taux d'imposition sur les bénéfices provinciaux pertinents.

Les composantes des actifs et passifs d'impôts différés sont les suivantes :

	Solde au 26 avril 2020	Comptabilisé aux résultats	Comptabilisé directement aux AERG ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions d'entreprises	Solde au 25 avril 2021
	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	(4,2)	2,6	(2,4)	(0,4)	(4,4)
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(3,7)	(0,1)	(0,5)	—	(4,3)
Immobilisations incorporelles	2,4	(10,7)	(2,0)	—	(10,3)
Frais reportés	28,3	5,0	3,2	0,4	36,9
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	12,6	2,0	7,7	0,5	22,8
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	10,6	3,1	2,5	—	16,2
Crédits reportés	(4,3)	3,3	(0,1)	—	(1,1)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	2,4	(0,1)	0,3	—	2,6
Actifs au titre de droits d'utilisation	(42,9)	4,7	(9,3)	—	(47,5)
Obligations locatives	43,5	(6,8)	9,6	—	46,3
Placements	1,6	—	(2,9)	—	(1,3)
Autres	5,5	(31,4)	30,6	—	4,7
	51,8	(28,4)	36,7	0,5	60,6

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

2021

	Solde au 26 avril 2020	Comptabilisé aux résultats	Comptabilisé directement aux AERG ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions et dispositions d'entreprises	Solde au 25 avril 2021
	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	924,8	62,2	22,6	0,3	1 009,9
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(17,7)	(6,1)	—	—	(23,8)
Immobilisations incorporelles	62,3	0,4	2,0	16,0	80,7
Goodwill	220,1	29,0	6,6	—	255,7
Frais reportés	(62,1)	6,2	8,9	—	(47,0)
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	84,2	(0,3)	(39,4)	—	44,5
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(73,8)	(8,1)	(4,4)	—	(86,3)
Crédits reportés	(2,9)	(2,4)	—	—	(5,3)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	27,0	(10,1)	2,5	—	19,4
Actifs au titre de droits d'utilisation	535,6	85,3	24,8	—	645,7
Obligations locatives	(580,4)	(94,5)	(26,7)	—	(701,6)
Placements	4,2	4,8	0,1	—	9,1
(Perte) gain de change non réalisé(e)	(76,3)	(34,8)	37,6	1,1	(72,4)
	1 045,0	31,6	34,6	17,4	1 128,6

2020

	Solde au 28 avril 2019	Adoption d'IFRS 16	Solde ajusté au début de l'exercice	Comptabilisé aux résultats	Comptabilisé directement aux AERG ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions et dispositions d'entreprises ainsi que par les actifs détenus en vue de la vente	Solde au 26 avril 2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôts différés							
Immobilisations corporelles	(8,0)	—	(8,0)	1,8	2,0	—	(4,2)
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(2,4)	—	(2,4)	(1,5)	0,2	—	(3,7)
Immobilisations incorporelles	20,3	—	20,3	(20,0)	2,1	—	2,4
Frais reportés	25,5	—	25,5	3,9	(1,1)	—	28,3
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	14,6	—	14,6	(1,7)	(0,3)	—	12,6
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	7,6	—	7,6	4,7	(1,7)	—	10,6
Crédits reportés	(6,8)	—	(6,8)	1,6	0,9	—	(4,3)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	3,0	—	3,0	(0,8)	0,2	—	2,4
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	—	—	(47,2)	4,3	—	(42,9)
Obligations locatives	—	—	—	47,9	(4,4)	—	43,5
Placements	—	—	—	—	1,6	—	1,6
Autres	32,6	—	32,6	5,8	(32,9)	—	5,5
	86,4	—	86,4	(5,5)	(29,1)	—	51,8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

	Solde au 28 avril 2019	Adoption d'IFRS 16	Solde ajusté au début de l'exercice	Comptabilisé aux résultats	Comptabilisé directement aux AERG ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions et dispositions d'entreprises ainsi que par les actifs détenus en vue de la vente	2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs d'impôts différés							
Immobilisations corporelles	951,4	(28,7)	922,7	69,4	(7,3)	(60,0)	924,8
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(73,0)	12,8	(60,2)	43,0	(0,5)	—	(17,7)
Immobilisations incorporelles	44,0	—	44,0	18,0	0,3	—	62,3
Goodwill	235,7	—	235,7	5,0	(2,1)	(18,5)	220,1
Frais reportés	(74,2)	(0,1)	(74,3)	(1,3)	(4,1)	17,6	(62,1)
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	49,9	—	49,9	12,1	21,6	0,6	84,2
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(83,6)	—	(83,6)	8,6	1,2	—	(73,8)
Crédits reportés	(51,2)	53,2	2,0	(3,0)	(1,9)	—	(2,9)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	26,8	—	26,8	1,0	(0,8)	—	27,0
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	552,2	552,2	8,5	(25,1)	—	535,6
Obligations locatives	—	(592,6)	(592,6)	(14,8)	27,0	—	(580,4)
Placements	23,8	—	23,8	(19,5)	(0,1)	—	4,2
Autres	(0,5)	—	(0,5)	0,5	—	—	—
Perte de change non réalisée	(12,0)	—	(12,0)	(27,9)	(36,4)	—	(76,3)
	1 037,1	(3,2)	1 033,9	99,6	(28,2)	(60,3)	1 045,0

Les pertes reportées prospectivement et les différences temporaires déductibles à l'égard des actifs d'impôts différés n'ont pas été comptabilisés s'établissaient à 651,2 \$ au 25 avril 2021 (1 421,3 \$ au 26 avril 2020), dont une tranche de 423,7 \$ qui sera reprise par le biais des AERG (821,5 \$ au 26 avril 2020).

De ces montants, une tranche d'environ 529,1 \$ n'avait pas de date d'échéance au 25 avril 2021 (968,7 \$ au 26 avril 2020). Les pertes en capital nettes peuvent être reportées prospectivement indéfiniment et ne peuvent être utilisées qu'à l'égard de gains en capital imposables futurs. Les autres pertes reportées prospectivement et les différences temporaires déductibles viendront à échéance comme suit :

	\$
Moins d'un an	9,9
Un à deux ans	12,5
Deux à trois ans	9,5
Trois à cinq ans	1,7
Cinq à dix ans	15,0
Dix à vingt ans	73,5
	122,1

Au cours de l'exercice terminé le 25 avril 2021, 38,0 \$ d'impôts différés qui n'avaient pas été précédemment comptabilisés ont été utilisés.

Les passifs d'impôts différés relatifs aux impôts qui seraient payables advenant un rapatriement des bénéfices non répartis de certaines filiales étrangères n'ont pas été comptabilisés puisque ces montants ne devraient pas se matérialiser dans un avenir prévisible. Les différences temporelles liées à ces participations s'élèvent à 6 106,0 \$ (4 016,0 \$ en 2020).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

13. BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente les informations sur le calcul du bénéfice net par action de base et dilué :

	2021	2020
	\$	\$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions des catégories A et B	<u>2 705,5</u>	2 353,6
Nombre moyen pondéré d'actions (en millions)	1 105,3	1 123,3
Effet dilutif des options d'achat d'actions (en millions)	1,4	1,2
Nombre moyen pondéré d'actions dilué (en millions)	<u>1 106,7</u>	1 124,5
Bénéfice net de base par action attribuable aux détenteurs d'actions des catégories A et B	<u>2,45</u>	2,10
Bénéfice net dilué par action attribuable aux détenteurs d'actions des catégories A et B	<u>2,44</u>	2,09

Aux fins du calcul du bénéfice net dilué par action de 2021, 465 659 options d'achat d'actions ont été exclues compte tenu de leur effet antidilutif (246 668 options d'achat d'actions exclues en 2020).

Pour l'exercice 2021, le conseil d'administration a déclaré des dividendes totalisant 33,25 ¢ CA par action (26,50 ¢ CA par action en 2020).

14. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Variations du fonds de roulement hors caisse

	2021	2020
	\$	\$
Débiteurs	(358,0)	545,3
Stocks	(490,5)	204,2
Frais payés d'avance	1,9	(47,6)
Créditeurs et charges à payer	762,0	(936,3)
Impôts exigibles	(70,4)	235,0
	<u>(155,0)</u>	0,6

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Changement en lien avec les passifs découlant des activités de financement

	2021			2020		
	Autres passifs financiers nets, excluant les swaps sur carburant	Obligations locatives	Dette à long terme	Autres passifs financiers nets, excluant les swaps sur carburant	Obligations locatives	Dette à long terme
Solde au début de l'exercice	\$ 237,4	\$ 2 648,8	\$ 7 730,5	\$ 258,7	\$ —	\$ 6 951,4
Adoption d'IFRS 16	—	—	—	—	2 952,2	(328,3)
Solde ajusté au début de l'exercice	237,4	2 648,8	7 730,5	258,7	2 952,2	6 623,1
Flux de trésorerie						
(Sorties) rentrées nettes de fonds sur la dette à long terme	—	—	(1 710,6)	—	—	1 706,9
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives	—	(404,2)	—	—	(378,2)	—
Règlements d'instruments financiers dérivés	—	—	—	(100,6)	—	—
Variations des éléments hors trésorerie						
Reclassement à titre de passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 5)	—	(81,1)	—	—	(187,9)	(522,7)
Révision d'estimations	—	628,5	—	—	194,3	—
Ajouts	—	180,4	63,6	—	130,2	—
Variation de la juste valeur	(149,9)	—	—	79,3	—	—
Acquisitions d'entreprises (note 4)	—	67,2	—	—	10,9	—
Impact de l'avis de remboursement de billets de premier rang non garantis (note 22)	—	—	29,1	—	—	—
Amortissement des frais de financement	—	—	4,1	—	—	7,0
Variation de la juste valeur de swaps connexes	—	—	—	—	—	3,9
Effet des fluctuations du taux de change	—	172,5	273,2	—	(72,7)	(87,7)
Solde à la fin de l'exercice	87,5	3 212,1	6 389,9	237,4	2 648,8	7 730,5

15. DÉBITEURS

	2021	2020
	\$	\$
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit ^(a)	818,5	521,5
Comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir ^(a)	732,3	518,1
Provision pour pertes de crédit	(36,8)	(38,1)
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir – nets	1 514,0	1 001,5
Autres débiteurs	258,2	254,5
Provision pour pertes de crédit	(0,5)	—
1 771,7	1 256,0	

(a) Ces montants sont présentés déduction faite d'un montant de 151,2 \$ présenté en réduction des comptes fournisseurs et charges à payer (note 21) en raison d'accords de compensation (148,7 \$ au 26 avril 2020).

Le tableau qui suit présente l'âge des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir sur une base brute de même que l'âge de la provision pour pertes de crédit attendues en fonction du taux de perte attendu :

	Valeur comptable brute	Taux de perte attendu	2021
			Pertes de crédit attendues
	\$	%	\$
Courants	1 435,7	0,4	5,1
En souffrance depuis 1-90 jours	79,7	2,1	1,7
En souffrance depuis 91 jours et plus	35,4	84,7	30,0
	1 550,8		36,8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Les mouvements de la provision pour pertes de crédit attendues s'établissent comme suit :

	2021	2020
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	38,1	30,8
Provision pour pertes de crédit attendues, déduction faite du solde de début inutilisé	4,3	18,7
Créances radiées au cours de l'exercice	(9,1)	(8,7)
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 5)	—	(0,4)
Effet des fluctuations du taux de change	4,0	(2,3)
Solde à la fin de l'exercice	37,3	38,1

16. STOCKS

	2021	2020
	\$	\$
Marchandises ^(a)	900,1	831,6
Carburant pour le transport routier ^(b)	853,2	396,4
Autres	14,3	9,4
1 767,6	1 237,4	

- (a) Pour l'exercice terminé le 25 avril 2021, une dépréciation à la valeur nette de réalisation de 33,9 \$ a été comptabilisée, pour cette catégorie, dans le Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur, aux états des résultats consolidés (néant pour l'exercice terminé le 26 avril 2020).
- (b) Pour l'exercice terminé le 25 avril 2021, une reprise de dépréciation à la valeur nette de réalisation de 12,9 \$ a été comptabilisée, pour cette catégorie, dans le Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur aux états des résultats consolidés puisque les prix de vente ont augmenté. Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, une dépréciation à la valeur nette de réalisation de 12,9 \$ a été comptabilisée, pour cette catégorie, dans le Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur aux états des résultats consolidés.

Les montants du coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur, présentés dans les états consolidés des résultats sont presque entièrement composés des stocks comptabilisés à titre de dépenses.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

17. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Immeubles et composantes de bâtisse ^(b)	Équipements	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 25 avril 2021					
Valeur comptable nette au début	3 344,8	2 790,8	3 588,4	412,5	10 136,5
Ajouts	145,0	316,8	757,9	68,9	1 288,6
Acquisitions d'entreprises (note 4)	14,5	21,9	17,3	4,0	57,7
Dispositions	(55,4)	(12,9)	(47,3)	(3,1)	(118,7)
Dépense d'amortissement et de perte de valeur	(1,6)	(249,6)	(560,7)	(71,0)	(882,9)
Reclassements	15,2	(12,5)	2,4	(5,1)	—
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 5)	(32,1)	(22,0)	(66,7)	(9,6)	(130,4)
Effet des fluctuations du taux de change	175,8	152,7	180,0	10,8	519,3
Valeur comptable nette à la fin^(a)	3 606,2	2 985,2	3 871,3	407,4	10 870,1
Au 25 avril 2021					
Coût	3 610,8	4 653,2	7 042,3	965,0	16 271,3
Amortissement et perte de valeur cumulés	(4,6)	(1 668,0)	(3 171,0)	(557,6)	(5 401,2)
Valeur comptable nette^(a)	3 606,2	2 985,2	3 871,3	407,4	10 870,1
Portion relative aux immobilisations corporelles non opérées par la société car sujettes à des contrats de location simple	47,5	12,3	12,7	—	72,5
Exercice terminé le 26 avril 2020					
Valeur comptable nette au début	3 830,6	3 233,9	3 670,7	394,7	11 129,9
Adoption d'IFRS 16	(143,2)	(105,2)	(58,1)	—	(306,5)
Valeur comptable nette ajustée au début	3 687,4	3 128,7	3 612,6	394,7	10 823,4
Ajouts	55,4	272,9	786,4	98,0	1 212,7
Acquisitions d'entreprises (note 4)	13,6	17,4	19,6	0,2	50,8
Dispositions	(33,2)	(17,5)	(52,3)	(5,5)	(108,5)
Dépense d'amortissement et de perte de valeur	(0,7)	(255,0)	(531,9)	(70,3)	(857,9)
Reclassements	12,0	4,2	(20,7)	4,5	—
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (notes 5 et 6)	(319,3)	(292,6)	(140,6)	(5,6)	(758,1)
Effet des fluctuations du taux de change	(70,4)	(67,3)	(84,7)	(3,5)	(225,9)
Valeur comptable nette à la fin^(a)	3 344,8	2 790,8	3 588,4	412,5	10 136,5
Au 26 avril 2020					
Coût	3 378,4	4 150,0	6 316,7	927,3	14 772,4
Amortissement et perte de valeur cumulés	(33,6)	(1 359,2)	(2 728,3)	(514,8)	(4 635,9)
Valeur comptable nette^(a)	3 344,8	2 790,8	3 588,4	412,5	10 136,5
Portion relative aux immobilisations corporelles non opérées par la société car sujettes à des contrats de location simple	28,1	42,1	3,5	—	73,7

(a) La valeur comptable nette au 25 avril 2021 inclut un montant de 804,9 \$ relatif aux constructions en cours (753,9 \$ au 26 avril 2020).

(b) Pour l'exercice terminé le 25 avril 2021, aucune perte de valeur n'a été constatée pour cette catégorie au poste Amortissement et perte de valeur aux états des résultats consolidés (4,7 \$ pour l'exercice terminé le 26 avril 2020).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

18. CONTRATS DE LOCATION

L'information sur les contrats de location pour lesquels la société est locataire est présentée ci-dessous :

Actifs au titre de droits d'utilisation

La réconciliation des actifs au titre de droits d'utilisation de la société par catégories d'actifs sous-jacents se présente comme suit :

	Propriétés	Véhicules motorisés	Équipements	Total
	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 25 avril 2021				
Valeur comptable nette au début	2 493,4	18,0	2,5	2 513,9
Ajouts	100,9	53,4	22,6	176,9
Acquisitions d'entreprises (note 4)	76,6	—	—	76,6
Dépense d'amortissement et de perte de valeur	(401,6)	(15,4)	(2,0)	(419,0)
Révision d'estimations	643,1	(11,0)	0,3	632,4
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 5)	(77,9)	—	—	(77,9)
Cessions réputées liées à des sous-locations	(6,0)	—	—	(6,0)
Effet des fluctuations du taux de change	168,5	2,6	1,1	172,2
Valeur comptable nette à la fin	2 997,0	47,6	24,5	3 069,1
Exercice terminé le 26 avril 2020				
Valeur comptable nette au début	—	—	—	—
Adoption d'IFRS 16	2 789,8	37,6	7,6	2 835,0
Valeur comptable nette ajustée au début	2 789,8	37,6	7,6	2 835,0
Ajouts	116,1	12,2	0,6	128,9
Acquisitions d'entreprises (note 4)	10,9	—	—	10,9
Dépense d'amortissement et de perte de valeur	(399,4)	(9,0)	(0,8)	(409,2)
Révision d'estimations	221,6	(21,6)	(4,5)	195,5
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (notes 5 et 6)	(172,7)	—	—	(172,7)
Cessions réputées liées à des sous-locations	(1,7)	—	—	(1,7)
Effet des fluctuations du taux de change	(71,2)	(1,2)	(0,4)	(72,8)
Valeur comptable nette à la fin	2 493,4	18,0	2,5	2 513,9

Montants comptabilisés aux états des résultats consolidés

	2021	2020
	\$	\$
Dépenses relatives aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	24,8	33,4
Dépenses relatives aux paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative	22,9	23,5

Information sur les flux de trésorerie

	2021	2020
	\$	\$
Total des sorties de fonds relatives aux contrats de location	538,8	526,3

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Au 25 avril 2021, la société loue principalement des terrains, des immeubles, des composantes de bâtisse, de l'équipement et des véhicules motorisés. La durée de chaque contrat de location est négociée sur une base individuelle et les conditions peuvent grandement varier. La durée des contrats de location, pour la majorité des contrats en Amérique du Nord, varie entre 5 et 20 ans et cette durée inclut le terme de base ainsi qu'une ou plusieurs options de renouvellement, lorsqu'applicable. En Europe et en Asie, la durée des contrats de location varie de moins de 12 mois jusqu'à des échéances de plus de 50 ans et inclus aussi des options de renouvellement au prix du marché, lorsqu'applicable. Au 25 avril 2021, la société respectait les restrictions imposées par ses contrats de location.

Au 25 avril 2021, les garanties de valeur résiduelle que la société s'attend à payer incluses dans le calcul des obligations locatives ainsi que celles que la société ne s'attend pas à payer et qui sont, par conséquent, exclues des obligations locatives n'étaient pas significatives.

Certains contrats de location sur des biens sont assortis de modalités de paiements variables, qui sont fonction des ventes générées par un magasin. Pour les magasins individuels, les paiements de loyers étant fondés sur des modalités de paiements variables peuvent atteindre 100 % et les pourcentages de ventes appliqués varient grandement. Les modalités de paiements variables existent pour une multitude de raisons, dont minimiser la base de frais fixes pour les nouveaux magasins. Les paiements de loyers variables qui sont fonction des ventes sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle se produit la situation qui est à l'origine de ces paiements. Pour l'exercice terminé le 25 avril 2021, une augmentation de 10 % des modalités variables dans tous les magasins du groupe ayant de telles modalités de paiements variables n'aurait pas eu un impact significatif sur les paiements de location totaux.

Plusieurs contrats de location conclus par la société sont assortis d'options de prolongation et de résiliation. Ces modalités maximisent la souplesse opérationnelle dans le cadre de la gestion des contrats. La plupart des options de prolongation et de résiliation ne peuvent être levées que par la société, non le bailleur. Au 25 avril 2021, de potentielles futures sorties de fonds non actualisées de 175,5 \$ annuellement n'ont pas été incluses dans les obligations locatives dont les échéances contractuelles sont dans moins de cinq ans, car il n'est pas raisonnablement certains que des options de renouvellement sur ces baux seront exercées.

Au 25 avril 2021, des sorties de fonds futures non actualisées de 22,5 \$ n'ont pas été incluses dans les obligations locatives puisque celles-ci sont relatives à des contrats de location qui n'ont pas encore débuté, mais pour lesquels la société s'est engagée.

L'information sur les contrats de location lorsque la société est bailleur est présenté ci-dessous :

Au 25 avril 2021, la société loue principalement des immeubles et des véhicules motorisés. Les modalités sont négociées sur une base individuelle et contiennent une grande variété de durées et conditions.

Montant comptabilisés dans les états des résultats consolidés

	2021	2020
	\$	\$
Produits locatifs sur contrats de location simple, excluant ceux se rapportant aux paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux	15,8	38,2
Produits locatifs se rapportant aux paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux	17,1	37,7
Revenus de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	48,6	44,7

Au 25 avril 2021, le montant total des paiements minimaux futurs non actualisés sur contrats de location simple attendus à être reçus au titre des accords de location et de sous-location est de 71,8 \$. Ces paiements minimaux devraient être reçus comme suit :

	\$
Moins d'un an	16,0
Un à cinq ans	32,8
Plus de cinq ans	23,0
	<hr/>
	71,8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Au 25 avril 2021, le montant total des paiements minimaux futurs non actualisés attendus à être reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location est de 21,9 \$. Ces paiements minimaux devraient être reçus comme suit :

	\$
Moins d'un an	5,8
Un à cinq ans	13,0
Plus de cinq ans	3,1
	<u>21,9</u>
Produits financiers non acquis inclus dans les paiements ci-dessus	(1,8)
	<u>20,1</u>

19. GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Goodwill

	2021	2020
	\$	\$
Valeur comptable nette au début de l'exercice	5 505,8	5 683,1
Acquisitions d'entreprises (note 4)	340,3	35,6
Reclassements à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 5)	(81,7)	(140,9)
Effet des fluctuations du taux de change	181,9	(72,0)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	5 946,3	5 505,8

Immobilisations incorporelles

	Marques de commerce	Contrats de franchise	Logiciels ^(a)	Contrats d'approvisionnement en carburant		Droits recouvrés	Autres	Total
				\$	\$			
Exercice terminé le 25 avril 2021								
Valeur comptable nette au début	240,8	48,4	174,1	14,3	—	73,2	550,8	
Ajouts	—	—	86,1	—	—	2,3	88,4	
Acquisitions d'entreprises (note 4)	12,7	—	25,6	—	38,7	19,9	96,9	
Dispositions	—	(0,1)	—	(0,5)	—	(0,1)	(0,7)	
Dépense d'amortissement	(5,2)	(6,6)	(38,5)	(1,1)	(3,1)	(9,8)	(64,3)	
Reclassements	—	—	(3,9)	—	—	3,9	—	
Reclassements à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 5)	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,8)	
Effet des fluctuations du taux de change	13,4	3,1	25,3	—	—	4,8	46,6	
Valeur comptable nette à la fin	261,7	44,8	268,7	12,7	35,6	93,4	716,9	
Au 25 avril 2021								
Coût	303,9	156,9	484,8	54,0	38,7	229,8	1 268,1	
Amortissement cumulé	(42,2)	(112,1)	(216,1)	(41,3)	(3,1)	(136,4)	(551,2)	
Valeur comptable nette	261,7	44,8	268,7	12,7	35,6	93,4	716,9	

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Immobilisations incorporelles

	Marques de commerce	Contrats de franchise	Logiciels ^(a)	Contrats d'approvisionnement en carburant		Droits recouvrés	Autres	Total
				\$	\$			
Exercice terminé le 26 avril 2020								
Valeur comptable nette au début	255,6	61,0	170,4	267,9	—	189,5	944,4	
Adoption d'IFRS 16	—	—	—	—	—	(104,5)	(104,5)	
Valeur comptable nette au début	255,6	61,0	170,4	267,9	—	85,0	839,9	
Ajouts	—	0,3	56,0	—	—	0,2	56,5	
Dispositions	—	—	(0,9)	—	—	(0,1)	(1,0)	
Dépense d'amortissement	(7,5)	(10,2)	(34,4)	(14,7)	—	(6,3)	(73,1)	
Reclassements	—	0,2	2,6	—	—	(2,8)	—	
Reclassements à titre d'actifs détenus en vue de la vente (notes 5 et 6)	—	—	—	(238,9)	—	(1,5)	(240,4)	
Effet des fluctuations du taux de change	(7,3)	(2,9)	(19,6)	—	—	(1,3)	(31,1)	
Valeur comptable nette à la fin	240,8	48,4	174,1	14,3	—	73,2	550,8	
Au 26 avril 2020								
Coût	277,3	136,3	348,5	55,6	—	180,0	997,7	
Amortissement cumulé	(36,5)	(87,9)	(174,4)	(41,3)	—	(106,8)	(446,9)	
Valeur comptable nette	240,8	48,4	174,1	14,3	—	73,2	550,8	

(a) La valeur comptable nette au 25 avril 2021 comprend 32,0 \$ relatif aux logiciels en cours (19,8 \$ au 26 avril 2020).

Le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont répartis aux UGT en fonction de la localisation géographique des magasins acquis. La répartition au 25 avril 2021 et au 26 avril 2020 est la suivante :

UGT	Immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée	2021		2020
		Goodwill	Immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée	Goodwill
				\$
Canada	—	832,8	—	743,1
États-Unis	186,9	4 230,2	185,5	4 278,4
Scandinavie	64,7	488,7	53,8	408,2
Europe centrale et Europe de l'Est	27,0	12,6	24,3	11,3
Irlande	—	72,4	—	64,8
Asie	12,7	309,6	—	—
	291,3	5 946,3	263,6	5 505,8

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée pour l'UGT des États-Unis sont la marque de commerce Circle K et les licences, qui devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment. L'immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée pour les UGT de la Scandinavie et de l'Europe centrale et Europe de l'Est est le logo de la gouttelette, qui devrait procurer des avantages économiques à la société indéfiniment. L'UGT de la Scandinavie regroupe les activités de la Norvège, de la Suède et du Danemark tandis que l'UGT de l'Europe centrale et Europe de l'Est regroupe les activités de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne et de la Russie. Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée pour l'UGT de l'Asie sont les marques de commerce de produits exclusifs, qui devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment.

Pour le test annuel de dépréciation, la valeur recouvrable des UGT du Canada, des États-Unis, de la Scandinavie, de l'Europe centrale et Europe de l'Est et de l'Irlande est déterminée sur la base de leur juste valeur diminuée des coûts de vente. La société utilise une approche basée sur les multiples du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (« BAIIA », une mesure non conforme aux IFRS) de sociétés comparables (niveau 3) allant de 8,6 x à 10,5 x pour établir ces valeurs. Pour le test annuel de dépréciation pour l'UGT de l'Asie, la valeur recouvrable est déterminée sur la base de la juste valeur diminuée des coûts de vente et la société utilise une approche basée sur les bénéfices pour déterminer cette valeur (niveau 3). Sous cette méthode, les flux de trésorerie de l'UGT pour une période de 4 ans ont été utilisés. L'hypothèse clé sur laquelle la direction a basé sa détermination de la juste valeur diminuée des coûts de vente est le taux de croissance moyen prévu de 12,3 %. Cette estimation représente le meilleur estimé de la direction compte tenu des conditions actuelles du marché.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

20. AUTRES ACTIFS

	2021	2020
	\$	\$
Actifs de rémunération différée	71,9	51,9
Montants à recevoir pour réclamations environnementales (note 25)	64,3	68,4
Actifs au titre des prestations définies (note 30)	63,0	12,5
Dépôts indexés liés aux unités d'actions (note 31)	43,5	34,4
Placements en instruments de capitaux propres (note 31)	35,2	78,5
Paiements incitatifs différés	26,2	27,1
Dépôts	25,5	25,4
Investissement net dans des contrats de sous-location (note 18)	20,1	19,7
Billets à recevoir	19,3	16,6
Autres	20,7	15,6
	389,7	350,1

21. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2021	2020
	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer ^(a)	2 577,6	1 507,6
Taxes à la consommation et d'accise	760,7	733,0
Salaires et avantages afférents	358,6	284,1
Autres	297,4	283,6
	3 994,3	2 808,3

(a) Ce montant est présenté déduction faite d'un montant de 110,8 \$ de montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit (note 15) et de 40,4 \$ de comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir (note 15) en raison d'accords de compensation (129,8 \$ et 18,9 \$, respectivement, au 26 avril 2020).

22. DETTE À LONG TERME

	2021	2020
	\$	\$
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, échéant de juillet 2022 à janvier 2050 ^(a)	4 002,9	3 970,7
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, échéant de novembre 2022 à juin 2025 ^(a)	1 319,1	1 384,8
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros, échéant en mai 2026 ^(a)	902,0	806,8
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes, échéant en février 2026 ^(a)	80,8	63,3
Facilité de crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garantie, libellée en dollars américains, échéant en décembre 2024 ^(b)	—	1 500,0
Autres dettes ^(c)	85,1	4,9
	6 389,9	7 730,5
Portion à court terme de la dette à long terme	1 107,3	214,7
Portion à long terme de la dette à long terme	5 282,6	7 515,8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

(a) Billets de premier rang non garantis

Au 25 avril 2021, la société avait des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 4 000,0 \$, en dollars canadiens totalisant 1 650,0 \$ CA, en euros totalisant 750,0 € ainsi qu'en couronnes norvégiennes totalisant 675,0 NOK, répartis comme suit :

	Montant du principal	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif au 25 avril 2021	Dates de paiement des intérêts
Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 \$	26 juillet 2022 ⁽¹⁾	2,700 %	2,819 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 1 ^{er} novembre 2012	250,0 \$ CA	1 ^{er} novembre 2022	3,899 %	3,963 %	1 ^{er} mai et 1 ^{er} novembre
Émission du 26 juillet 2017	700,0 \$ CA	26 juillet 2024	3,056 %	3,133 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 2 juin 2015	700,0 \$ CA	2 juin 2025	3,600 %	3,649 %	2 juin et 2 décembre
Émission du 18 février 2016	675,0 NOK	18 février 2026	3,850 %	3,927 %	20 avril et 20 octobre
Émission du 6 mai 2016	750,0 €	6 mai 2026	1,875 %	1,944 %	6 mai
Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 \$	26 juillet 2027	3,550 %	3,642 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2030	2,950 %	3,033 %	25 juillet et 25 janvier
Émission du 26 juillet 2017	500,0 \$	26 juillet 2047	4,500 %	4,576 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2050	3,800 %	3,880 %	25 juillet et 25 janvier

(1) Suivant la remise d'un avis de remboursement par la société le 14 avril 2021, le remboursement des billets de premier rang non garantis était effectif le 14 mai 2021.

Le 21 août 2020, la société a remboursé intégralement, à échéance, ses billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, de 300,0 \$ CA (227,1 \$) émis le 21 août 2013. Les billets libellés en dollars canadiens émis le 1^{er} novembre 2012, le 2 juin 2015 et le 26 juillet 2017 sont liés à des swaps de taux d'intérêt multidevises (note 24).

Le 13 mai 2021, subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 25 avril 2021, la société a émis des billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, totalisant 1 000,0 \$, composés des éléments suivants :

	Montant du principal	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif	Dates de paiements des intérêts
Émission du 13 mai 2021	650,0 \$	13 mai 2041	3,439 %	3,503 %	13 mai et 13 novembre
Émission d'obligations vertes du 13 mai 2021	350,0 \$	13 mai 2051	3,625 %	3,686 %	13 mai et 13 novembre

Une partie de ces billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains était assujettie à des accords de fixation de taux d'intérêt en prévision de leur émission (note 23) et un montant égal au produit net des obligations vertes de 350,0 \$ sera utilisé pour financer des projets qui contribuent à la durabilité environnementale.

Le 14 mai 2021, subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 25 avril 2021, la société a remboursé intégralement ses billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 1 000,0 \$ émis le 26 juillet 2017 et qui devaient arriver à échéance le 26 juillet 2022. Le remboursement a été effectué en utilisant le produit net des billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 650,0 \$ émis le 13 mai 2021 ainsi que la trésorerie disponible. Suite à la remise d'un avis de remboursement le 14 avril 2021, la société a comptabilisé à l'état des résultats consolidés une dépense de 29,1 \$, qui inclut une prime de remboursement anticipé de 27,7 \$. Les billets de premier rang non garantis ont été classés à la Portion à court terme de la dette à long terme au bilan consolidé.

(b) Facilité de crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti

Au 25 avril 2021, la société avait une convention de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 2 525,0 \$, échéant en décembre 2024. La facilité de crédit était disponible sous les formes suivantes :

- Une facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) en euros et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 150,0 \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain, le taux LIBOR ou le taux EURIBOR, plus une marge variable; et
- Une ligne de crédit non garantie d'un montant maximal de 115,0 \$, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêts à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Des frais d'attente, variant selon la cote de crédit de la société, étaient appliqués sur la partie inutilisée de la facilité de crédit. Les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées étaient établis en fonction de la cote de crédit de la société également. En vertu de cette convention de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Au 25 avril 2021, la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti était inutilisée (1 500,0 \$ emprunté au 26 avril 2020 à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 2,110 %) et la société était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit.

(c) Billets à ordre, libellés en dollars américains

Le 30 décembre 2020, la société a conclu une entente d'acquisition d'actifs dans laquelle elle a fait l'acquisition du terrain, de la bâtie et de l'équipement de 68 magasins qui étaient déjà des magasins corporatifs avant la transaction. Des billets à ordre d'une valeur totale de 60,7 \$ ont été émis dans le cadre de cette transaction, portant intérêt à un taux annuel moyen pondéré de 9,660 %. Ces billets à ordre viendront à échéance le 30 juillet 2021.

Facilités de découvert bancaire

Au 25 avril 2021, la société avait accès à des facilités de découvert bancaire totalisant approximativement 60,0 \$, dont 0,4 \$ était utilisé.

Lettres de garantie

Au 25 avril 2021, la société disposait de lettres de garantie en circulation liées à ses propres activités de 106,1 \$ (83,5 \$ au 26 avril 2020), dont 6,8 \$ (11,9 \$ au 26 avril 2020) se portaient en réduction des fonds disponibles en vertu de la facilité de crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garantie.

23. ACCORDS DE FIXATION DE TAUX D'INTÉRÊT

Durant l'exercice terminé le 25 avril 2021, la société a conclu des accords de fixation de taux d'intérêt ayant les modalités suivantes :

Montant notionnel	Termes des accords de fixation de taux d'intérêt	Taux	Date d'échéance
500,0 \$	De 20 à 30 ans	De 2,232 % à 2,356 %	14 mai 2021

Les instruments ont permis à la société de couvrir la variabilité de ses intérêts payables à l'égard de l'émission anticipée de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains et découlant de la variation des taux des bons du Trésor américain. Ces instruments étaient désignés comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés au risque de taux d'intérêt de la société et, par conséquent, pour l'exercice terminé le 25 avril 2021, une perte de 7,9 \$ a été comptabilisée aux AERG afin de tenir compte de la variation de la juste valeur des accords de fixation de taux d'intérêt.

Le 10 mai 2021, avant leur échéance et subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 25 avril 2021, la société a réglé l'ensemble de ses accords de fixation de taux d'intérêt. Le montant cumulatif total des pertes de 2,9 \$ lié aux accords de fixation de taux d'intérêt et comptabilisé au Cumul des autres éléments du résultat global sera amorti sur la durée des billets correspondants de premier rang non garantis libellés en dollars américains émis le 13 mai 2021 (note 22) comme un ajustement des dépenses d'intérêts connexes.

24. SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT ET MULTIDEVISSES

La société a conclu des ententes de swaps de taux d'intérêt multidevises lui permettant ainsi de synthétiquement convertir en dollars américains ses billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens.

Reçoit – Notionnel	Reçoit – Taux	Paie – Notionnel	Paie – Taux	Échéance	Juste valeur au (note 31)	
					25 avril 2021	26 avril 2020
1 650,0 \$ CA	De 3,056 % à 3,899 %	1 377,9 \$ US	De 3,226 % à 3,870 %	Du 1 ^{er} novembre 2022 au 2 juin 2025	79,6	237,4

Ces ententes sont désignées à titre d'instruments de couverture du risque de change lié à l'investissement net de la société dans ses opérations aux États-Unis. Ils sont présentés comme Autres passifs financiers à long terme aux bilans consolidés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

25. PROVISIONS

Le rapprochement des principales provisions de la société est présenté ci-dessous :

	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ^(a)	Provision pour coûts environnementaux ^(b)	Provision pour indemnités d'accidents de travail ^(c)	Obligation relative à la responsabilité civile ^(c)	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2021						
Solde au début de l'exercice	373,8	157,2	44,5	50,3	33,6	659,4
Acquisitions d'entreprises (note 4)	0,5	—	—	—	0,8	1,3
Passifs engagés	5,0	20,9	30,3	32,6	8,0	96,8
Passifs réglés	(9,1)	(23,2)	(27,8)	(24,0)	(6,1)	(90,2)
Charge de désactualisation	14,8	0,4	0,5	0,2	—	15,9
Renversement de provisions	(1,8)	(5,8)	—	(0,5)	(2,1)	(10,2)
Révision d'estimations	84,3	(3,9)	0,3	(1,8)	0,3	79,2
Reclassements à titre de passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 5)	(10,8)	—	—	—	—	(10,8)
Effet des fluctuations du taux de change	32,8	9,7	0,5	—	1,2	44,2
Solde à la fin de l'exercice	489,5	155,3	48,3	56,8	35,7	785,6
Portion à court terme	46,9	44,3	13,5	14,4	35,5	154,6
Portion à long terme	442,6	111,0	34,8	42,4	0,2	631,0
2020						
Solde au début de l'exercice	452,2	166,7	40,7	42,3	48,2	750,1
Adoption d'IFRS 16	—	—	—	—	(3,0)	(3,0)
Solde ajusté au début de l'exercice	452,2	166,7	40,7	42,3	45,2	747,1
Acquisitions d'entreprises (note 4)	0,8	—	—	—	—	0,8
Passifs engagés	6,3	19,6	28,6	32,0	5,9	92,4
Passifs réglés	(6,0)	(19,9)	(26,0)	(23,0)	(15,4)	(90,3)
Charge de désactualisation	15,6	2,1	0,6	—	—	18,3
Renversement de provisions	(6,2)	(7,9)	—	(0,2)	(1,5)	(15,8)
Révision d'estimations	(33,7)	3,6	0,7	(0,3)	0,1	(29,6)
Reclassements à titre de passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (notes 5 et 6)	(39,8)	(3,5)	—	(0,5)	—	(43,8)
Effet des fluctuations du taux de change	(15,4)	(3,5)	(0,1)	—	(0,7)	(19,7)
Solde à la fin de l'exercice	373,8	157,2	44,5	50,3	33,6	659,4
Portion à court terme	31,7	45,5	13,1	9,4	8,4	108,1
Portion à long terme	342,1	111,7	31,4	40,9	25,2	551,3

(a) Le montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaire pour régler les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est d'approximativement 700,2 \$ et devrait être encouru au cours des 40 prochaines années. Si des changements devaient survenir dans les coûts d'enlèvement futurs estimatifs, les durées de vie utile des réservoirs, les termes des baux ou les exigences réglementaires des gouvernements, le passif pourrait faire l'objet d'une révision.

(b) Les coûts environnementaux devraient être déboursés au cours des 20 prochaines années.

(c) Les indemnités pour accidents de travail et les obligations relatives à la responsabilité civile devraient être déboursées au cours des cinq prochaines années.

Coûts environnementaux

La société est assujettie aux diverses lois canadiennes, américaines et européennes portant sur l'entreposage, la manutention et la vente de carburant pour le transport routier et d'autres produits à base de pétrole. La société estime qu'elle respecte, à tous les égards importants, la législation actuelle portant sur l'environnement. La société a un programme continu de formation de ses employés en matière environnementale et effectue des tests préventifs et de réhabilitation des sites en collaboration avec les autorités de réglementation. La société procède également à une évaluation annuelle de ses équipements pétroliers.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Dans la plupart des États américains où la société exerce ses activités, à l'exception de l'Alaska, de la Californie, de la Floride, de l'Iowa, du Maryland, de New York, de l'Oregon, du Texas, de Washington, de la Virginie-Occidentale et du Wisconsin, la société a recours à un fonds en fiducie pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux exploitants d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs de carburant et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. La société paie les frais d'enregistrement annuel et remet les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Afin de pourvoir aux coûts environnementaux mentionnés plus haut, la société a comptabilisé une provision pour frais de réhabilitation de sites de 155,3 \$ au 25 avril 2021 (157,2 \$ au 26 avril 2020). De plus, la société a comptabilisé un montant à recevoir de fonds en fiducie pour réclamations environnementales de 73,4 \$ au 25 avril 2021 (79,4 \$ au 26 avril 2020), dont un montant de 9,1 \$ (11,0 \$ au 26 avril 2020) est inclus dans les débiteurs et 64,3 \$ est inclus dans les autres actifs (68,4 \$ au 26 avril 2020).

26. CRÉDITS REPORTÉS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIFS

	2021	2020
	\$	\$
Passifs de rémunération différée	101,9	75,8
Crédits reportés	35,5	25,0
Dépôts	28,2	24,8
Avantages sociaux	44,0	—
Crédits reportés relatifs aux coûts de changements de marques	20,5	21,8
Autres passifs	21,2	14,5
	<hr/> 251,3	<hr/> 161,9

27. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Nombre illimité d'actions sans valeur nominale

- Actions privilégiées de premier et de deuxième rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, ayant priorité sur les autres catégories d'actions en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital au moment de la dissolution. Le conseil d'administration est autorisé à déterminer avant l'émission la désignation, les droits, les priviléges, les conditions et les restrictions se rattachant aux actions de chaque série.
- Actions à droit de vote multiple de catégorie A, participantes, avec droit de vote à raison de dix votes par action, sauf à l'égard de certaines situations où les actions ne comportent qu'un vote par action, convertibles au gré du détenteur en une action à droit de vote subalterne de catégorie B pour chaque action à droit de vote multiple de catégorie A. En vertu des statuts de modification, aucune nouvelle action à droit de vote multiple de catégorie A ne peut être émise.
- Actions à droit de vote subalterne de catégorie B, participantes, chaque action comprenant 1 vote, convertibles automatiquement en une action à droit de vote multiple de catégorie A pour chaque action à droit de vote subalterne de catégorie B selon la première des éventualités suivantes :
 - En décembre 2021, lorsque les 4 co-fondateurs de la société auront atteint l'âge de 65 ans; ou
 - Lorsque les 4 co-fondateurs de la société détiendront, directement ou indirectement, moins de 50 % des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation à droit de vote multiple de catégorie A et à droit de vote subalterne de catégorie B de la société.

Lors du paiement de dividendes, l'ordre de priorité des actions s'établit comme suit :

- Actions privilégiées de premier rang;
- Actions privilégiées de deuxième rang;
- Actions à droit de vote subalterne de catégorie B et actions à droit de vote multiple de catégorie A, de rang égal.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Émis

Les modifications survenues quant au nombre d'actions sont les suivantes :

	2021	2020
Actions à droit de vote multiple de catégorie A (en milliers)		
Solde au début de l'exercice	253 804	253 818
Conversion en actions de catégorie B	(1)	(14)
Solde à la fin de l'exercice	253 803	253 804
Actions à droit de vote subalterne de catégorie B (en milliers)		
Solde au début de l'exercice	858 888	875 004
Émission résultant de la conversion d'actions de catégorie A	1	14
Actions rachetées ^(a)	(33 336)	(16 354)
Émissions d'actions découlant de la levée d'options d'achat d'actions	256	224
Solde à la fin de l'exercice	825 809	858 888
Émis et en circulation	1 079 612	1 112 692
Actions rachetées et non encore annulées	503	—
Émis	1 080 115	1 112 692

(a) Régime de rachat d'actions

Le 24 novembre 2020, la Bourse de Toronto a approuvé le renouvellement du régime de rachat d'actions de la société, qui avait expiré le 9 avril 2020. Le renouvellement est entré en vigueur le 27 novembre 2020 et permettait à la société de racheter jusqu'à 33 336 141 actions à droit de vote subalterne de catégorie B, représentant 4,0 % des 833 403 522 actions à droit de vote subalterne de catégorie B détenues dans le public, émises et en circulation au 16 novembre 2020.

Au cours de l'exercice terminé le 25 avril 2021, le régime de rachat d'actions a pris fin avant sa date d'échéance lorsque la société a atteint la limite autorisée de rachat d'actions de 33 336 141 actions à droit de vote subalterne de catégorie B (16 354 384 actions à droit de vote subalterne de catégorie B pour l'exercice terminé le 26 avril 2020). Ces rachats ont été conclus pour un montant net de 1 063,6 \$ (470,8 pour l'exercice terminé le 26 avril 2020), dont 16,9 \$ est inclus dans les Créditeurs et charges à payer au 25 avril 2021.

Le 21 avril 2021, la Bourse de Toronto a approuvé la mise en place d'un nouveau régime de rachat d'actions (« nouveau régime »), qui est entré en vigueur le 26 avril 2021. Le nouveau régime permet à la société de racheter jusqu'à 32 056 988 actions à droit de vote subalterne de catégorie B, représentant 4,00 % des 801 424 691 actions à droit de vote subalterne de catégorie B détenues dans le public, émises et en circulation au 19 avril 2021 et la période de rachat se terminera au plus tard le 25 avril 2022. Subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 25 avril 2021 et sous le nouveau régime, la société a racheté 8 471 000 actions à droit de vote subalterne de catégorie B pour un montant net de 299,2 \$.

Lorsque des rachats ont lieu, le nombre d'actions à droit de vote subalterne de catégorie B en circulation est réduit et la participation proportionnelle de tous les actionnaires restants dans le capital-action de la société est augmenté au prorata. Toutes les actions rachetées sous le régime de rachat d'actions seront annulées au moment du rachat. Un régime de rachat de titres automatique, qui a préalablement été approuvé par la Bourse de Toronto lors de l'approbation du nouveau régime, est aussi en place et pourrait permettre à un courtier désigné de procéder au rachat d'actions de la société, en son nom, selon des paramètres qui auront été établis par la société.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

28. RÉGIME DE RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions

La société possède un régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions (le « régime ») en vertu duquel elle a autorisé l'octroi de jusqu'à 101 352 000 options d'achat d'actions permettant d'acheter des actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société.

Les options d'achat d'actions, d'une durée maximale de 10 ans, sont acquises à 20,0 % à la date de l'octroi et cumulativement par la suite à chaque date anniversaire de l'octroi et peuvent être levées au prix de marché désigné à la date de l'octroi. Le prix d'octroi de chaque option d'achat d'actions ne peut être établi en dessous du prix de clôture moyen pondéré par un lot régulier des actions de catégorie B à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant la date de l'octroi. Chaque option d'achat d'actions peut être exercée en contrepartie d'une action de catégorie B de la société au prix précisé dans les conditions des options d'achat d'actions. Afin de permettre aux détenteurs de lever leurs options sans décaissement, le régime leur permet de recevoir un nombre d'actions à droit de vote subalterne égal à la différence entre le nombre total d'actions à droit de vote subalterne sous-jacentes aux options levées et le nombre d'actions à droit de vote subalterne suffisant pour régler le prix de levée des options sur une base brute ou nette.

Un sommaire de la situation au 25 avril 2021 et au 26 avril 2020 du régime de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

		2021		2020
	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	3 319 478	22,44	3 305 592	19,60
Émises	219 781	43,20	246 668	42,17
Levées	(271 758)	3,09	(232 782)	3,02
En circulation à la fin de l'exercice	3 267 501	25,45	3 319 478	22,44
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	2 753 261	23,04	2 746 798	19,91

Pour les options levées au cours de 2021, le prix moyen pondéré à la date d'exercice est de 41,68 \$ CA (44,86 \$ CA en 2020).

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation et pouvant être levées au 25 avril 2021 :

Fourchette des prix d'exercice	Options en circulation		Options pouvant être levées		
	Nombre d'options d'achat d'actions en circulation au 25 avril 2021	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions pouvant être levées au 25 avril 2021	Prix d'exercice moyen pondéré
\$ CA			\$ CA		\$ CA
2 – 16	200 108	1,40	8,40	200 108	8,40
16 – 30	1 970 396	3,91	21,39	1 970 396	21,39
30 – 45	1 096 997	7,58	35,85	582 757	33,67
	3 267 501			2 753 261	

La juste valeur des options octroyées a été estimée, à la date d'octroi, au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes pour les options octroyées au cours de l'exercice :

	2021	2020
Dividendes prévus (par action)	0,28 \$ CA	0,25 \$ CA
Volatilité prévue	25 %	23 %
Taux d'intérêt sans risque	0,46 %	1,56 %
Durée prévue	8 ans	8 ans

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées était de 12,48 \$ CA en 2021 (juste valeur moyenne pondérée de 10,48 \$ CA en 2020).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Pour 2021, le coût de rémunération comptabilisé aux résultats consolidés s'élève à 2,5 \$ (2,1 \$ en 2020).

Régime d'unités d'actions différées

La société a un régime d'UAD à l'intention de ses administrateurs externes leur permettant, à leur choix, de toucher la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle et jetons de présence sous forme d'UAD. Certains employés clés sélectionnés sont également autorisés à recevoir une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale, d'une valeur équivalente à celle de l'action de catégorie B de la société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration ou lors de la cessation d'emploi, les participants ont le droit de recevoir le versement de leurs UAD cumulées, sous forme d'espèces en fonction du cours moyen pondéré en fonction du volume de l'action à droit de vote subalterne de catégorie B de la société (« actions de catégorie B ») à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant immédiatement la date du paiement. Les UAD sont antidiplutives puisqu'elles sont payables uniquement en espèces.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date de l'octroi. Le passif est rajusté périodiquement pour tenir compte de toute variation de la valeur de marché de l'action de catégorie B. Au 25 avril 2021, la société avait un total de 403 236 UAD en circulation (383 109 au 26 avril 2020) et un passif lié à ce régime de 13,6 \$ (11,0 \$ au 26 avril 2020) était comptabilisé dans les Crédits reportés et autres éléments de passifs. L'exposition au risque de prix des actions de la société est gérée au moyen de dépôts indexés liés aux unités d'actions (note 31). Pour 2021, le coût de rémunération net a été de 3,0 \$ (coût de la rémunération de 0,9 \$ en 2020).

Régime d'unité d'action

La société a un régime d'unité d'action permettant au conseil d'administration, par le biais de son comité de ressources humaines et de régie d'entreprise, d'octroyer des unités d'actions liées au rendement (« UAR ») et des unités d'actions de négociation restreinte (« UANR ») aux dirigeants et à certains employés clés de la société (les « participants »). Une unité d'action est une unité nominale, ayant une valeur basée sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de l'action à droit de vote de catégorie B à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi et elle donne l'opportunité aux participants de recevoir une rémunération en espèces. Chaque UAR octroyée est acquise à la fin d'une période de performance de trois ans en fonction, notamment, de l'atteinte d'objectifs de performance de la société, basés sur des points de références internes et externes. Chaque UANR octroyée est acquise à la fin d'une période de performance de trois ans. Les unités d'actions sont antidiplutives puisqu'elles sont payables uniquement en espèces.

Un sommaire de la situation au 25 avril 2021 et au 26 avril 2020 du régime d'unité d'action de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous en nombre d'unités :

	2021	2020
En circulation au début de l'exercice	1 547 647	1 500 784
Émises	530 675	554 172
Payées	(396 721)	(344 698)
Annulées	(156 597)	(162 611)
En circulation à la fin de l'exercice	<u>1 525 004</u>	<u>1 547 647</u>

Au 25 avril 2021, un passif relié à ce régime d'attribution d'unité d'action de 13,4 \$ a été comptabilisé dans les Créditeurs et charges à payer (12,3 \$ au 26 avril 2020) et un passif de 15,7 \$ a été comptabilisé dans les Crédits reportés et autres éléments de passifs (11,3 \$ au 26 avril 2020). Le risque de prix de ce passif est également géré à l'aide de dépôts indexés liés aux unités d'actions (note 31). Pour 2021, le coût de rémunération a été de 13,4 \$ (11,3 \$ pour 2020).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

29. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Attribuable aux actionnaires de la société					
	Redressements cumulés des conversions de devises ^(a)	Couverture de l'investissement net ^(a)	Couverture de flux de trésorerie ^(a)	Cumul des gains (pertes) actuariel(l)e)s net(te)s ^(b)	Placements en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des AERG ^(b)	Cumul des autres éléments du résultat global
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 25 avril 2021						
Solde au début de l'exercice	(764,9)	(451,0)	(3,7)	(27,3)	(14,0)	(1 260,9)
Autres éléments du résultat global	507,1	170,4	(5,2)	43,2	20,6	736,1
Transfert du gain réalisé sur des placements en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des AERG	—	—	—	—	(6,3)	(6,3)
Solde à la fin de l'exercice	(257,8)	(280,6)	(8,9)	15,9	0,3	(531,1)
Exercice terminé le 26 avril 2020						
Solde au début de l'exercice	(496,1)	(348,2)	(8,3)	(4,0)	—	(856,6)
Autres éléments du résultat global	(268,8)	(102,8)	4,6	(23,3)	(14,0)	(404,3)
Solde à la fin de l'exercice	(764,9)	(451,0)	(3,7)	(27,3)	(14,0)	(1 260,9)

(a) Peuvent être reclassés subséquemment aux résultats.

(b) Ne seront jamais reclassés aux résultats.

30. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La société a des régimes capitalisés et non capitalisés à prestations définies et à cotisations déterminées qui prévoient des prestations de retraite à certains employés.

Régime à prestations définies

La société évalue ses obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables le dernier dimanche d'avril de chaque année.

La société a des régimes à prestations définies au Canada, aux États-Unis, en Norvège, en Suède, en Irlande et Hong Kong RAS. Ces régimes prévoient des prestations sur la base des salaires moyens de fin de carrière, ou en considération des années où le salaire a été le plus élevé, et du nombre d'années de service. La société effectue les évaluations actuarielles des régimes de retraite aux fins de la capitalisation tous les un à trois ans.

Certains régimes prévoient une indexation des rentes en fonction de l'indice des prix à la consommation alors que la majorité ne prévoit pas de tels ajustements. La majorité des paiements sont effectués par les administrateurs des régimes qui gèrent les fonds des régimes capitalisés. Toutefois, la société effectue les paiements de prestations pour les régimes non capitalisés lorsque les conditions donnant droit aux prestations sont atteintes. Les actifs détenus par les administrateurs des régimes ainsi que les relations entre ces derniers et la société sont régis par les règles et pratiques de chaque pays. La responsabilité de la gouvernance des régimes, des décisions d'investissement et des paiements de cotisations incombent aux comités de retraite et à la société.

Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite par rapport aux montants comptabilisés aux états financiers consolidés :

	2021	2020
	\$	\$
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes capitalisés	(144,3)	(141,1)
Juste valeur des actifs des régimes	209,1	155,4
Situation de capitalisation nette de régimes capitalisés – surplus net	64,8	14,3
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes non capitalisés	(99,9)	(93,3)
Passif net au titre des prestations définies	(35,1)	(79,0)

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Au 25 avril 2021, l'actif au titre des prestations définies de 63,0 \$ (12,5 \$ au 26 avril 2020) est inclus dans les autres actifs et le passif au titre des prestations définies de 98,1 \$ (91,5 \$ au 26 avril 2020) est présenté séparément dans les bilans consolidés.

L'obligation au titre des prestations définies et les actifs des régimes sont répartis de la façon suivante dans les différents pays:

	Canada	Norvège	Suède	Autres	Total
2021	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	(60,5)	(31,6)	(121,8)	(30,3)	(244,2)
Juste valeur des actifs des régimes	22,5	2,1	184,5	—	209,1
Situation de capitalisation nette – (déficit) surplus	(38,0)	(29,5)	62,7	(30,3)	(35,1)

2020	Canada	Norvège	Suède	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	(56,4)	(29,4)	(120,2)	(28,4)	(234,4)
Juste valeur des actifs des régimes	21,2	1,6	132,6	—	155,4
Situation de capitalisation nette – (déficit) surplus	(35,2)	(27,8)	12,4	(28,4)	(79,0)

À la date de l'évaluation, les actifs des régimes comprenaient :

	2021						2020	
	Cotés	Non cotés	Total	Allocation des actifs des régimes			Allocation des actifs des régimes	
				%	\$	\$	%	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	—	—	—	0,2	—	0,2	0,1
Instruments de capitaux propres	118,0	—	118,0	56,4	77,1	—	77,1	49,6
Titres de créance								
de gouvernements	81,1	—	81,1	38,8	68,5	—	68,5	44,1
de sociétés	5,6	0,4	6,0	2,9	5,4	—	5,4	3,5
Immobilier	—	0,3	0,3	0,1	—	0,2	0,2	0,1
Autres actifs	3,7	—	3,7	1,8	4,0	—	4,0	2,6
Total	208,4	0,7	209,1	100,0	155,2	0,2	155,4	100,0

La charge de la société pour les services rendus, déduction faite des cotisations des employés et des gains de compression, pour l'exercice 2021, s'élève à 2,7 \$ (2,0 \$ pour 2020).

Le montant comptabilisé dans les AERG pour l'exercice est déterminé comme suit :

	2021	2020
	\$	\$
(Gains) pertes découlant de changements dans les hypothèses financières	(21,9)	29,7
Gains liés à l'expérience	(8,3)	(1,3)
Rendement des actifs des régimes (excluant les produits d'intérêts)	(24,4)	1,3
Montant comptabilisé aux AERG	(54,6)	29,7

La société prévoit verser une cotisation de 5,3 \$ dans les régimes à prestations définies au cours du prochain exercice.

La moyenne pondérée des hypothèses actuarielles significatives que la direction considère comme les plus probables pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées et la charge de retraite sont les suivantes :

	2021				2020			
	Canada	Norvège	Suède	Autres	Canada	Norvège	Suède	Autres
	%	%	%	%	%	%	%	%
Taux d'actualisation	3,2	2,3	2,0	2,4	3,0	1,8	1,5	2,3
Taux de croissance de la rémunération	3,0	2,3	2,8	2,2	3,0	2,3	2,8	2,0
Taux de croissance prévu des prestations de retraite	2,0	0,5	1,8	1,9	2,0	0,5	1,8	1,5
Taux de croissance prévu du montant de sécurité sociale de base (G-amount)	—	2,0	2,8	—	—	2,0	2,8	—

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

La société utilise les tables de mortalité fournies par les autorités réglementaires et les regroupements d'actuaires propres à chacun des pays. Le montant de sécurité sociale de base (*G-amount*) est le taux de croissance prévu des rentes payables par le gouvernement. Dans certains pays européens, la société est responsable de combler la différence entre les montants que les retraités reçoivent de l'État et la pension admissible en fonction de leur salaire au moment de la retraite.

La durée moyenne prévue de l'obligation au titre des prestations définies de la société est de 20 ans.

La sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies à un changement apporté aux hypothèses actuarielles significatives est la suivante :

	Changement d'hypothèse	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
Taux d'actualisation	0,5 %	Réduction de 9,7 %	Augmentation de 10,7 %
Taux de croissance de la rémunération	0,5 %	Augmentation de 2,4 %	Réduction de 2,1 %
Taux de croissance prévu des prestations de retraite	0,5 %	Augmentation de 7,5 %	Réduction de 7,7 %
Augmentation de l'espérance de vie	1 an	Augmentation de 4,4 %	-

La précédente analyse de sensibilité a été effectuée en prenant pour hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes. Cela n'est pas représentatif de la réalité, puisque certaines hypothèses pourraient être corrélées entre elles. La méthode de calcul utilisée dans la précédente analyse de sensibilité est la même que la méthode utilisée pour calculer le passif au titre des prestations définies enregistré aux bilans consolidés.

En Europe, il incombe à la société de cotiser à ses régimes capitalisés, le cas échéant. La société contribue à ces régimes sauf lorsqu'ils sont surcapitalisés. Pour les régimes capitalisés qui présentent un déficit, la société effectue actuellement les paiements sur la base des recommandations des actuaires et de la réglementation applicable. La société s'est engagée à effectuer des paiements spéciaux au cours des prochaines années afin d'éliminer ce déficit. Ces contributions n'ont pas d'effet significatif sur les flux de trésorerie de la société. La société n'a aucun régime capitalisé aux États-Unis.

Régimes à cotisations déterminées

La charge totale de la société au titre de ses régimes à cotisations déterminées et de régimes obligatoires gouvernementaux pour l'exercice 2021 s'élève à 142,4 \$ (126,1 \$ pour 2020).

Régime de rémunération différée – opérations américaines

La société offre un régime de rémunération différée qui permet à certains employés de ses divisions américaines de différer jusqu'à 25,0 % de leur salaire de base et 100,0 % de leur prime en espèces pour une année donnée. L'intérêt couru sur le montant différé et sur les montants dus aux participants est généralement payable au moment de la retraite, à l'exception de certaines circonstances particulières. Les obligations à l'égard de ce régime s'élèvent à 72,5 \$ au 25 avril 2021 (53,5 \$ au 26 avril 2020) et sont incluses dans les crédits reportés et autres éléments de passif. Les actifs de ce régime sont détenus dans une fiducie et sont soumis aux réclamations des créanciers généraux de la société en vertu des lois fédérales ainsi que des lois des États en cas d'insolvabilité, la fiducie se qualifie donc à titre de fiducie de Rabbi pour les fins de l'impôt sur les bénéfices. Les actifs du régime sont composés principalement de fonds communs de placement et sont classés en tant que placements mesurés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs à l'égard de ce régime s'élèvent à 71,9 \$ au 25 avril 2021 (51,9 \$ au 26 avril 2020) et sont inclus dans les autres actifs (note 20).

31. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DU CAPITAL

Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

Les activités de la société l'exposent à une variété de risques financiers : risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de crédit, risque de liquidité et risque de prix. La société utilise des swaps de taux d'intérêt multidevises afin de couvrir son risque de change lié à son investissement net dans ses opérations aux États-Unis. La société utilise également à l'occasion des accords de fixation de taux d'intérêt afin de couvrir les taux d'intérêt des titres de créance qu'elle prévoit émettre ainsi que des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable afin de couvrir les taux d'intérêt associés à ses titres de créance à taux d'intérêt fixe.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

La gestion des risques financiers de la société est principalement contrôlée par son département de trésorerie ainsi que son groupe d'approvisionnement en carburant pour le transport routier et autres combustibles fossiles sous des politiques ayant été approuvées par le conseil d'administration. Les groupes qui contrôlent ces risques identifient, évaluent et couvrent les risques financiers en étroite collaboration avec les unités opérationnelles de la société. Le conseil d'administration fournit des principes écrits sur la gestion du risque dans son ensemble, ainsi que des politiques couvrant des secteurs plus spécifiques, tel que le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'usage d'instruments financiers dérivés et d'instruments financiers non dérivés, l'investissement des surplus de liquidités ainsi que la gestion du capital.

Risque de change

Une grande partie des revenus et des dépenses consolidés de la société sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de la société à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

La société est aussi exposée au risque de change lié à sa trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives, sa dette à long terme libellée en dollars américains, à ses billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros et aux swaps de taux d'intérêt multidevises, dont une portion est désignée comme couverture d'investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. Puisque la société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation, une partie de ces impacts est compensée par la conversion des états financiers consolidés libellés en dollars canadiens vers le dollar américain. Au 25 avril 2021, en ce qui concerne la dette à long terme libellée en dollars américains, en couronnes norvégiennes et en euros ainsi que les swaps de taux d'intérêt multidevises qui sont désignés comme instruments de couverture de l'investissement net dans ses opérations étrangères, une variation dans ces devises serait contrebalancée par des montants équivalents des investissements nets couverts aux AERG. En ce qui concerne la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives, au 25 avril 2021 et avec toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % des diverses devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives aurait eu un impact net de 108,5 \$ sur le Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, lequel serait partiellement contrebalancé par un impact net de 90,0 \$ provenant de la portion de ses dettes à long terme libellées en dollars américains non désignée comme instruments de couverture de l'investissement net dans ses opérations étrangères.

Risque de taux d'intérêt

La dette à long terme à taux fixe de la société est exposée au risque de variation de leur juste valeur créée par les variations de taux d'intérêt. Au 25 avril 2021, la société ne détenait aucun instrument dérivé pour atténuer une partie de ce risque, mais la société conclue, de temps à autre, des contrats de swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable pour couvrir partiellement le risque de juste valeur des taux d'intérêt lié aux titres de créance à taux d'intérêt fixe.

La société est exposée au risque de variation de ses flux de trésorerie causée par les variations de taux d'intérêt lorsque sa dette à long terme contient des soldes à taux variables. Au 25 avril 2021, la société ne détenait aucun instrument financier dérivé afin de mitiger ce risque. La société analyse le risque de liquidité sur une base continue. Différents scénarios sont simulés en prenant en considération les possibilités de refinancement, de renouvellement des positions actuelles, de financement alternatif ainsi que les possibilités de couvertures. Selon ces scénarios, la société calcule l'impact qu'aurait une variation définie du taux d'intérêt sur ses frais financiers. Basé sur les soldes des dettes à long terme à taux variables au 25 avril 2021, l'impact annuel sur les frais financiers nets de l'exercice d'une variation parallèle de 1,0 % dans la courbe des taux d'intérêt n'aurait pas été significatif (15,0 \$ basé sur les soldes au 26 avril 2020).

La société est aussi exposée au risque de variation des flux de trésorerie découlant des variations de taux d'intérêt des futures émissions de titres de créance. Pour atténuer ce risque, la société conclut de temps à autre des accords de fixation de taux d'intérêt pour couvrir les taux d'intérêt des titres de créance qu'elle prévoit émettre (note 23).

Risque de crédit

La société assume un risque de crédit à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit, de l'investissement dans des contrats de sous-location, des dépôts indexés et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur est favorable à la société.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Les éléments-clés de l'approche de gestion du risque de crédit de la société comprennent les politiques de risque de crédit, les mandats de crédit, un processus d'évaluation de crédit interne, les outils d'atténuation des risques de crédit et de surveillance et de gestion du risque de crédit continues. Avant de conclure des transactions avec de nouvelles contreparties, la politique de crédit de la société exige que les contreparties soient formellement identifiées, approuvées et que des cotes de crédit internes ainsi que des limites d'exposition leur soient attribuées. Une fois établies, les contreparties sont réévaluées en fonction de la politique et surveillées sur une base régulière. Les évaluations du risque des contreparties sont basées sur une analyse quantitative et qualitative d'états financiers récents, lorsque disponibles, et autres informations pertinentes. En outre, la société évalue la performance passée de paiement, la taille des contreparties et la diversification de l'entreprise et le risque inhérent de l'industrie. La société surveille les soldes et les expositions individuelles en les comparant aux limites établies sur une base régulière.

Le risque de crédit, lié aux comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir relié aux opérations des magasins d'accompagnement et aux dépôts indexés sur les matières premières, est limité étant donné la nature des activités de la société et les mesures prises dans la gestion du risque de crédit de ses contreparties. Au 25 avril 2021, aucun client unique ne comptait pour plus de 10,0 % du total des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir et le montant à risque lié correspondait à leur valeur comptable.

La société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit en transigeant seulement avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit faible ou minimal. Au 25 avril 2021, le montant à risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit correspondait à leur valeur comptable en plus du risque de crédit relié aux cartes de crédit Circle K / MasterCard décrit ci-après.

Dans certains marchés européens, les clients peuvent régler leurs achats effectués aux différents points de vente de la société ou chez tout autre marchand par l'utilisation d'une carte de crédit Circle K / MasterCard. La société a conclu des accords en vertu desquels les risques et avantages liés aux cartes de crédit, tels que les revenus d'honoraires, les frais d'administration et les pertes de crédit, sont partagés entre la société et les banques émettrices. Les soldes sont facturés aux clients mensuellement. L'exposition de la société au 25 avril 2021 consiste à des créances de 110,4 \$ dont 54,8 \$ porte intérêts. Ces créances des détenteurs de cartes ne sont pas comptabilisées dans le bilan consolidé de la société. Pour l'exercice 2021, les pertes comptabilisées en charges n'étaient pas significatives. À la lumière d'évaluations de crédit précises ainsi que d'une surveillance continue des soldes, la société estime que les créances ne représentent pas un risque significatif. Les revenus et les risques liés à ces accords avec les banques sont signalés et comptabilisés sur une base mensuelle et réglés à tous les quatre mois.

La société est exposée au risque de crédit provenant de dépôts indexés liés aux unités d'actions et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur ouverte est favorable à la société. En conformité avec sa politique de gestion des risques, afin de réduire ce risque, la société a conclu ces instruments financiers avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société puisse éprouver des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers et aux obligations locatives. La société est exposée à ce risque principalement en regard de sa dette à long terme, de ses comptes fournisseurs et charges à payer, de ses obligations locatives et les sorties associées avec des instruments financiers dérivés. La société tire principalement ses liquidités des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles en vertu de ses facilités de crédit.

De façon régulière, la société analyse ses réserves en liquidités prévisionnelles sur la base des flux de trésorerie attendus en prenant en compte ses besoins opérationnels, sa situation fiscale et ses besoins en capital tout en s'assurant d'avoir une flexibilité suffisante pour respecter ses obligations en vertu des sources de liquidités actuellement disponibles.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers et des intérêts qui y sont reliés au 25 avril 2021 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	Entre un et deux ans	Entre deux et cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés⁽¹⁾						
Créditeurs et charges à payer ⁽²⁾	3 146,9	3 146,9	3 146,9	—	—	—
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains	4 002,9	5 888,3	1 144,4	108,6	325,8	4 309,5
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens	1 319,1	1 488,2	45,1	245,4	1 197,7	—
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros	902,0	1 006,9	17,0	17,0	51,0	921,9
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes	80,8	96,1	3,1	3,1	89,9	—
Obligations locatives - Échéances contractuelles actuelles ⁽³⁾	3 293,2	2 351,6	498,3	390,8	754,5	708,0
Obligations locatives - Options de renouvellement futures ⁽³⁾		1 608,0	6,0	37,9	271,2	1 292,9
Autres dettes	85,1	85,6	79,9	1,8	3,3	0,6
Swaps de taux d'intérêt multidevises à payer ⁽¹⁾	79,6	1 557,8	48,9	299,7	1 209,2	—
Swaps de taux d'intérêt multidevises à recevoir ⁽¹⁾		(1 488,2)	(45,1)	(245,4)	(1 197,7)	—
	12 909,6	15 741,2	4 944,5	858,9	2 704,9	7 232,9

(1) Basé sur les taux du marché, au 25 avril 2021, pour les soldes pour lesquels la monnaie fonctionnelle respective diffère de la monnaie de présentation de la société et pour les soldes portant intérêts à taux variables.

(2) Exclut les crédits reportés ainsi que les créditeurs et charges à payer statutaires tels que les taxes à la consommation, les taxes d'accise et les taxes foncières.

(3) Inclut les obligations locatives classées comme passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente au 25 avril 2021.

Risque de prix

Les ventes de produits pétroliers raffinés de la société, qui incluent le carburant pour le transport routier et l'énergie pour les moteurs stationnaires, représentent une part significative de son bénéfice d'exploitation. En conséquence, son activité, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie sont affectés par les variations des prix de ces produits. La société cherche à transmettre toute modification des prix d'achat à ses clients en ajustant les prix de vente pour refléter les changements dans le prix de ces produits. Le délai entre un changement des prix des produits pétroliers raffinés et un changement des prix des carburants vendus par la société peut avoir un effet sur le bénéfice d'exploitation des ventes de ces produits. À l'occasion, en fonction des calendriers d'achat ainsi que de l'évaluation des risques de prix, la société conclut des ententes visant des instruments dérivés sur les matières premières pour réduire une partie de ce risque à l'égard de ses ventes et de ses achats de carburant pour le transport routier, autres combustibles fossiles et dépôts indexés sur les matières premières. Au 25 avril 2021, le volume notionnel de ces instruments financiers dérivés était de 324 500 tonnes métriques de carburant pour le transport routier et autres combustibles fossiles. La comptabilité de couverture n'a été appliquée pour aucun de ces instruments dérivés.

La société est exposée à un risque de prix attribuable à l'obligation liée à son régime d'attribution d'unités d'actions ainsi qu'à l'obligation liée à son régime d'UAD, puisque ces passifs ont une valeur qui fluctue partiellement en fonction de la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société. Afin de réduire ce risque, cette dernière a conclu des dépôts indexés liés aux unités d'actions avec une institution financière de première qualité avec un indice sous-jacent représentant des actions de catégorie B qui est comptabilisé à la juste valeur de marché dans les Autres actifs et Débiteurs aux bilans consolidés. Au 25 avril 2021, le nominal des dépôts indexés lié aux unités d'actions était 1 845 815 actions de catégories B. Les dépôts indexés liés aux unités d'actions sont ajustés, au besoin, pour refléter les nouvelles attributions, les ajustements, les conditions de performance attendues et les règlements sur les unités d'actions ou les UAD. Au 25 avril 2021, l'impact sur le bénéfice net ou les capitaux propres d'une variation de 5,0 % de la valeur du cours de l'action de la société n'aurait pas été significatif.

Juste valeur

La juste valeur des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit, des créditeurs et charges à payer et des billets à ordre est comparable à leur valeur comptable étant donné leur échéance rapprochée. La valeur comptable de la facilité de crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garantie se rapprochait de sa juste valeur étant donné que ses modalités étaient comparables à l'écart de taux que la société obtiendrait dans des conditions semblables à la date du bilan.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix non rajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 : Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement; et

Niveau 3 : Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

La juste valeur estimative de chacune des catégories d'instruments financiers, les méthodes et les hypothèses utilisées pour les déterminer ainsi que leur hiérarchie des évaluations à la juste valeur s'établissent comme suit :

Instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

- La juste valeur des dépôts indexés liés aux unités d'actions repose principalement sur la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société et s'est établie à 61,9 \$ au 25 avril 2021 (52,7 \$ au 26 avril 2020) (niveau 2). Au 25 avril 2021, les dépôts indexés liés aux unités d'actions qui viennent à échéance dans moins d'un an sont présentés à titre de Débiteurs pour un montant de 18,4 \$ (18,3 \$ au 26 avril 2020) et les dépôts indexés liés aux unités d'actions restants sont présentés à titre d'Autres actifs pour un montant de 43,5 \$ (34,4 \$ au 26 avril 2020) aux bilans consolidés;
- La juste valeur du passif lié aux swaps de taux d'intérêt multidevises, qui repose sur des prix de marché, s'est établie à 79,6 \$ au 25 avril 2021 (237,4 \$ au 26 avril 2020) (niveau 2). Ils sont présentés dans les Autres passifs financiers à long terme aux bilans consolidés;
- La juste valeur des accords de fixation de taux d'intérêt, qui repose sur des prix de marché, s'est établie à 7,9 \$ au 25 avril 2021 (néant au 26 avril 2020) (niveau 2). Ils sont présentés dans les Autres passifs financiers à court terme aux bilans consolidés;
- La juste valeur des placements en instruments de capitaux propres basée sur des prix cotés non rajustés s'est établie à 29,2 \$ au 25 avril 2021 (78,5 \$ au 26 avril 2020) (niveau 1) et la juste valeur des placements en instruments de capitaux propres basée sur des données spécifiques à l'entité s'est établie à 6,0 \$ au 25 avril 2021 (néant au 26 avril 2020) (niveau 3). Ils sont présentés dans les Autres actifs au bilan consolidé;
- La juste valeur des dépôts indexés sur les matières premières, qui repose sur des prix de marché, s'est établie à 9,7 \$ au 25 avril 2021 (néant au 26 avril 2020) (niveau 2). Ils sont présentés dans les Autres actifs financiers à court terme aux bilans consolidés;
- La juste valeur des swaps sur carburant, qui repose sur des prix de marché, s'est établie à 18,7 \$ au 25 avril 2021 (23,8 \$ au 26 avril 2020) (niveau 2). Au 25 avril 2021, ils sont présentés dans les Autres passifs financiers à court terme et au 26 avril 2020, ils sont présentés dans les Autres actifs financiers à court terme aux bilans consolidés; et
- Voir la note 7 pour l'information sur l'évaluation des débentures convertibles et bons de souscription d'actions ordinaires dans Fire & Flower.

Instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

Le tableau qui suit présente la juste valeur, qui repose sur des prix cotés non rajustés (niveau 1) ou sur des données observables sur le marché (niveau 2), et la valeur comptable des billets de premier rang non garantis qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

	2021		2020	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains (niveau 2)	4 002,9	4 257,3	3 970,7	4 026,3
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens (niveau 1)	1 319,1	1 406,3	1 384,8	1 436,9
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros (niveau 2)	902,0	966,8	806,8	795,6
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes (niveau 2)	80,8	88,2	63,3	68,5

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Gestion du capital

L'objectif de la société, en ce qui a trait à la gestion du capital, est d'assurer sa continuité d'exploitation en vue d'offrir un rendement aux actionnaires ainsi que d'optimiser sa structure de capital afin d'en réduire le coût. Le capital de la société est constitué du total des capitaux propres et de la dette nette portant intérêt, qui est composée de la dette à long terme et de sa portion à court terme ainsi que des obligations locatives, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires, s'il y a lieu.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la société peut émettre de nouvelles actions, racheter ses actions, disposer d'actifs moins performants dans le but de réduire la dette ou peut modifier le montant des dividendes payés aux actionnaires (notes 22 et 27).

Dans le cadre de la gestion de sa structure de capital, la société tient compte de la valeur économique de ses régimes d'options d'achat d'actions, d'unités d'actions et d'UAD (note 28).

La société fait le suivi de son capital basé sur le ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale et tient compte de ses cotes de crédit telles qu'elles sont établies par de tierces parties.

En date des bilans consolidés, le ratio de dette nette à intérêt sur capitalisation totale s'est établi comme suit :

	2021	2020
	\$	\$
Portion à court terme de la dette à long terme et portion à court terme des obligations locatives	1 526,7	597,8
Dette et obligations locatives à long terme	8 075,3	9 781,5
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie, incluant la trésorerie soumise à restrictions	3 019,2	3 649,5
Dette nette portant intérêts	<u>6 582,8</u>	<u>6 729,8</u>
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	12 180,9	10 066,6
Dette nette portant intérêts	<u>6 582,8</u>	<u>6 729,8</u>
Capitalisation totale	<u>18 763,7</u>	<u>16 796,4</u>
Ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale	35,1 %	40,1 %

En vertu de sa facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie, la société doit respecter certains ratios financiers sur une base consolidée :

- Un ratio de levier financier qui représente le ratio de la dette totale moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie sur le BAIIA des quatre trimestres les plus récents; et
- Un ratio de couverture des intérêts qui représente le ratio du BAIIA pour les quatre trimestres les plus récents sur le total des intérêts déboursés pour la même période.

La société fait un suivi continu de ces ratios et était en conformité avec ces clauses restrictives au 25 avril 2021 et au 26 avril 2020.

La société n'est soumise à aucune exigence externe significative concernant son capital.

32. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Engagements d'achats

La société a conclu diverses ententes d'achat de biens immobiliers et ententes d'achat de produits qui l'obligent à acheter annuellement des marchandises et du carburant pour des montants ou des quantités minimums. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, une pénalité financière pour les volumes manquants, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Historiquement, la société a généralement excédé ces exigences minimales et ne s'attend pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible puissent conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

33. ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation et par le biais d'acquisitions, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. La société n'a aucune raison de croire que le règlement de ces questions puisse avoir une incidence importante sur sa situation financière, sur les résultats de ses activités ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

Garanties

La société a transféré un certain nombre de contrats de location de locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, qui assume la responsabilité primaire, la société conserve la responsabilité secondaire envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 25 avril 2021, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 14,8 \$ et leur juste valeur est non significative. Historiquement, la société n'a versé aucune somme importante aux termes de tels contrats et ne s'attend pas à devoir en verser dans un avenir prévisible.

La société émet également différentes formes de cautionnements, incluant des cautionnements financiers de baux automobiles et pour le compte de détaillants en Suède. Les paiements maximums futurs non actualisés relatif à ces cautionnements totalisent 19,4 \$ et la valeur comptable et la juste valeur des engagements en vertu de cautionnements comptabilisés au bilan consolidé au 25 avril 2021 étaient non significatives.

34. INFORMATION SECTORIELLE

La société exploite des magasins d'accommodation aux États-Unis, en Europe, en Asie et au Canada. Elle exerce ses activités dans un seul secteur isolable, soit la vente de produits de consommation immédiate, de carburant pour le transport routier et d'autres produits, principalement par l'entremise de magasins corporatifs ou de franchises. L'exploitation de sa chaîne de magasins d'accommodation se fait sous différentes bannières, dont Circle K, Couche-Tard, Holiday, Ingo et Mac's. Les revenus tirés de clients externes proviennent principalement de trois catégories, soit les marchandises et les services, le carburant pour le transport routier et les autres revenus.

Les tableaux suivants fournissent de l'information sur les principales catégories de revenus ainsi que de l'information d'ordre géographique :

	2021					2020 (ajusté, note 3)		
	États-Unis	Europe et autres régions ^(c)		Total	États-Unis ^(d)	Europe et autres régions ^(c)	Canada ^(d)	Total
		\$	\$		\$			
Revenus tirés de clients externes^(a)								
Marchandises et services	11 489,9	1 830,8	2 552,3	15 873,0	10 947,2	1 416,3	2 302,7	14 666,2
Carburant pour le transport routier	19 594,7	6 295,3	3 515,3	29 405,3	26 802,5	7 481,1	4 415,7	38 699,3
Autres	44,3	419,3	18,2	481,8	93,6	652,0	21,3	766,9
	31 128,9	8 545,4	6 085,8	45 760,1	37 843,3	9 549,4	6 739,7	54 132,4
Revenus tirés de clients externes moins Coûts des ventes, excluant amortissement et perte de valeur^(d)								
Marchandises et services	3 798,7	716,2	800,2	5 315,1	3 647,2	587,6	733,2	4 968,0
Carburant pour le transport routier	3 095,2	1 119,7	391,6	4 606,5	3 160,8	932,0	344,2	4 437,0
Autres	44,2	131,2	18,3	193,7	93,7	123,6	21,2	238,5
	6 938,1	1 967,1	1 210,1	10 115,3	6 901,7	1 643,2	1 098,6	9 643,5
Total de l'actif à long terme^(b)								
	13 272,5	4 651,2	2 889,4	20 813,1	12 903,2	3 548,3	2 415,7	18 867,2

(a) Les zones géographiques sont délimitées en fonction de l'endroit où la société génère les produits d'exploitation (l'endroit où se fait la vente) ainsi que de l'emplacement des actifs à long terme.

(b) Excluant les instruments financiers, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi. Pour 2020, les chiffres correspondants ont été ajustés afin de mieux refléter l'exclusion des instruments financiers par géographie.

(c) Les résultats des opérations en Asie sont inclus sous Europe et autres régions commençant le 21 décembre 2020.

(d) Suite au changement de classement décrit à la note 3, Marchandises et services a été ajusté de 3 692,7 \$ à 3 647,2 \$ pour les États-Unis, de 750,9 \$ à 733,2 \$ pour le Canada et Carburant pour le transport routier a été ajusté de 3 188,8 \$ à 3 160,8 \$ pour les États-Unis.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

35. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Dividendes

Lors de sa réunion du 29 juin 2021, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 8,75 ¢ CA par action pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021 aux actionnaires inscrits le 8 juillet 2021 et a approuvé son paiement pour le 22 juillet 2021. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*.

Gouvernance d'entreprise & équipe de direction

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Alain Bouchard

Fondateur et président exécutif du conseil

Jean Bernier

Eric Boyko⁽²⁾

Président du comité d'audit

Jacques D'Amours

Cofondateur

Richard Fortin

Cofondateur

Brian Hannasch

Président et chef de la direction

Mélanie Kau⁽¹⁾

Administratrice principale et présidente du comité des ressources humaines et de la gouvernance

Marie-Josée Lamothe⁽²⁾

Janice L. Fields

Monique F. Leroux⁽²⁾

Réal Plourde

Cofondateur

Daniel Rabinowicz⁽¹⁾

Louis Tétu⁽¹⁾

(1) Membre du Comité des ressources humaines et de la régie d'entreprise

(2) Membre du comité d'audit

ÉQUIPE DE DIRECTION EXÉCUTIVE

Brian Hannasch

Président et chef de la direction

Deborah Hall Lefevre

Chef de la direction informatique

Kevin A. Lewis

Chef de la direction du marketing

Ina Strand

Chef de la direction des ressources humaines

Claude Tessier

Chef de la direction financière

Darrell Davis

Premier vice-président, Construction et développement,
Amérique du Nord

Hans-Olav Høidahl

Premier vice-président, Opérations, Europe

Alex Miller

Premier vice-président, Opérations, Amérique du Nord,
et Optimisation commerciale globale

Niall Anderton

Vice-président principal, Opérations

Brian Bednarz

Vice-président principal, Opérations

Kathleen K. Cunningham

Vice-présidente principale, Services partagés globaux

Rick Johnson

Vice-président principal, Opérations

Jørn Madsen

Vice-président principal, Opérations

Dennis Tewell

Vice-président principal, Commercialisation

Stéphane Trudel

Vice-président principal, Opérations

Louise Warner

Vice-présidente principale, Carburants globaux

Valery Zamuner

Vice-présidente, Conseillère juridique principale
et Secrétaire corporatif

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Siège social

4204, boul. Industriel
Laval, Québec, H7L 0E3 Canada

Inscription des titres

Bourse de Toronto
Symboles : ATD.A et ATD.B;
La Société fait partie de l'indice TSX 60.

Agent de transfert

La Société de fiducie AST (Canada)
2001, boul. Robert-Bourassa, Bureau 1600
Montréal, Québec, H3A 2A6 Canada

Auditeur indépendant

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boul. René-Lévesque Ouest, Bureau 2500
Montréal, Québec, H3B 4Y1 Canada

Relations investisseurs

relations.investisseurs@couche-tard.com
1-450-662-6632, poste 4619

Secrétariat corporatif

Valéry Zamuner, Vice-présidente, Conseillère juridique principale
et Secrétaire corporative
valery.zamuner@couche-tard.com
1-450-662-6632, ext. 4549

Media Relations

Lisa Koenig, Chef de service, Communications globales
communication@couche-tard.com
1-450-662-6632, poste 6611

Assemblée annuelle des actionnaires

1^{er} septembre 2021

Des renseignements supplémentaires au sujet d'Alimentation
Couche-Tard et les communiqués de presse sont disponibles sur
le site web de l'entreprise : www.corpo.couche-tard.com

**PRÊTS POUR
L'AVENIR**



Retail
INNOVATION
LAB

Bensadoun School
Retail Management

McGill

corpo.couche-tard.com

